www.01netpro.com

N° 2055 - 7 octobre 2010

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES

twitter

L'État rationalise sa bureautique à marche forcée P. 7

GDF Suez passe ses 200 000 salariés au web 2.0 P. 32

Twitter expliqué à votre directeur général P. 14

Paiement sur mobile : adopter la bonne stratégie P. 27

MONDIAL DE L'AUTO

La voiture roule au numérique

DOSSIER P. 40

- HABITACLE
- TABLEAU DE BORD
- MOTEUR
- CONCEPTION
- PRODUCTION INDUSTRIELLE

01 France Metro : 5 € - DOM : 6,20 €, Belgique : 5,50 €, Suisse : 9,50 FS, Canada : 8,50 $C, Luxembourg : 5,50 €.

M 02995 - 2055 - F: 5,00 €

brother®
at your side®

*à vos côtés

Chez Brother, le noir fait ressortir la couleur !

Nouvelles imprimantes laser couleur

Les nouvelles imprimantes laser couleur de Brother pour des performances irréprochables : pour vous accompagner chaque jour dans votre recherche d'efficacité et de maîtrise des coûts d'impression, Brother vous propose une nouvelle gamme d'imprimantes et de multifonctions laser couleur à la fois compactes, performantes et éco-responsables. Laissez-vous séduire par la petite taille de ces produits qui rassemblent pourtant de très nombreuses fonctionnalités avancées vous permettant d'aller plus vite et d'imprimer moins tout en économisant une part importante d'électricité (consommation inférieure à 2 W en mode veille ; certifications Energy Star et Blue Angel).

www.brother.fr

Vos talents méritent la couleur

Professional BusinessColours

Brother RCS Pontoise B622058410

LA RÉDACTION A...

eu le souffle coupé en regardant le cours de Bourse d'Apple.

Avec une valorisation de plus de 266 milliards de dollars, la firme de Steve Jobs est devenue la deuxième capitalisation boursière du monde, dépassant PetroChina et talonnant le géant américain ExxonMobil. En mai, Apple avait déjà dépassé Microsoft. Pas mal pour une entreprise qui, finalement, ne réalise « que » 42 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

DR

DÉCLENCHÉ l'alarme. Le vers Stuxnet, qui exploite

une faille dans Windows et rôde sur le web, aurait été créé par le gouvernement américain pour détruire des infrastructures nucléaires iraniennes, selon le *Financial Times*. Quand l'informatique devient une arme militaire.

SOURI en repensant aux aléas de l'histoire de l'informatique.

Un processeur Sparc T3 à 16 cœurs estampillé Oracle, qui l'eut cru il y a encore un an et demi avant le rachat de Sun ? Et bientôt il faudra s'habituer aux antivirus de marque Intel, aux services cloud de Steria, voire à la plate-forme mobile Facebook.

PAUL SAKUMA/SIPA

salué la sagesse « business » de HP et Oracle.

Pendant plusieurs semaines, les deux fournisseurs se sont étripés à propos de Mark Hurd, ex-PDG de HP. Le fait que le nouveau numéro deux d'Oracle renonce à la moitié de ses stock-options HP a suffi pour calmer les esprits sur sa clause de non-concurrence et relancer le partenariat entre les deux sociétés. Comme quoi les bons comptes font les bons amis.

plaisanté avec Anssi Vanjoki.

L'ancien chef de la division smartphones de Nokia a dit qu'adopter Android serait comme *« pisser dans le pantalon pour avoir chaud l'hiver »*. Traduction : *« C'est bien de le faire sur le moment, mais on le regrette après. »* Au passage, il explique également pourquoi il quitte Nokia : *« Parce que je ne suis pas devenu CEO »*.

LES MOTS CLÉS DE LA SEMAINE

Réseau social · Saas · Décisionnel · Automobile · Emploi · Directeur financier · Web · Paiement sur mobile · DSI · Logistique · RFID · Sécurité · Green Tech · Simulation numérique · Cloud

DSI : p. 8, 35, 36
Emploi : p. 10, 50
Cloud : p. 8, 12
Décisionnel : p. 20, 21
Green Tech : p. 17, 40
Logistique : p. 11, 40
Réseau social : p. 14, 24
Web : p. 32, 49
Automobile : p. 40
Directeur financier : p. 20
Paiement sur mobile : p. 27
RFID : p. 11
Saas : p. 12
Sécurité : p. 26
Simulation numérique : p. 40

ÉDITORIAL

Frédéric Simottel
Rédacteur en chef

Le numérique prend le volant

L'innovation automobile s'est longtemps concentrée sur la mécanique qui faisait « avancer » la voiture. Un carburant efficace, des pneus endurants, un châssis performant, un confort de conduite. L'électronique a ensuite fait son apparition dans le moteur, puis au niveau du tableau de bord, proposant la lecture des données mécaniques ou le contrôle des fonctions annexes. Aujourd'hui, place au numérique et aux technologies de l'information (TIC). L'habitacle devient un salon multimédia. A la question de l'option la plus importante pour un modèle d'entrée de gamme, de jeunes Européens ont répondu à Fiat qu'avant le moteur

> « La voiture s'inscrit aujourd'hui comme une extension de l'univers du mobile »

turbo, le freinage ABS, la climatisation ou un radio CD, ils désiraient une connexion iPod ! La voiture s'inscrit désormais comme une extension de l'univers du mobile. Certains y sont déjà, connectant automatiquement le smartphone du conducteur et l'intégrant dans l'habitacle ; arrosant en Wi-Fi le tableau de bord pour les informations de géolocalisation, de messagerie, l'ensemble hi-fi pour l'ambiance radio ou musicale, le système vidéo (jeux et films) pour les passagers. Pour les constructeurs, ces fonctions constituent une figure imposée pour séduire leurs clients et assurer leur développement économique. Plus qu'un facteur d'innovation, le numérique est donc un levier de croissance pour le marché automobile. Les TIC participent aussi aux efforts des industriels. Les usines numériques profitent de ces avancées dans la production des voitures. Grâce au TIC, le centre technique de simulation de Renault est ainsi parvenu à éliminer 30 % de prototypes physiques. Le secteur automobile peut donc aujourd'hui compter sur deux moteurs de performances, l'un mécanique, l'autre numérique.

01 SOMMAIRE

TENDANCES

7. GOUVERNANCE L'Etat à marche forcée vers la rationalisation de sa bureautique

8. STRATÉGIE FOURNISSEURS Ce qu'attendent les utilisateurs du nouvel ERP d'Oracle
10. EMPLOI Comment recruter les profils introuvables
11. LOGISTIQUE La distribution oriente sa stratégie RFID vers des applications plus rentables
12. FINANCEMENT Aider les éditeurs à passer au mode locatif
14. DÉCRYPTAGE Twitter expliqué à votre directeur général
16. POSTE DE TRAVAIL Outlook remet le Mac en selle dans l'entreprise
17. GREEN TECH Une prise électrique verte de sa conception à son utilisation
18. CERCLE 01 Le besoin clients dicte la valeur des services mobiles
19. MOBILITÉ Les tablettes tactiles communicantes en quête d'usages
20. PERFORMANCE Quand le directeur financier se rapproche des opérationnels
21. START UP Le décisionnel au service de l'environnement

OPINIONS

23. POLÉMIQUE Le web n'est qu'une application internet parmi d'autres
24. HUMEURS
La marque employé
Blogs : Microsoft s'incline
25. ON EN PARLE DANS LES BLOGS
26. CARTE BLANCHE À...
Gilles Casteran, directeur associé d'Arismore
Pour une sécurité des SI plus collaborative et innovante

EXPÉRIENCES

27. COMMERCE MOBILE Quatre technologies pour déployer une stratégie de paiement sur mobile
32. ENTREPRISE 2.0 GDF Suez réunit en une journée 200 000 collaborateurs
34. RESSOURCES HUMAINES Kiloutou choisit la location pour son application de gestion des talents
35. INTERVIEW Antoine de Noyer, directeur financier France de Carlson Wagonlit Travel
36. RENCONTRE Directeur informatique le jour, développeur open source la nuit
38. JURIDIQUE Loppsi 2 : renforcement du dispositif sécuritaire

DOSSIER

40. AUTOMOBILE
41. INNOVATION Quand un simple habitacle devient un salon multimédia
42. SIMULATION Des modèles conçus plus rapidement et pour moins cher
45. CONCEPTION L'écodesign, une nouvelle façon de penser l'automobile
46. PRODUCTION La RFID améliore la visibilité sur l'ensemble de la chaîne logistique

47. USAGES La géolocalisation révolutionne la façon de consommer la voiture

VOUS

49. MANAGEMENT Organiser des brainstormings pour stimuler l'innovation en interne
50. RESSOURCES HUMAINES Non-concurrence : une clause pas très IT
51. BUSINESS STYLE

54. AGENDA
58. FLASH-BACK
59. PROCHAINEMENT DANS 01

Ce numéro comporte un courrier de réabonnement sur une diffusion partielle d'abonnés.

Abonnez-vous en ligne sur www.kiosque01.com

PHOTO DE COUVERTURE : DR

DES ENTREPRISES INNOVANTES COMME RIM RÉUSSISSENT EN ONTARIO, CANADA. VOTRE BLACKBERRY[MD] VOUS LE CONFIRMERA.

L'outil de communication que vous avez entre les mains, celui qui vous est devenu indispensable, savez-vous qu'il est né en Ontario ? Il vient d'une province où tout est mis en œuvre pour soutenir les esprits qui innovent. Des universités de renommée mondiale prospèrent ici, comme celles de Toronto et de Waterloo. L'Ontario a assisté aux débuts de Research in Motion en 1984, alors si vous aimez l'innovation, vous adorerez l'Ontario. **THE WORLD WORKS HERE.**

ONTARIO
CANADA
investinontario.com/innover

Ontario Payé par le gouvernement de l'Ontario.

BlackBerry[MD], RIM[MD], Research in Motion[MD], SureType[MD], SurePress[MC] et autres marques déposées, noms et logos relatifs, sont la propriété de Research in Motion Limited et sont enregistrés et/ou utilisés aux États-Unis et dans le monde entier.

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES

OFFRE DE LANCEMENT !

1 an d'abonnement au magazine print + numérique

et SES SERVICES ONLINE

Abonnement PACK PRO

190€

au lieu de ~~484€~~*

61% d'économie !

1 an d'abonnement au magazine print + numérique et ses SERVICES ONLINE

- **L'hebdomadaire** (44n°) pour aborder avec recul les nouvelles tendances technologiques,
- **Un accès prioritaire à l'information** avant réception du magazine,
- **44 versions numériques** avec 3 accès (PC bureau, PC portable, PC personnel),
- **6 Newsletters thématiques hebdomadaires** (Développement, Sécurité, Réseaux, Télécoms & Mobilité, Logiciels et applications, Infrastructures, Economie numérique),
- **2 Newsletters mensuelles** : best practices,...
- **Accès privilégié aux journées 01**.

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES

BON D'ABONNEMENT

Retrouvez cette offre en ligne ! www.abo-01informatique.com

À renvoyer par courrier à 01 INFORMATIQUE - Service Abonnements - B 981 - 60732 SAINTE GENEVIEVE CEDEX

☑ **OUI**, je m'abonne au **pack Pro 01 INFORMATIQUE Business & Technologies** (1 an) pour **190€** au lieu de ~~484€*~~ soit **une économie de 294€ !**
44N° (print + web) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles + accès privilégié aux journées 01.

Je règle par :

❑ Chèque bancaire à l'ordre de **01 INFORMATIQUE**

❑ Carte bancaire (CB, EC, MC, VISA)

N° ____ ____ ____ ____

N° de contrôle ____ Expire fin ____ ____
(3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire)

Date et signature obligatoires

❑ Je souhaite recevoir une facture acquittée.
Si l'adresse de facturation est différente de celle de la livraison ci-contre, merci de nous le préciser.

Mes coordonnées : ❑ Mme ❑ Mlle ❑ M.

Nom ____
Prénom ____
Société ____
Fonction ____
Adresse ____
Code postal ____ Ville ____
Tél. ____ ____ ____ ____ ____
E-mail (pour bénéficier des services online) : .....
❑ J'accepte que mon e-mail soit transmis aux partenaires de Groupe 01

PPIL44

*Par rapport au prix du magazine au numéro, de la version digitale et des services online associés. Offre valable jusqu'au 30/06/11 pour les nouveaux abonnés en France métropolitaine uniquement. Il existe un droit de rétractation. Réception du magazine digital sous 1 semaine et du premier numéro sous 4 semaines à réception de votre règlement. En application de l'article L27 du 6.1.78 les informations ici demandées sont nécessaires à l'exécution de votre commande et aux services qui y sont associés. Les catégories de destinataires sont uniquement celles nécessaires à l'exécution de cet abonnement, aux services associés et partenaires du Groupe sauf opposition de votre part ❑. L'éditeur se réserve le droit de modifier le contenu, le titre ou le format de la publication objet du présent abonnement, dans le respect de son actuelle ligne éditoriale. Vous pourrez accéder aux informations vous concernant et procéder éventuellement aux rectifications nécessaires auprès du service Abonnements.

01

PAUL GROVER/REX F./SIPA

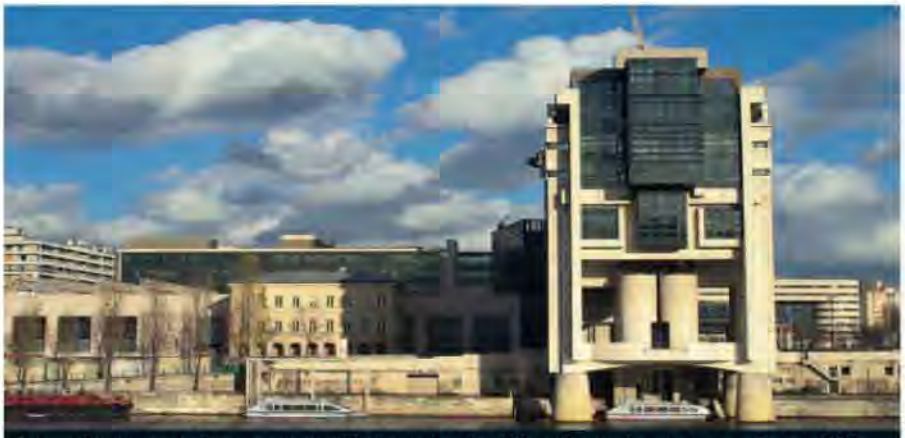
Les patrons soignent enfin leur e-réputation. Dans le trio de tête : Lakshmi Mittal *(photo)*, Jean-Pascal Tricoire et Ben Verwaayen. Source : agence Hopscotch

20 % des 250 DSI interrogés par le cabinet PAC ont des budgets 2010 en hausse. La sécurité et la consolidation des infrastructures continuent à mobiliser les investissements.

GOUVERNANCE Bercy a signé un accord-cadre avec les fabricants d'imprimantes

L'État à marche forcée vers la rationalisation de sa bureautique

L'optimisation et la mutualisation des ressources sont les deux nouvelles mamelles de la modernisation de l'Etat. Pour les mettre en musique, celui-ci s'inspire des fondamentaux du secteur privé. L'un des chantiers les plus avancés est la professionnalisation des achats. Créé en mars 2009 au sein du ministère du Budget, le SAE (Service des achats de l'Etat) négocie les achats courants pour les ministères et des services déconcentrés. Il cible quatre branches dont l'une vise les télécoms, l'informatique et les solutions d'impression. C'est dans ce dernier secteur que les avancées sont les plus visibles.



DR

Aujourd'hui, les achats courants de l'Etat représentent 15 milliards d'euros par an. Avec le SAE, ces dépenses devraient baisser de 10 % sur trois ans.

Les ministères devront se conformer à un catalogue commun

Le SAE a en effet signé un accord-cadre pour rationaliser le coût global de l'impression bureautique. « *Nous avons standardisé, en collaboration avec les ministères, sept configurations, chacune correspondant à un besoin graduel : de la petite imprimante jusqu'au matériel d'étage* », explique Hervé Le Dû, responsable du pôle technologique du SAE. Concrètement, « *les ministères devront se conformer à une grille de matériels et à des services négociés* », précise Hervé Lesage, responsable secteur public chez Xerox, l'un des cinq constructeurs retenus par le SAE.

L'accord associe copieurs multifonctions (MFP) et imprimantes, deux matériels historiquement gérés indépendamment. Toutefois, le SAE affiche clairement sa préférence : « *Nous privilégions autant que possible les copieurs multifonctions. Car sur toute la durée de vie des matériels, le coût global d'une page imprimée sur une imprimante peut être dix fois supérieur à celui d'une page issue d'un MFP* », rapporte Hervé Le Dû. De fait, la centralisation des impressions est imposée par le plan Administration exemplaire de mars 2009, lequel exige notamment de réduire de 80 % le nombre d'imprimantes personnelles et de supprimer, à terme, le jet d'encre. Aujourd'hui, le parc d'impression des ministères compte quelque 300 000 unités. Notons également que le SAE a négocié un coût global à la page, ainsi que certaines prestations de services comme l'impression sécurisée.

> La centralisation des impressions des ministères concerne un parc de quelque 300 000 imprimantes

Au-delà de l'impression, le SAE référence actuellement des systèmes de stockage pour sept ministères, en négociant un prix global au gigaoctet. Viendront, l'an prochain, les serveurs. A chaque fois, le SAE doit coordonner l'expression des besoins des différentes DSI dans les ministères.

« *Jusque-là*, résume Hervé Le Dû, *les cahiers des charges étaient élaborés par un service technique, puis transmis à un service juridique, missionné pour lancer l'appel d'offres. Mais la vision économique de l'achat était très rarement portée.* » C'est donc désormais chose faite puisque le SAE planche sur l'offre des fournisseurs, les confronte aux besoins, puis s'assure que ces derniers ne sont pas en décalage avec le potentiel des fournisseurs ou ne pourraient pas être comblés par des pratiques déjà existantes.

VINCENT BERDOT

Organisés pour la première fois simultanément, la conférence utilisateurs d'Oracle et le rendez-vous annuel de la communauté Java ont attiré une foule

STRATÉGIE FOURNISSEURS

Ce qu'attendent les utilisateurs du nouvel Oracle

L'édition 2010 de la conférence Oracle Open World, qui s'est tenue fin septembre à San Francisco, s'est avérée riche en promesses et en annonces produits. Les clients présents lors de l'événement réagissent.

L'année 2010 sera charnière pour Oracle. C'est la première fois, après sa fusion avec Sun, que l'éditeur organisait simultanément Oracle Open World, sa conférence utilisateurs, et JavaOne, le rendez-vous annuel de la communauté Java. Un succès, à en voir le centre-ville de San Francisco envahi par une foule compacte de visiteurs. Bien présent, le charismatique patron d'Oracle, Larry Ellison, a consacré une bonne partie de ses interventions à Exadata, son serveur dédié hautes performances, capable de faire tourner des applications analytiques critiques à grande vitesse. « *Si vous concevez chaque pièce, matériel et logiciel, et que vous les faites fonctionner ensemble, vous obtenez un système bien meilleur : plus facile à installer, plus rapide, plus sûr.* » Larry Ellison reprend une stratégie qui fait le succès d'une autre société de la Silicon Valley, Apple. Et il ne s'en cache pas, rappelant qu'il est un ami de longue date de Steve Jobs.

Jim Duffy, architecte des entrepôts de données de BNP Paribas, participait à l'événement car il figure, avec Carrefour, parmi les rares à avoir déployé Exadata en France : « *Installer Exadata*

de visiteurs à San Francisco.

SUN

nous a pris six semaines seulement », affirme-t-il. Son entrepôt de données centralise, pour des raisons réglementaires, l'ensemble des transactions de la banque. Soit des milliards de messages chaque jour. L'approche « serveur dédié » démontre tout son intérêt sur ce type d'application : « *Les 40 To de données dont nous disposions dans notre cluster ont été chargés dans Exadata : grâce aux capacités actuelles de compression, elles n'occupent plus que 8 To. Ces informations, qui étaient disponibles auprès de nos utilisateurs dans un délai d'une journée, le sont aujourd'hui en seize secondes !* »

Les DSI très concernés par Fusion Applications

L'annonce la plus attendue pour les DSI était incontestablement celle de Fusion Applications, l'ERP de nouvelle génération d'Oracle. Le progiciel est toujours en développement, mais les premiers bêtatesteurs seraient en mesure de le déployer en fin d'année, Larry Ellison espérant une commercialisation début 2011. Pour Jean-Jacques Camps, DSI d'Air Liquide Engineering et président du club utilisateurs e-Business Suite, une question se pose : « *Faut-il migrer vers la version 12 d'e-Business Suite, ou attendre que Fusion Applications soit prêt ? Les démonstrations auxquelles nous avons assisté sont prometteuses. S'appuyer sur le décisionnel comme fondement de l'ERP représente un vrai changement de paradigme, et cela a du sens. De même, les fonctions collaboratives autour des processus s'avèrent extrêmement intéressantes.* »

Larry Ellison reprend une stratégie qui est en train de faire le succès d'une autre société de la Silicon Valley : Apple

Point encore laissé en suspend par Oracle vis-à-vis de Fusion Applications : son positionnement sur le marché. JD Edwards ou Peoplesoft vont-ils faire les frais du lancement de cet ERP ? « *L'écosystème d'un PGI comme JD Edwards est encore dynamique, comme en témoignent les ventes de nouvelles licences* », indique Françoise Hemery, DSI de Vilmorin et présidente du club utilisateurs JD Edwards. Pour l'heure, la version 1.0 du prochain cheval de bataille d'Oracle n'impressionne pas la DSI : « *D'après ce que nous connaissons de la feuille de route, la version 1.0 ne disposera pas de module manufacturing. Or, particulièrement en France, JD Edwards est très déployé auprès des petits industriels. L'absence de ce module est donc rédhibitoire pour eux.* » Vera Ingalatti, vice-présidente Enterprise Application de Lafarge Group, confirme ce manque : « *Oracle a progressé dans le framework et la boîte à outils Fusion, avec l'introduction d'une base commune dans toutes les applications, y compris JD Edwards. Fusion est une suite très pointue, mais ne se présente pas encore comme une solution globale pour Lafarge.* » Là encore, la couverture fonctionnelle de la première version de Fusion Applications n'en fait pas une solution pour un industriel. « *On peut imaginer des déploiements pour des applications satellites à l'ERP comme la logistique ou le décisionnel, mais en termes de mises à jour, nous nous situons sur un cycle de renouvellement tous les cinq ans. Nous essayons de nous caler sur la politique de maintenance d'Oracle, et n'entreprendrons pas de migration en 2011-2012. Le problème se reposera en 2018...* » ■

ALAIN CLAPAUD

L'AVIS DU PDG

HARTMANN STUDIOS INC.

Larry Ellison,
PDG d'Oracle

Nous disposions de trois ERP, de deux systèmes de CRM, de deux systèmes RH et c'est devenu encore plus compliqué avec l'arrivée de Siebel. Nous savions que nous devions créer une nouvelle génération d'ERP, assemblant les meilleures fonctions de Peoplesoft, JD Edwards, Oracle e-Business Suite et Siebel. Cinq ans plus tard, nous y sommes enfin. Cela a représenté beaucoup de travail, nous avons réimplanté toutes leurs meilleures fonctions au-dessus d'une infrastructure moderne.

Nous ne pensons pas que la business intelligence (BI) soit accessoire. Auparavant, le décisionnel aidait à analyser une situation après les faits. Aujourd'hui, nous pouvons délivrer cette information au moment même de la transaction, en intégrant la BI au cœur de l'ERP. La différence est énorme.

! À SAVOIR

Les annonces d'Oracle Open World 2010

- **Exalogic Elastic Cloud :** boîtier dédié à l'exécution d'applications Java en mode grille.
- **Fusion Applications :** ERP de nouvelle génération annoncé pour le premier trimestre 2011.
- **Sparc T3 :** nouveau processeur Sparc et nouvelle gamme de serveurs.
- **Solaris 11 :** l'Unix d'origine Sun continue d'évoluer. Une version Express vient remplacer Open Solaris, abandonné.
- **Exadata Database Machine X2-8 :** le serveur dédié Exadata s'enrichit de capacités de traitement et de stockage accrues.
- **CRM On Demand Relase 18 :** l'offre CRM cloud améliore la gestion des campagnes marketing.

BAROMÈTRE

En hausse

Wikipedia.fr

L'encyclopédie en ligne affiche 1 million d'articles en ligne en français, contre 3,4 millions en anglais et 1,1 million en allemand. Chaque jour, en moyenne, ce sont 300 articles qui sont rédigés en français, par une communauté de quelque 300 000 contributeurs.

En baisse

La maintenance

La crise est passée par là : les entreprises n'entretiennent pas assez leur parc d'applications, selon Gartner. Résultat, ce que le cabinet d'études appelle « dette » représentera 500 Md$ en 2010 et pourrait atteindre 1 000 Md$ en 2015, au niveau mondial. Cette somme correspond au montant nécessaire pour remettre en état toutes les applications. Gartner estime en outre que les sociétés manquent d'outils pour disposer d'indications précises concernant leur parc applicatif.

EN BREF

La numérisation des contenus avance

Parmi les propositions de projets reçues par le ministère de la Culture et de la Communication dans le cadre du grand emprunt, quatre sont presque assurées d'être retenues. Elles concernent le développement d'une offre légale numérique pour le cinéma et le livre, et la valorisation de contenus numériques existants. Elles recevront environ 100 M€ au total.

Orange précise son offre cloud

Orange Business Services a formé une alliance commerciale avec Cisco, EMC et VMware pour proposer des services complets de cloud aux grandes entreprises. Quatre offres hébergées sont prévues : deux services d'infrastructure (stockage et cloud privé) et deux services applicatifs (communications unifiées et sécurité).

EMPLOI Expectra lance son guide des métiers sous tension

Comment recruter les profils introuvables

Ce n'est pas un scoop, certaines professions dans l'IT sont plus recherchées que d'autres. Techniciens de support de niveau 3, ingénieurs développement ou sécurité, techniciens télécoms et chefs de projet NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) sont difficiles à recruter, faute de candidats. Fort de ce constat, Expectra lance le *Guide des métiers sous tension*, afin d'en présenter les compétences, les qualités et les attentes aux ressources humaines.

Privilégier les qualités d'écoute et d'organisation

Alors que, dans le passé, le chef de projet NTIC était le meilleur technicien de son équipe, en dix ans, il est devenu le manager le plus performant, doté de compétences techniques et, surtout, métier. Il est capable avant tout de maîtriser toutes les facettes d'un projet, depuis l'organisation jusqu'au respect des délais, en passant par la gestion des budgets, la motivation des équipes, l'organisation du travail à distance… Au regard de ces qualités, Laurent Kermel, manager référent IT au sein du cabinet Expectra, conseille de mettre de côté l'aspect technique du candidat et de « *privilégier l'individu, ses qualités d'écoute et d'organisation, plutôt que le technicien* ».
Quant à l'ingénieur sécurité, technicien de haut niveau, il doit maîtriser à la fois les réseaux, les bases de données, les systèmes d'exploitation et savoir repérer toutes les failles dans le système d'information. Ce qui implique de la diplomatie et de la pédagogie pour convaincre les collègues de respecter certaines règles. « *C'est un profil dont le recrutement sera particulièrement soigné car il garantit la mise en place de la politique sécurité de l'entreprise. La vérification approfondie de ses références et la consultation des forums spécialisés sont indispensables pour choisir le "bon" candidat* », souligne Fabien Kerjean, manager référent IT chez Expectra Nantes. L'intérêt de la mission est essentiel dans la motivation, tout comme les perspectives d'évolution de carrière vers l'architecture IT ou le conseil, autant d'éléments à mettre en avant lors du processus d'embauche.

Trouver le senior et le convaincre

Développeurs Java EE, .Net, C#, PHP… toutes les SSII se les arrachent. Et si les jeunes ingénieurs développement sont nombreux, le marché souffre d'un déficit de seniors. « *Ces derniers sont en poste et il est difficile de les convaincre de rejoindre une nouvelle entreprise… Ce qu'ils apprécieront en premier lieu chez un recruteur, c'est sa connaissance des technologies et de leur univers, afin qu'il puisse répondre à leurs questions, souvent assez techniques* », insiste Sophie Burgevin, manager IT chez Expectra Toulouse. ■ JULIETTE FAUCHET

LE SALAIRE, PREMIER CRITÈRE DE CHOIX POUR CHANGER DE POSTE

Principales raisons pour changer de poste ou d'entreprise
Source : Expectra (*Guide 2010 des métiers en tension*)

L'accroissement des responsabilités motive les chefs de projet.

LOGISTIQUE Wal-Mart automatise sa gestion d'inventaire de produits textiles

La distribution oriente sa stratégie RFID vers des applications plus rentables

Un temps focalisés sur la gestion d'entrepôt, les projets RFID de Wal-Mart se concentrent désormais dans le magasin. En effet, la chaîne américaine travaille depuis dix mois avec des fournisseurs de jeans et de sous-vêtements masculins pour tracer leurs produits à l'aide de tags UHF EPC (ultra-haute fréquence, code produit électronique) de deuxième génération. Récemment dévoilée, cette initiative s'inscrit dans une nouvelle approche de la RFID focalisée sur la gestion des produits difficiles à inventorier, à cause de leurs unités de gestion de stocks multiples, comme les tailles, les longueurs et les coloris différents pour une même référence.

Des réapprovisionnements optimisés, des ventes accrues

Wal-Mart rejoint ainsi les enseignes spécialisées en produits textiles qui sont parvenues à diviser par cinq ou plus leur temps d'inventaire en magasin, grâce aux lecteurs mobiles d'étiquettes électroniques. Au-delà du gain de productivité, la technologie rapproche plus fréquemment et plus précisément les stocks physiques des stocks théoriques. Elle optimise le réapprovisionnement, et donc la disponibilité, des produits en rayon – de 9 à 14 % selon les cas –, et entraîne un accroissement des ventes. L'enseigne American Apparel aurait augmenté celles de ses magasins pilotes de 14,3 % en 2007, selon le fabricant d'étiquettes Avery Dennison. Chez Wal-Mart, les tags RFID seront également utilisés pour localiser des articles déplacés par les clients, en réception de commande et lors de la sortie de réserve.

Ce revirement stratégique est riche d'enseignements pour la distribution et ses fournisseurs. Contrairement à son premier programme RFID, Wal-Mart cible en effet les catégories de produits dont les ruptures de stock paraissent les plus difficiles à gérer. En outre, le distributeur travaille en collaboration avec ses fournisseurs pour intégrer les données EPC dans leur système de gestion d'entrepôt, et adapter leurs processus métier afin qu'ils bénéficient de la technologie lors de leur gestion d'inventaire, de leur préparation de commandes ou de leurs expéditions. D'ailleurs, l'enseigne investit elle-même dans la technologie pour sa marque Faded Glory Jeans. Enfin, les responsables métier déterminent eux-mêmes les produits à taguer, la direction informatique n'impose plus uniformément une nouvelle technologie.

> Ce pourrait être le point de départ du plus grand projet RFID jamais mis en œuvre

Cette stratégie pourrait être le point de départ du plus grand projet RFID jamais mis en œuvre. Car non seulement le numéro un mondial de la distribution pèse de ses 3 750 magasins américains, mais ce projet s'inscrit dans une chaîne logistique ouverte, impliquant nombre de fournisseurs, alors que la grande distribution se concentre généralement sur des projets en boucle fermée, à l'image de Marks & Spencer. Wal-Mart a donc tiré les leçons de l'expérience.

Lancé en 2003, le premier programme RFID de la multinationale visait à imposer à ses 100 plus grands fournisseurs l'utilisation d'étiquettes électroniques sur leurs cartons et leurs palettes, avant janvier 2005. Peu suivi par les autres distributeurs, le pionnier dans l'adoption de la RFID a éprouvé des difficultés à démontrer l'intérêt du projet à ses fournisseurs. Puis la crise économique a fait le reste. Cette fois, il s'attaque à un domaine qui présente un bénéfice partagé avec ces derniers, et qui a fait ses preuves dans la distribution spécialisée.

BORIS MATHIEUX

2 QUESTIONS À...

ERIC DURAND

Xavier Barras,
directeur innovations et technologies de GS1 France

Le magasin devient-il la priorité pour les distributeurs ?
Désormais focalisée sur le magasin et l'univers textile, la nouvelle stratégie de Wal-Mart confirme la pertinence des approches de sociétés françaises et européennes telles que Serge Blanco, Decathlon, Throttleman, Charles Vögele et Gerry Weber. Apposée au niveau de l'article unitaire, la RFID améliore la disponibilité des produits tout en augmentant la productivité de l'approvisionnement. D'autres enseignes dans les articles culturels et le bricolage suivent la même démarche.

La RFID pourrait-elle remplacer les antivol actuels ?
Depuis dix-huit mois, la fonction antivol de la RFID apparaît comme un nouveau facteur d'adoption de la technologie. Les puces UHF EPC de deuxième génération cumulent désormais les avantages d'une visibilité totale sur la chaîne d'approvisionnement avec la dissuasion et la détection de vol. En devenant le standard dans ce domaine, elles assureraient un marquage à la source, aujourd'hui difficile en boucle ouverte. Outre l'enjeu du standard, cela accroîtrait la rentabilité de certains projets RFID.

APC™
by Schneider Electric

NOMINATIONS

EN PARTENARIAT AVEC nomination

Guillaume Durvin (32 ans, ESCP) prend la responsabilité du système d'information finance au sein du département Business Solutions de **Danone**. Avant, il était manager chez CGI.

Frédéric Dannery (47 ans, Ecole d'hôtellerie et de tourisme) est promu directeur commercial France d'**EBP Informatique**. Il a en charge l'encadrement des équipes revendeurs et intégrateurs, grande distribution, logistique et administration des ventes, mais aussi des formateurs et des consultants.

Pierre Bruno (41 ans, ESAP, HEC) est nommé directeur général solutions de la division grands comptes de **Dell Emea**. Il dirige une équipe de consultants avant-vente situés dans cette zone, chargés de fournir un support spécifique à la vente des solutions d'infrastructure, des logiciels et des services.

Gilles Le Guellec, 50 ans, prend la direction du pôle services informatiques de **Team Partners Group**. Cet ancien directeur commercial d'Axialog pilote désormais les business units expertise informatique et conseil en technologies de la SSII.

Alexandre Michelin (46 ans, Sciences Po, Essec-IMD, université Paris-Sorbonne) devient directeur de MSN Europe (Europe de l'ouest, Europe centrale, Moyen-Orient-Afrique). Il est responsable du positionnement des contenus et de la stratégie éditoriale, ainsi que de l'économie du média. Depuis 2007, il était directeur éditorial et des contenus de MSN France.

VOUS AVEZ CHANGÉ DE POSTE, FAITES-LE SAVOIR SUR WWW.NOMINATION.FR

FINANCEMENT Syntec propose un Pack Location Editeurs pour migrer vers le Saas

Aider les éditeurs à passer au mode locatif

Pour favoriser la migration des PME du logiciel vers la location en ligne de leurs applications, Syntec propose une démarche simplifiée de financement.

Aujourd'hui, il est difficile pour un éditeur de passer outre le modèle Saas (Software as a Service). Mais offrir à ses clients cette possibilité force à revoir le business model. Il n' a plus de rentrée massive de liquidités au moment de la vente du logiciel : le montant initial se transforme en loyer mensuel sur une durée déterminée. Un changement de modèle qui s'avère viable pour les gros éditeurs du secteur, mais périlleux pour les acteurs qui pèsent moins de 10 millions d'euros, soit 90 % des éditeurs de logiciels français.

> Le risque financier est supporté par le pool de banques partenaires de cette offre Leasing as a Service

Certains d'entre eux se tournent déjà vers le leasing. Problème, ils se retrouvent confrontés à une multitude de partenaires : banquiers, refinanceurs… *« L'éditeur doit à la fois prendre en compte l'ensemble des risques sur les impayés et s'investir dans une transition complexe à opérer. Il risque, en outre, de subir une perte de reconnaissance du revenu »*, précise Bruno Vanryb, président du comité éditeurs de Syntec informatique. Une reconnaissance à laquelle les banques sont sensibles, surtout lorsque la période économique se tend. Syntec innove donc, avec un système simplifié de financement, baptisé PLE (Pack Location Editeurs). Il a négocié auprès des banques, en partenariat avec ASF Consulting, un package contractuel sur mesure.

Une crédibilité renforcée

En faisant appel à ce concept de Leasing as a Service, un éditeur peut louer son logiciel à son client tout en percevant, dès la signature du contrat, le montant total de la licence. Il reste propriétaire de celle-ci comme des droits d'utilisation, et continue à piloter la maintenance. Crédible auprès des banques par son alliance avec Syntec, ASF se rémunère à partir d'une grille tarifaire qui dépend de la valeur du logiciel et du volume de la vente. Quant au risque, il est supporté par le pool de banques partenaires du PLE. L'éditeur conservant les risques d'exécution.

Reste qu'une fois le financement approuvé, le passage technique au modèle Saas n'est pas de tout repos. En plus du financement, le client réclame une prestation d'externalisation sans faille en termes d'architecture et de sécurité. Ce besoin oblige souvent l'éditeur à s'investir sur un paramétrage plus personnalisé. ■ FRÉDÉRIC SIMOTTEL

2 QUESTIONS À…

DR

Bruno Vanryb, président du comité éditeurs de Syntec informatique

Quel avantage un éditeur a-t-il de faire appel au PLE ?
Le bénéfice de ce processus est qu'il est transparent pour les deux parties concernées. Il s'agit de mettre à disposition des éditeurs adhérents du Syntec une boîte d'instruments financiers qui va les accompagner lors de la construction et l'utilisation de leur offre locative.

Ils ne pouvaient pas se débrouiller seuls ?
C'est plus compliqué pour les petites entreprises de logiciels. Il est inenvisageable pour elles aujourd'hui d'ignorer le modèle Saas. Côté clients, de nombreuses entreprises sont attirées par ce modèle de location en ligne et de financement, qui leur évite un investissement initial.

ILS ONT CHOISI BOUYGUES TELECOM ENTREPRISES

Bouygues Telecom S.A. au capital de 616 661 789,28€. 397 480 930 RCS PARIS. Siège social : 32 avenue Hoche - 75008 PARIS. © Thomas Laisné / La Company

Être client Bouygues Telecom Entreprises, c'est pouvoir compter sur :

› **L'accompagnement :** un Service Clients dédié qui connaît votre entreprise et ses spécificités pour vous accompagner au quotidien.
› **La fiabilité :** un réseau IP national à très haut débit en fibre optique et un réseau mobile 3G+ ou Edge en France et à l'international.
› **Les solutions globales :** des solutions de convergence, de téléphonie fixe et mobile, de services Internet et d'interconnexion de réseaux.

Déjà 1 million de personnes utilisent chaque jour les solutions Bouygues Telecom Entreprises.

Découvrez nos solutions
mobile, fixe, Internet et réseaux :
• **0826 103 535** (0,15€/min depuis un fixe)
• **bouyguestelecom.fr**
rubrique **Entreprises**

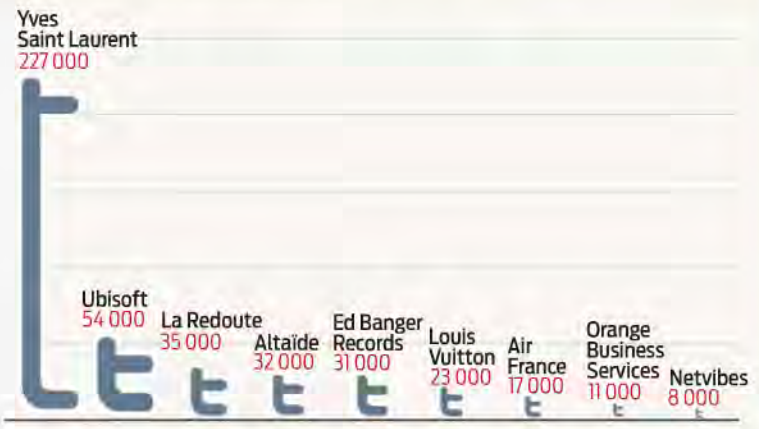
EN FAIRE PLUS POUR VOUS

DÉCRYPTAGE

Twitter expliqué à votre directeur général

POURQUOI S'Y INTÉRESSER ? Les utilisations de Twitter en entreprise ne manquent pas : veille, communication, relation client... Mais derrière l'apparente simplicité du service et sa gratuité se cache un usage délicat, qui nécessite des compétences particulières.

UNE PRÉSENCE ENCORE TIMIDE DANS L'HEXAGONE



Une seule entreprise en France dépasse les 100 000 abonnés (followers).

Les gains

1 Un service de veille. Des messages de 140 caractères, un réseau social ouvert, une diffusion instantanée des informations, une audience mondiale... Les principes de base du service de microblogging Twitter sont simples et efficaces, ce qui lui permet de s'adapter à tous les usages imaginables. La recherche d'information constitue la principale activité des utilisateurs de l'outil : savoir ce que l'on dit sur votre société, l'actualité de vos fournisseurs, de vos partenaires, de votre secteur d'activité, les nouvelles tendances... Twitter est un véritable outil d'intelligence stratégique.

2 Un outil de marketing et de communication. Lorsque l'entreprise a besoin de communiquer, par exemple pour signaler une nouvelle offre ou un événement, lancer une opération spéciale, proposer des produits en direct, Twitter s'avère un canal de diffusion rapide, efficace et gratuit. Il donne à la société une image moderne et lui permet de présenter des offres originales, de faire du buzz. Les entreprises de services au public peuvent annoncer en temps réel des actualités ou des perturbations sur leurs services.

3 Une aide à la relation client. Parce qu'il est en prise directe avec le public, Twitter prend tout son intérêt dans son aspect social. Qu'il s'agisse d'évaluer la satisfaction client, de récolter des avis, de répondre aux demandes, de dépanner des utilisateurs, de collaborer sur des idées de nouveaux produits, d'établir une relation de confiance, bref, de créer et d'animer une communauté, Twitter est l'outil idéal pour la conversation et le partage. Grâce à lui, chaque entreprise peut se démarquer et innover dans sa relation avec ses clients

Les limites

1 Une e-réputation difficile à maîtriser. Créer un compte Twitter est très facile et rapide. N'importe qui peut donc en ouvrir un au nom d'une entreprise et diffuser des informations néfastes pour sa réputation en ligne. Par ailleurs, sur Twitter, l'entreprise est nue face à l'opinion publique, exposée aux louanges comme aux critiques. Les situations de crise révèlent au grand jour les faiblesses et les lacunes en termes de communication. Les réseaux sociaux sont des armes à double tranchant : des leviers de croissance pour le business, mais aussi une source d'attaques pouvant ruiner votre réputation en ligne.

2 Des compétences spécifiques requises. Le danger vient parfois de l'intérieur. Qui est habilité à s'exprimer au nom de l'entreprise ? Quelles informations sont critiques et quelles sont celles qui ne doivent pas sortir de l'organisation ? Une fois le cadre fixé, comment animer la communauté et gérer les situations de crise ? Une véritable stratégie de communication vis-à-vis du réseau social doit être mise en place. Il convient de nommer une personne chargée de faire l'interface entre l'entreprise et la communauté en ligne : c'est le rôle du Community Manager.

3 Une audience encore limitée en France. En janvier 2010, Twitter totalisait 50 millions d'utilisateurs dans le monde, dont seulement 127 500 dans l'Hexagone (soit 0,25 %). Autant dire une paille. Aujourd'hui, même si l'on triple ces chiffres, l'audience française reste encore confidentielle, malgré le bruit médiatique que le service génère. Si une marque de renommée internationale comme Yves Saint Laurent bénéficie de 227 000 abonnés, la majorité des comptes français peinent à dépasser les 10 000 membres. Rassembler et fidéliser une audience sur Twitter s'avère un travail de longue haleine.

PIERRE TRAN

MATINÉES

01

Mardi 12 octobre 2010
Salons Hoche – Paris 8e

Poste de travail

Changement de paradigme

Au programme

> Laptops, tablettes, terminaux durcis…
Quels usages pour les outils mobiles de demain ?

> Les applications mobiles au cœur du travail collaboratif

> Une virtualisation sans limites ?

Inscription et programme détaillé sur www.01net/matinees01/poste-travail

conception & réalisation : pampa presse

ÉVÉNEMENT 01
BUSINESS & TECHNOLOGIES

En partenariat avec

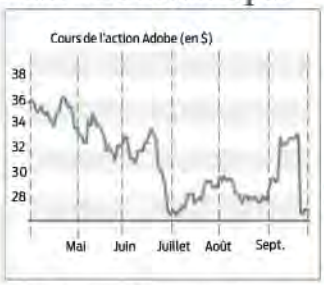
FUJITSU Microsoft vmware WYSE QUEST SOFTWARE Simplicity At Work™ Virtic virtual computer

En association avec

ILEXIA Expert en Téléphonie sur IP

VU DES MARCHÉS

Adobe vend, mais ne convainc pas



Adobe a publié d'excellents résultats financiers pour son troisième trimestre fiscal, avec un chiffre d'affaires de 990 M$. Un signe du succès du lancement de Creative Suite 5. C'est beaucoup mieux qu'il y a un an à la même période, puisque l'éditeur n'avait réalisé que 697 M$. Dans le même temps, son bénéfice a bondi de 69 %, pour atteindre 230,1 M$. Des résultats flatteurs qui ont pourtant été durement salués par le marché : dès leur annonce, l'action a chuté de 19 %. Les investisseurs doutent sur l'avenir d'Adobe à long terme. L'affrontement avec Steve Jobs sur Flash a laissé des traces : ils considèrent désormais les technologies Adobe comme remplaçables, et ils le lui font payer.

EN BREF

Une tablette tactile signée RIM

La tablette tactile dévoilée par RIM dispose d'un module Wi-Fi mais pas de connexion 3G intégrée. Compatible avec le serveur Entreprise du constructeur, elle peut être appariée en Bluetooth avec un Blackberry pour en afficher le contenu.

Oracle rattrapé par le fisc

Selon le blog de la CFDT d'Oracle France, les salariés toucheront chacun près de 6 200 € au titre d'un calcul rétroactif de participation. Depuis les années 2000, l'éditeur aurait déployé un système d'optimisation fiscal. *« En transférant 99 % des flux financiers vers l'Irlande »*, la filiale aurait été soumise à un impôt sur les sociétés a minima.

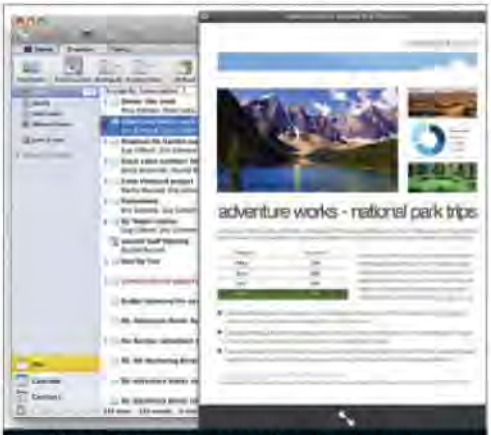
POSTE DE TRAVAIL Office 2011 reproduit sur Mac l'ensemble des fonctions d'Office 2010 sur PC

Outlook remet le Mac en selle dans l'entreprise

Les ordinateurs Apple vont enfin pouvoir accéder aux dossiers partagés d'Exchange. La suite bureautique Office 2011, qui sortira le 26 octobre prochain sur Mac, intégrera pour la première fois le client de messagerie Outlook. Pour Eric Laurent, DSI du constructeur naval Bénéteau, c'est un soulagement : *« La demande des utilisateurs pour du matériel Apple n'a jamais été aussi forte.*

> C'est l'équipe en charge de la Xbox qui supervise la commercialisation d'Office pour Mac en France !

Sans aller jusqu'à les équiper avec les iPhone et les iPad qu'ils réclament, nous déploierons des Mac l'an prochain. Mais comme ces postes seront essentiellement utilisés pour la gestion de supports commerciaux par courriel, j'appréhendais cette migration. » Olivier Clos, DSI de Ludendo, le principal distributeur de jouets en France, confirme que le courrier électronique était jusqu'ici l'obstacle principal à l'intégration du Mac dans le réseau local : *« Nous avions déjà équipé en machines Apple deux services, le marketing et la gestion des marques. Nos principales difficultés sont venues du client Microsoft Entourage, prédécesseur d'Outlook, instable et aux fonctions très limitées. »*



Sur Mac, Outlook propose la fonction Aperçu, absente sous Windows

Problème, Outlook 2011 ne fonctionne qu'avec une version moderne du serveur Exchange, au pire l'édition 2007. *« En ces périodes de difficultés financières, il aurait été de bon ton de ne pas forcer encore plus les DSI à abandonner le très répandu Exchange 2003 »*, s'insurge Guillaume Ors, le DSI de la ville de Clichy-la-Garenne, laquelle compte 20 Mac dans son parc. Il rejette l'argumentaire selon lequel un Exchange récent apporte aux postes Apple sous Office 2011 des fonctions inédites d'archivage d'e-mails : *« Microsoft aurait été nettement plus inspiré de résoudre les problèmes d'accès aux ressources pour les Mac, problèmes qui persistent même dans les dernières versions de ses serveurs Active Directory »*, lance-t-il.

Une maintenance plus lourde

Quant au clonage parfait de l'interface d'Office 2011 sur celle d'Office 2010, une autre première, censée simplifier le support entre postes Mac et PC, ce n'est pas mieux : *« La maintenance d'Office Mac par notre help desk est compromise, non pas à cause de l'environnement graphique mais par l'absence d'outils d'administration et de déploiement à distance adaptés dans Windows Server 2008 »*, assène Guillaume Ors. Bizarrement, Microsoft, en France du moins, n'a pas confié la carrière commerciale de cet Office aux équipes responsables des entreprises… mais à celles chargées de promouvoir la Xbox ! Les professionnels qui disposent d'un compte pour l'achat des licences Microsoft en volume devraient tout de même pouvoir acquérir le logiciel en ligne, comme s'il s'agissait d'un module d'Office 2010 pour Windows. Le commun des PME, par contre, devra aller l'acquérir dans une boutique, en version boîte.

YANN SERRA

GREEN TECH

Une prise électrique verte de sa conception à son utilisation

C'est une jeune entreprise créée début 2009, Live M2M, qui a mis sur le marché cette prise électrique communicante, Mygreenbox. Elle est destinée aux équipements sensibles (serveurs applicatifs, bases de données…) et indique à un serveur distant l'état du réseau électrique sur lequel elle est branchée, via le réseau mobile. Mygreenbox est équipé d'un modem GSM/GPRS, qui, à l'inverse des prises qui communiquent par Ethernet, est indépendant de la disponibilité du réseau électrique.

En cohérence avec une politique Green IT

Les collaborateurs en charge du maintien opérationnel de l'infrastructure peuvent piloter l'alimentation des équipements connectés à cette prise à distance, via SMS ou une interface web (mygreenbox.fr). Dans un premier temps, l'échange se fait avec le serveur, lequel transmet les commandes (allumer, éteindre) à la prise, par SMS uniquement. Par ailleurs, en cas de coupure électrique, une alerte SMS ou mail est envoyée aux personnes concernées. Objectif : améliorer la réactivité des entreprises en cas de panne, et donc leur qualité de service, tout en leur fournissant une solution verte. « *Les directions informatiques, sensibilisées à l'impact environnemental de leurs sociétés, réduisent les impressions, virtualisent leurs installations… Eviter de se déplacer sur un site éloigné pour redémarrer un serveur est cohérent avec une politique Green IT* », illustre Damien Cipel, PDG de Live M2M.

La nature verte de Mygreenbox ne se limite pas à la réduction de l'impact négatif des entreprises sur l'environnement. Sa conception fait appel à des choix technologiques et des processus de fabrication respectueux de l'environnement. Pour cela, Damien Cipel a fait appel à deux experts en écoconception de l'Agence de développement économique du département du Tarn, l'Agate. Ainsi, la prise est autoalimentée et ne possède pas de batterie.

> « Eviter le déplacement d'un responsable informatique sur un site éloigné pour redémarrer un serveur »

L'intelligence de la solution est partagée entre la prise et la plate-forme, si bien qu'en cas de panne de courant, le serveur distant peut toujours envoyer les alertes aux collaborateurs. Dans la foulée, la suppression de la batterie réduit le coût du produit. « *Nous comptons développer une prise fabriquée en bioplastique (issu de plastique recyclé). Sa conception va demander un investissement, mais nous allons ajouter de nouvelles fonctionnalités, entre autres un capteur de température, et ainsi gagner en valeur* », projette Damien Cipel.

DR

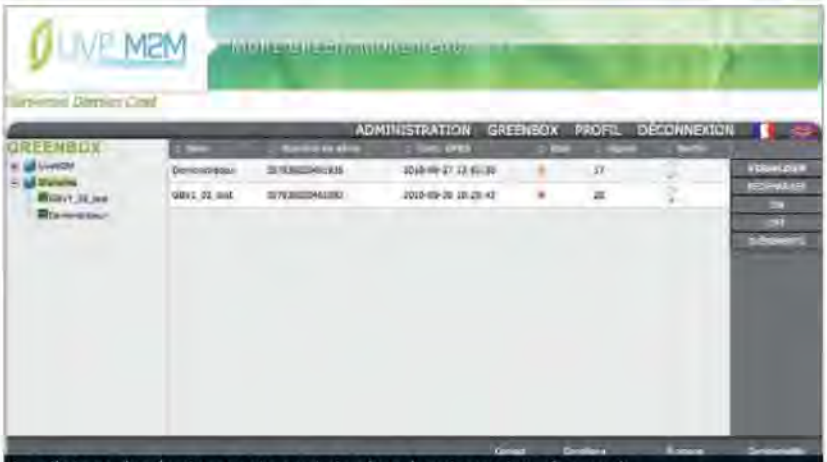
La prise coûte 299 € la première année puis 5 € par mois pour les communications.

De l'électricité verte pour le datacenter

Enfin, Live M2M a retenu le centre de données Ikoula pour l'hébergement de son infrastructure, composée de deux serveurs et d'un routeur. D'une part, cette société s'engage à se fournir en électricité verte pour alimenter son datacenter ; d'autre part, Live M2M rachète l'équivalent de 1 000 kWh en provenance d'une centrale hydroélectrique. La start up est d'ailleurs certifiée par Observ'er, l'Observatoire des énergies renouvelables.

« *Nous avons regardé de près la puissance utile de ce centre, sa gestion des déchets d'équipements électroniques et électriques (DEEE), sa politique d'achat et, enfin, sa stratégie en termes de production. Ikoula nous paraissait très avancé en termes de respect de l'environnement* », précise le concepteur de Mygreenbox. Et de conclure : « *Nos fournisseurs sont certifiés ISO 14001, et le fabricant est installé dans la même ville que nous, Toulouse.* »

EDDYE DIBAR



Le pilotage des équipements peut s'opérer depuis une interface web.

Le besoin clients dicte la valeur des services mobiles

L'avènement de l'internet mobile est l'élément clé de l'évolution et de l'accélération de l'émergence des services mobiles. *« La progression rapide des smartphones a stimulé le développement de l'internet mobile,* souligne Jean-Marie Culpin, directeur général d'Orange France. *Grâce à l'ergonomie d'usage, les acteurs traditionnels du web, qui investissent le mobile, participent aussi à l'enrichissement rapide de l'offre de services et de contenus. Les opérateurs télécoms, eux, ont mis en place les conditions d'accès à ces nouveaux services, tel internet illimité, en préservant la disponibilité des réseaux et en mixant Wi-Fi, Edge et 3G. »*

Une prothèse numérique

Ce thème des services mobiles était au centre des débats du Cercle 01-*La Tribune*, dont les membres (une quarantaine de dirigeants d'entreprises du CAC) se sont réunis en septembre. *« Certains parlent d'un téléphone faisant office de calculatrice, d'autres d'un ordinateur avec lequel on téléphone, et des jeunes estiment qu'ils téléphonent avec un appareil photo… En 2008, Michel Serres expliquait qu'avec les portables, nous avions mis notre tête sur nos genoux. Aujourd'hui, notre tête se trouve dans nos mains. Mais nous n'avons affaire ni à un téléphone, ni à un ordinateur, ni à un appareil photo, mais bien à une "prothèse numérique"*, explique avec humour Michel Cosnard, PDG de l'Inria. *Au lieu d'aller ouvrir les volets, il suffira d'appuyer sur le bouton, ou de communiquer directement entre sa tête et sa prothèse. »*

Télégestion sur mobile

Une image qui plaît à Jean Delannoy, DSI d'ADMR. Cette fédération d'associations crée et développe des services à domicile (maison, santé, services aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles en difficulté). L'ensemble, qui compte 3 350 associations, 100 000 salariés et 110 000 bénévoles, qui touche près de 650 000 clients pour un chiffre d'affaires annuel de 2,5 milliards d'euros, a adopté la télégestion sur mobile pour suivre l'ensemble de ses prestations. A partir de leur portable, les collaborateurs d'ADMR optimisent la qualité de leurs interventions, dématérialisent les échanges avec les financeurs, et améliorent la productivité des traitements de paie, de facturation ou de statistiques. *« Nous utilisons des solutions mobiles à base de technologies sans contact NFC (Near Field Communication), qu'accompagne un logiciel de télégestion accessible sur le web »*, précise jean Delannoy. Parmi les bénéfices apportés par cette application figurent la diminution des déplacements (à terme, réduction de 12 millions de kilomètres par an), une image innovante auprès des clients, une professionnalisation des intervenants, et donc une meilleure qualité de services.

Pour parvenir à de tels gains de valeur, Eric Labaye, directeur général de McKinsey, estime qu'il est nécessaire de se recentrer sur le client et l'employé, et de se demander *« quel type d'informations doit-on saisir, lesquelles peut-on transmettre et capturer ? En quoi cette application changera à la fois la qualité du service et la productivité de l'entreprise. »* ■ FRÉDÉRIC SIMOTTEL

C'EST DIT

DR

« Grâce à notre projet de télégestion sur mobile, la technologie mobile pénétrera plus avant dans notre entreprise, et la technologie NFC progessera. »

Jean Delannoy, DSI d'ADMR

C'EST DIT

DR

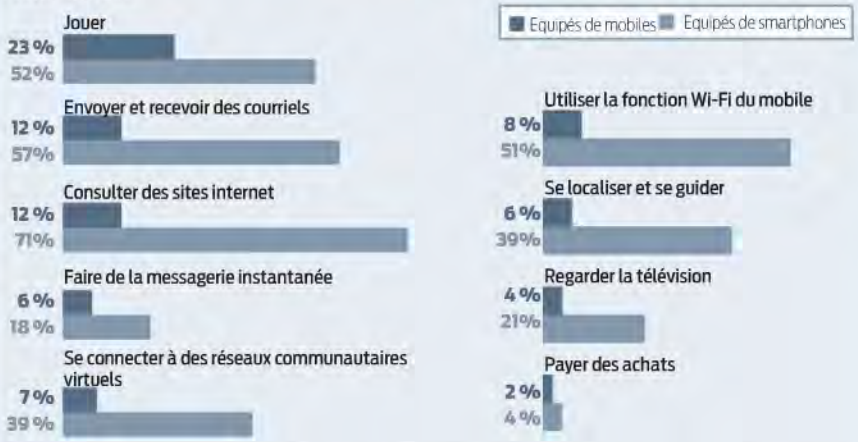
« Les opérateurs doivent prendre en compte l'intégration des nouveaux services et équipements pour fluidifier la navigation des utilisateurs. »

Jean-Marie Culpin, directeur général d'Orange France

L'INTENSIFICATION DES USAGES DANS LES SERVICES MOBILES

Quels sont les principaux services mobiles que vous utilisez ?

Source : TNS Sofres



Les nouvelles conditions d'usage liées, par exemple, à l'ergonomie des terminaux ou aux offres de type App Store poussent les utilisateurs à consommer plus de services mobiles.

MOBILITÉ Avaya et Cisco s'apprêtent à commercialiser des concurrents de l'iPad pour entreprise

Les tablettes tactiles communicantes en quête d'usages

Effet de mode ou tendance de fond ? Toujours est-il que les constructeurs se précipitent sur le marché des tablettes tactiles initié par Apple. Certains lui confèrent une orientation business. Ainsi, il y a quelques mois, Cisco annonçait Cius, une tablette à écran couleur tactile, plus petite (7 pouces contre 9,5 pouces) et plus légère (520 grammes contre 680 grammes) que l'iPad d'Apple. Avaya lui a ensuite emboîté le pas en lançant un modèle haut de gamme à grand écran couleur (11,6 pouces). Les futures tablettes d'Avaya et de Cisco – disponibles respectivement fin 2010 et début 2011 – offriraient une meilleure ergonomie d'accès à leurs systèmes de communications unifiées (voix-données-images).

Ces deux tablettes se situent sur le segment haut de gamme du marché, avec des prix élevés

Chez Avaya, une nouvelle interface graphique utilisateur, baptisée Flare Experience, tire parti du mode tactile pour gérer de multiples sessions de collaboration, incluant la visioconférence via la caméra incorporée. Un atout qui ne laisse pas indifférent Laurent Pluvinage, DSI de Canal CE, société fournissant des services aux comités d'entreprise : « *Les tablettes tactiles aident à échanger en petits groupes autour de documents ou de courriels, et à trouver, en cours de réunion, des informations en ligne. Chacun travaille efficacement, sans l'encombrement d'un PC portable, et plus confortablement qu'avec un smartphone. Mais les capacités voix de ces outils n'apportent rien de plus, et la vidéo reste un gadget.* »

Des outils propriétaires

Cependant, ces tablettes communicantes ne sont pas sans inconvénient. D'une part, ce sont des outils propriétaires, qui se connectent uniquement aux serveurs de leur constructeur respectif. Ainsi, le modèle d'Avaya est associé au logiciel Desktop Video Device, destiné à la collaboration vidéo, en plus des échanges d'e-mails ou de messages instantanés. La tablette Cius, pour sa part, offre l'accès individuel à des services de téléprésence temps réel Cisco, via l'activation d'un bouton spécifique. Elle fonctionne également comme un terminal « virtuel », pour accéder aux services de conférence web (Webex), de messagerie instantanée (Unified Presence) et de communications unifiées (Unified Communication Manager) du constructeur.

DR

Les tablettes de Cisco et d'Avaya sont dédiées à la visioconférence personnelle.

D'autre part, les deux tablettes se positionnent sur le segment haut de gamme du marché, avec des prix élevés. Cius de Cisco sera en effet vendu un peu en dessous de 1 000 euros (sans sa station d'accueil), tandis que la tablette d'Avaya coûtera près de 1 600 euros. « *Avaya et Cisco vont devoir prouver qu'il existe une demande importante pour ces équipements haut de gamme, lorsque les tablettes génériques, à coût nettement inférieur, commenceront à proliférer dans l'environnement professionnel* », estime le cabinet d'analyse Current Analysis. ■ FRÉDÉRIC BERGER

PERFORMANCE L'éditeur italien Tagetik relie processus financiers et outils collaboratifs

Quand le directeur financier se rapproche des opérationnels

Reclus dans ses tableurs, le directeur administratif et financier est souvent coupé des opérationnels et des plans de développement de l'entreprise. C'est notamment le cas lors de la phase d'élaboration budgétaire au cours de laquelle, avec la direction, il alloue budgets et objectifs à des opérationnels frustrés de répondre à des injonctions strictement financières.

Bien sûr, ces traits sont grossis, mais l'isolement des directeurs financiers est une réalité, et Tagetik, éditeur italien de gestion de la performance, cherche à le briser. Pour y parvenir, le challenger d'Oracle ou de SAP vient de plonger sa plate-forme de reporting financier, de planification et de consolidation budgétaire dans l'infrastructure collaborative de Microsoft. Elle reprend ainsi les services de gestion documentaire, de calendrier et de gestion de tâches de Sharepoint, le décisionnel de SQL Server, ainsi que la conversation instantanée d'Office Communication Server.

« La consolidation ou la planification financière ne se limitent pas à une simple saisie de chiffres. Spécifier aux vendeurs le nombre de produits qu'ils doivent écouler est insuffisant. Il faut au préalable décliner une stratégie et expliquer aux collaborateurs comment ils atteindront leurs objectifs. Toutes les personnes impliquées dans le processus de gestion de la performance gagnent à interagir les unes avec les autres », explique Manuel Vellutini, directeur des opérations de l'éditeur.

Ainsi, dans le monde idéal de Tagetik, le directeur financier déduit des objectifs en sondant les chiffres réalisés (accessibles depuis le décisionnel de SQL Server), invite les opérationnels à déterminer les actions à appliquer sur le terrain (via les outils de travail de groupe de Sharepoint), puis analyse avec son contrôleur de gestion leur impact sur la performance de l'entreprise (via la simulation de Tagetik). L'exécution des actions s'appuie, elle, sur le partage documentaire et la gestion des tâches. Dans ce schéma, censé décloisonner le directeur financier, il faut retenir le rapprochement des données de prévision (la planification) et celui des chiffres réalisés (le décisionnel). Longtemps vanté par les éditeurs, mais jamais mis en musique, il devient progressivement réalité technique. Non seulement chez Tagetik, qui sait automatiquement charger un cube SQL Server, lui-même embarquant des services d'analyse et de reporting, mais également, et surtout, chez les ténors de la gestion de la performance.

> « Toutes les personnes impliquées dans le processus de gestion de la performance gagnent à interagir les unes avec les autres. »
>
> **Manuel Vellutini,** directeur des opérations de Tagetik

Tagetik 3.0 facilite le rapprochement entre prévisionnel et « réalisé ».

Des fonctions de planification

« Avec le lancement d'OBI 11g, Oracle a présenté CEIM, un modèle commun de données censé unifier décisionnel et planification. Sa brique de business intelligence (BI) intégrera de nouvelles dimensions relatives à la prévision », indique Jean-Michel Franco, de Business & Decision, qui rappelle aussi que l'éditeur saupoudre son offre applicative de fonctions de planification. Même tendance chez SAP : depuis six mois environ, l'éditeur allemand propose une couche sémantique (FIM) pour modéliser des objets métier partageables par sa gestion de la performance (consolidation, planification, analyse des coûts), sa BI (celle de Business Objects) et son ERP. Quant à IBM, indique Jean-Michel Franco, *« l'association BI-planification est surtout portée par Cognos Express, l'offre PME qui réunit le reporting de Cognos et le moteur de simulation de TM1 »*.

VINCENT BERDOT

L'AVIS DE L'EXPERT

DR

Thibault Reboullet,
patron de l'activité CPM chez Logica

« Un directeur régional ne justifie pas les impacts opérationnels sur ses équipes »

L'élaboration budgétaire relève, dans la plupart des entreprises, d'un processus purement financier. Les opérationnels vivent souvent cela comme une souffrance. Ils souhaiteraient replacer cette opération dans le contexte plus global d'un pilotage d'entreprise. Rappelons que bien souvent, le seul support d'échange entre ces personnes et les entités centrales s'effectue via le compte de résultat. Ainsi, un directeur régional ne livre au directeur administratif et financier, lors des navettes budgétaires, qu'une prévision chiffrée macroscopique. Il ne justifie pas les impacts opérationnels sur ses équipes. Idéalement, les responsables devraient profiter de la période budgétaire pour remonter des tendances terrain, via des indicateurs métier. Il s'agit en effet de réconcilier pilotage opérationnel et pilotage budgétaire-financier. Alors seulement, le processus d'élaboration budgétaire favorisera le dialogue entre le siège et le terrain.

START UP EN PARTENARIAT AVEC oséo

Le décisionnel au service de l'environnement

NOM : ITK (Intelligence Technology and Knowledge).

DATE DE CRÉATION : 2004.

DOMAINE : logiciels.

INNOVATION : outil d'aide à la décision pour l'agriculture, l'environnement et le médical.

PRODUITS : ITK Plants et ITL Components.

Tout viticulteur rêve d'améliorer la qualité de son raisin. Pour cela, il peut s'en remettre aux dieux, aux conditions climatiques, à la richesse de sa terre, aux pesticides… Ou recourir aux outils d'aide à la décision d'ITK, capables de simuler la croissance et le développement de la plante en tenant compte de paramètres environnementaux essentiels comme le climat, le type de sol et ses caractéristiques, le risque de maladie, etc.

Start up issue d'un laboratoire de recherche agronomique

« *Notre application décisionnelle prédit le comportement d'un système biologique face aux diverses agressions ou au stress de façon à ajuster différents paramètres (arrosage, traitement…) pour améliorer sa production*, explique Eric Jallas, fondateur de la jeune pousse ITK. *En d'autres termes, notre solution indique aux agriculteurs quelles variétés planter, quel rendement attendre, quand traiter et fertiliser et à quelles doses optimales.* »

Créé par essaimage d'un laboratoire du Cirad (Centre de recherche agronomique pour le développement) – dont Eric Jallas était le directeur –, ITK modélise donc des systèmes biologiques complexes à partir des connaissances issues, entre autres, d'observations et de travaux menés depuis des années par les laboratoires du Cirad, mais aussi de l'Inra (Institut national de recherche agronomique) et du Cemagref (institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement). « *Selon les besoins de nos clients, nous fournissons une solution modulaire autour de logiciels de simulation (plante, sol, climat), d'analyse de données ou d'intelligence artificielle (algorithmes génétiques). Le tout est présenté de façon ergonomique avec des plantes en 3D et des systèmes d'information géographique* », précise Eric Jallas. L'offre d'ITK s'installe en local ou est accessible en mode web. « *Opter pour le mode Saas* (Software as a Service – NDLR) *donne à tout utilisateur accès à notre puissance de calcul afin de bénéficier aisément des évolutions du produit* », insiste-t-il.

Des partenaires industriels

La société ITK a été deux fois lauréate du concours d'aide à la création d'entreprise de technologie innovante, organisé chaque année par le ministère de la Recherche. Proche de nombreux laboratoires de recherche, elle a également signé des partenariats avec des industriels comme Agrosud, Géocarta ou Force-A, ainsi qu'avec des groupements d'agriculteurs tels que Cave Coopérative de Foncalieu et Sieurs d'Arques. Très présente chez les viticulteurs et les industriels, la start up cherche aujourd'hui à lever des fonds afin d'accroître son développement commercial.

JULIETTE FAUCHET

REPÈRES

Siège : Montpellier (34).
Effectif : 19 salariés.
CA 2009 : 800 k€.
Financement : 400 000 € (ministère de la Recherche), plus de 1 M€ de subventions et d'avances remboursable (Oséo, région Languedoc-Roussillon, le Feder et l'Etat).
Le fondateur :
Eric Jallas. A été directeur de recherche au Cirad pendant vingt-cinq années, dont six détaché aux Etats-Unis dans un laboratoire de l'USDA-ASR.

DANS LES LABOS

Prévoir la diffusion des polluants

La marée noire provoquée par l'explosion de la plate-forme pétrolière Deepwater Horizon aura connu une répercussion positive. Igor Mezic, de l'université de Santa Barbara, a développé un logiciel qui prévoit le déplacement du pétrole, et analyse notamment comment l'hydrocarbure se déplace à la surface de la mer en fonction des conditions météo. L'application pourrait s'avérer utile à d'autres simulations, par exemple pour déterminer l'écoulement de la lave lors d'une éruption volcanique.

Le chiffrement quantique hacké

Une équipe de chercheurs allemands et norvégiens est parvenue à pirater les systèmes de cryptage quantique des constructeurs ID Quantique et Magiq Technology. S'appuyant sur du matériel sophistiqué, ils ont attaqué les photodétecteurs en utilisant une brève illumination laser. Le chiffrement quantique reste fondamentalement inviolable : c'est sa mise en œuvre qui peut être piratée.

Des écrans LCD plus verts

Moins de 10 % de la lumière issue du rétroéclairage des écrans LCD s'avèrent réémises, ce qui constitue une source de gaspillage d'énergie. Des scientifiques de l'université du Michigan ont développé un nouveau filtre polarisant, quadruplant l'efficacité des écrans. Celui-ci est constitué d'un matériau isolant, pris en sandwich entre deux couches d'aluminium, et percé de fentes de largeur variable. Selon celle-ci, ce dispositif filtre le rouge, le vert ou le bleu.

LE CLUB 01 DSI

CONFÉRENCE
DÎNER

mardi 9 novembre – à partir de 19h30
Plaza Athénée, Paris

Du Web 2.0 à l'IT 2.0

Accéder à ses applications en tout lieu et à tout instant, ouvrir un espace de travail collaboratif en ligne ou accéder à toute ou partie de ses données à partir d'un téléphone mobile…
Autant de gestes en passe d'être naturels pour le grand public.
Mais pourquoi l'entreprise reste-t'elle autant à la traîne ?

Au programme, quelques clés de réponses :

→ Comment adapter son SI à ces nouveaux usages ?

→ Comment faire évoluer les organisations et les process ?

→ Comment lever les craintes de ces nouvelles architectures et nouveaux Business Models ?

Avec le retour d'expérience de Didier Lambert, ex DSI d'Essilor

Programme détaillé et inscription sur www.01net.com/evenements01/web20

En partenariat avec

vmware®

conception & réalisation : panpa presse

ÉVÉNEMENT 01
BUSINESS & TECHNOLOGIES

OPINIONS

A. MILLER/BLOOMBERG

« Il faut agir vite pour maîtriser la dette, sans toucher aux dépenses d'avenir. »

Jacques Attali, *Les Echos* du 23/09/2010

Le livre blanc *Regards sur l'innovation*, publié par Sogeti sur son site, présente des projets innovants autour de nouveaux usages dans la circulation des trains, l'aide à la décision, et le développement d'applications web.

POLÉMIQUE CHRIS ANDERSON, rédacteur en chef du magazine *Wired*

Le web n'est qu'une application internet parmi d'autres

Vous vous réveillez et vérifiez votre courriel sur votre iPad de chevet. Pendant le déjeuner, vous naviguez sur Facebook, Twitter et le *New York Times*. Sur le chemin du bureau, vous écoutez un podcast sur votre smartphone. Au travail défilent les flux RSS, alors que l'on discute sur Skype ou en messagerie instantanée. A la fin de la journée, le dîner se prépare en écoutant de la musique sur Pandora, en jouant sur la console de jeux Xbox Live, ou en regardant un film sur le service de streaming de Netflix. Une journée complète passée sur internet, sans jamais aller… sur le web.

Un phénomène amplifié par l'iPhone

Nous ne sommes pas dans l'anecdotique. Notre univers numérique est en train de passer d'un monde web ouvert à un autre de plates-formes semi-fermées qui utilisent internet pour faire transiter les données, sans faire appel au navigateur ; un phénomène amplifié par l'iPhone. Un monde où Google est moins dominant, où l'affichage web traditionnel HTML ne gouverne pas. Un monde vers lequel les consommateurs se tournent ; non pas parce qu'ils rejettent l'idée du web, mais parce que ces plates-formes dédiées s'intègrent mieux dans leurs vies personnelles et professionnelles. Les entreprises elles-mêmes comprennent qu'elles s'enrichissent plus facilement sur ces plates-formes.

Et pourtant, il y a dix ans, l'ascension du navigateur web apparaissait inéluctable. « *Le web remplacera les applications logicielles PC et réduira les systèmes d'exploitation à de pauvres outils de débogage de pilotes de périphériques* », avait prédit Marc Andreessen, le célèbre cofondateur de Netscape.

DR

« Aujourd'hui, on se rend compte que le centre de gravité se déplace de plus en plus vers un environnement post-HTML »

Or, on se rend compte aujourd'hui que le centre de gravité se déplace de plus en plus vers un environnement post-HTML. Le web ne représente plus qu'une des nombreuses applications internet, utilisant le protocole IP (Internet Protocol) afin de transférer des paquets de données. Aujourd'hui, le contenu que l'on manipule avec son navigateur diminue, il représente moins d'un quart du trafic sur internet. Parmi les applications consommatrices de bande passante figurent les transferts de fichiers en peer to peer (point à point), la messagerie, les réseaux privés virtuels d'entreprise, les communications machine to machine, les appels Skype, les requêtes World of Warcraft ou autres jeux en ligne, ou encore les Xbox Live, iTunes, la téléphonie sur IP, iChat, les vidéos Netflix en streaming. Et cela ne fait que s'accélérer.

Sillonner le net sans surfer sur le web

Les analystes de l'organisme financier Morgan Stanley estiment en effet que d'ici à cinq ans, le nombre d'utilisateurs accédant à internet à partir de terminaux mobiles dépassera le nombre de ceux qui se connectent via leurs micro-ordinateurs. Ils sillonneront le net, mais sans surfer sur le web. Ainsi vont le cycle du capitalisme, l'histoire des révolutions industrielles et ses batailles pour le contrôle des innovations. Comme l'exprime Jonathan Zittrain dans son ouvrage intitulé *L'avenir de l'internet - Et comment l'arrêter* : « *C'est une erreur de penser que le navigateur web représente le sommet de l'évolution de l'ordinateur.* » Aujourd'hui, internet héberge d'innombrables territoires fermés. Le web est devenu une exception, et non la règle. ■

CHRIS ANDERSON

HUMEURS LE POINT DE VUE DES JOURNALISTES DE LA RÉDACTION

La marque employé®

Xavier Biseul, grand reporter à *01 Informatique*

Dans les entreprises, la mode est au « moi 2.0 ». « The brand called YOU », titre le magazine IT américain *Fastcompany*, tandis que sort ces jours-ci le livre *Me 2.0* de Dan Schawbel. En France, aussi, certains chefs de service prennent conscience du fait qu'ils ont dix fois moins de « followers » que le petit nouveau. Rivé à son écran, diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'une université de second rang, spécialiste dans son domaine comme des milliers d'autres, ce jeune n'a pourtant rien d'une star du web. Maudite génération Y ! Mais la réalité est bien là : en affranchissant des liens hiérarchiques, les médias sociaux rebattent les cartes du pouvoir. La messagerie d'entreprise ou l'intranet 2.0 leur ont déjà causé un préjudice. Aujourd'hui, le « personnal branding » offre au salarié lambda la possibilité de rayonner en dehors de son entreprise. Place à la marque employé. En faisant de leur patronyme une marque déposée, les blogueurs influents bâtissent leur notoriété à coup de posts, de tweets et de « friends ». Avec, dans le rôle d'arbitre, le blog ranking de Wikio, ou Empire Avenue, le site de cotation en temps réel de son e-réputation. Cette personnalisation autorise tous les comportements mercenaires. Nos influenceurs « valent » plus que leur titre ou leur entreprise. Leur marque survivra à un changement de poste. La concurrence vient les chasser sur la seule promesse d'un nom et de ses « followers ». Comme un commercial est débauché pour son carnet d'adresses. Une page Facebook ou Viadeo vaut tous les CV du monde. Cependant, le « personnal branding » pose un problème de fidélisation pour les entreprises et de... productivité. Devenir influent nécessite un art consommé du buzz, une bonne dose de narcissisme, et un investissement important. Et que l'on ne dise pas que ces « twitterers » compulsifs ne tweetent que depuis chez eux. Ce nouveau venu, quel brandeur !

> « Les médias sociaux rebattent les cartes du pouvoir »

Blogs : Microsoft s'incline

Alain Clapaud, chef de service à *01 Informatique*

Le slogan « Windows Live Spaces, votre blog en 3 clics » avait de quoi séduire tout blogueur en herbe. D'ailleurs, ils auraient été 30 millions à se créer un compte Windows Live Spaces... Enfin selon le discours officiel de Microsoft. Car si vraiment ces millions de comptes étaient actifs, la question de l'arrêt du service ne se poserait probablement pas. Reste qu'il n'est plus possible d'y créer un blog. Estimant ne pas avoir atteint la masse critique, Microsoft a donc dû se résoudre à signer un accord avec Wordpress.com qui, selon l'éditeur, offre une « *great blogging experience* ». Un comble. Ce dernier, avec ses 26 millions de blogs actifs – soit 8,5 % de l'ensemble des sites web –, est le principal concurrent de Blogger, le service d'hébergement acheté par Google en 2003. Si le nombre de blogs de ce dernier est classé secret défense, en termes d'audience, il revendique environ deux fois plus de pages vues que Wordpress.com. C'est dire l'emprise de Google sur le blogging mondial. On comprend que Microsoft fournisse quelques outils pour permettre à ses blogueurs de migrer chez Wordpress, plutôt que d'alimenter en pages vues Google Blogger. Fin de partie. Outre cette bataille perdue, le buzz du moment est aux réseaux sociaux. Facebook a explosé l'audience des plates-formes de blogging depuis 2009. Myspace, en mal de stratégie, ne parvient plus à enrayer la chute de son audience. Six Apart, la star des premières heures du blogging, est en pleine déconfiture. Microsoft a échoué sur les blogs, mais fait-il beaucoup mieux sur les réseaux sociaux ? On peut se le demander. Les 240 millions de dollars injectés dans Facebook en 2007 sont restés sans suite. Le géant de l'édition multiplie les initiatives pour convertir les centaines de millions d'utilisateurs de Messenger et Hotmail à d'autres services. Peut-on pour autant dire que la mosaïque de services en ligne proposée sous la marque Windows Live constitue un média social fort ? Pas si sûr.

> « Microsoft fait-il mieux sur les réseaux sociaux que sur les blogs ? »

PHOTOS JIM WALLACE

ON EN PARLE DANS LES BLOGS

Et si on rêvait d'un grand ministère du Numérique ?

La synthèse. Le Président l'a annoncé : un remaniement ministériel interviendra cet automne. Le moment de rêver à *« un ministère du Numérique qui coordonnerait les actions en cours dans ce vaste secteur si important pour la reprise de la croissance »*. Comme l'appelle de ses vœux Laure de la Raudière, députée UMP. Le volet numérique du grand emprunt et sa manne de 4,5 milliards d'euros attirent la convoitise de plusieurs ministres, dont Michel Mercier, Frédéric Mitterrand et Christian Estrosi. Face à ces ténors, la secrétaire d'Etat chargée du Développement de l'économie numérique ne dispose que de 11 collaborateurs.

Laure de la Raudière

DR

Un billet du blog « (r)évolutions, société numérique et nouvelles technologies »

http://goo.gl/F0BF

La France, terre de désillusion des informaticiens tunisiens

La synthèse. L'auteur, spécialiste de l'externalisation, pointe du doigt un phénomène qui remonterait à un an, et qui se serait amplifié ces derniers mois : le placement d'informaticiens étrangers sur des missions en régie, en France. Notamment des personnes en provenance de Tunisie, où des « sessions de recrutement de masse » sont organisées dans les hôtels de Tunis. Alléché par un salaire à première vue mirobolant, l'informaticien voit là une opportunité d'aller faire ses armes dans l'Hexagone. Mais le salaire est exprimé en brut, et non en net comme au Maghreb, et après avoir payé les impôts, les « frais d'installation » réclamés par l'employeur de façon illégale, et fait face au coût de la vie parisienne, il ne lui reste plus grand-chose.

Une analyse de Jean-François Renault, consultant en externalisation

http://goo.gl/XjxA

Quand le télétravail accompagne les restructurations

La synthèse. Pour mettre fin à la série noire des suicides, le « nouveau contrat social » de France Télécom prévoit, entre autres mesures, *« l'examen systématique du recours au télétravail en cas de modification de l'organisation »*. Pour l'inventeur du concept d'ergostressie, c'est un signe que le télétravail est en train de changer de statut. Choisi par des salariés 100 % volontaires, désireux de mieux organiser leur vie familiale et de contribuer au développement durable, ce mode travail est devenu une des modalités d'accompagnement des restructurations. Voire de fermetures de sites (accords HP ou Air France). *« Les deux piliers du télétravail, " volontariat " et " réversibilité ", sont remis en question. »*

Un billet d'Yves Lasfargue, consultant et chercheur

http://goo.gl/DMEP

LE BUZZ SUR 01 NET PRO

Internet Explorer 9 : retour à l'âge de pierre

Navigateur. Microsoft dévoile la version bêta publique d'Internet Explorer 9. Support amélioré du langage HTML 5, rapidité du rendu grâce à l'accélération matérielle, onglets épinglables dans la barre de tâches, interface épurée... Le navigateur de Microsoft rattrape ses concurrents, voire les dépasse dans bien des domaines. Mais sa mise en œuvre s'avérera, en revanche, plus complexe. Comme il n'existe aucun outil de développement autour de HTLM 5, tout le code se fait à la main, dans Notepad (ou au mieux dans Notepad++) et les images sont traitées dans Photoshop. Un vrai retour à l'âge de pierre. Bien sûr, toute annonce majeure de Microsoft divise les « 01nautes ». Pour l'un d'eux, l'éditeur ne fait que rattraper des années de retard technologique. Et pour un autre, cette nouvelle mouture *« révolutionnaire »* va ouvrir la voie.

http://goo.gl/YCPx

CARTE BLANCHE À...

Pour une sécurité des SI plus collaborative et innovante

GILLES CASTERAN, directeur associé d'Arismore, considère que la sécurité de l'information est un enjeu métier. Il interviendra lors des prochaines Assises de la sécurité et des systèmes d'information, qui se dérouleront à Monaco(*).

Le besoin grandissant d'échanges d'information fiables au sein de l'entreprise et avec les collaborateurs externes, la création de nouveaux espaces stratégiques et de business models, ainsi que la mutation vers une économie de services mondiale font de la sécurité de l'information une exigence métier incontournable. La vulnérabilité des systèmes et la croissance des menaces obligent à changer de paradigmes et à concentrer les efforts sur l'essentiel, à savoir l'impact métier des incidents de sécurité. La collaboration entre les acteurs métier et la direction des systèmes d'information aidera à analyser cet impact, en complément d'une nécessaire classification du système d'information (processus métier, données/informations, patrimoine applicatif et technologique, etc.).

Diffuser et valoriser l'usage des principes de sécurité

Les sociétés ont besoin d'acquérir, et ce de manière durable, la capacité de se transformer en suivant au plus près les évolutions du marché. L'architecte d'entreprise devient alors acteur de l'évolution en conciliant les points de vue du métier, de la DSI et de l'entreprise, tandis que le responsable de la sécurité du système d'information (RSSI) voit lui aussi son rôle changer. Fédérateur des exigences des acteurs métier, de l'entreprise et de la sécurité, il est l'allié de l'architecte et, comme lui, abandonne ses habits de contrôleur pour s'impliquer au cœur des projets métier. Un formidable chantier reste donc à construire pour bâtir un cadre de collaboration entre les acteurs.

Il est de la responsabilité de la sécurité du système d'information (SI) d'œuvrer

DR

pour concevoir, diffuser et valoriser l'usage des principes de sécurité. Qu'ils soient d'ordre organisationnel, technologique ou humain, ces principes seront efficaces et pérennes s'ils sont adossés à une démarche collaborative reposant sur un dialogue équilibré entre les différents acteurs (métiers, utilisateurs, architectes, réalisateurs, exploitants et sécurité) et un cadre d'architecture

> « Faciliter le partage des points de vue, et favoriser la capture des exigences métier, technique et sécurité »

de sécurité d'entreprise. Proposant un ensemble d'éléments et de méthodes permettant de construire, de représenter et d'analyser les systèmes de l'entreprise, le cadre d'architecture a pour objectif de faciliter le partage des points de vue et de favoriser la capture des exigences métier, technique et sécurité.

Fort de ce constat, plusieurs initiatives ont récemment vu le jour. Parmi elles, le Security Forum de l'Open Group et le Jericho Forum, deux groupes de réflexion internationaux, ont décidé en 2009 de rapprocher leurs cadres, respectivement le Togaf (The Open Group Architecture Framework) et le COA (Collaboration Oriented Architectures), afin de fournir un cadre d'architecture de sécurité aux entreprises. Si le Togaf offre un cadre d'architecture d'entreprise collaboratif, autorisant le partage de points de vue entre les parties prenantes de la société pour agir dans l'intérêt collectif, le COA, lui, apporte un cadre de travail pour l'ouverture des systèmes d'information.

En enrichissant un tel cadre d'architecture de sécurité, en cohérence avec le système de gestion de la sécurité de l'information proposé par l'ISO 2700x (famille de normes pour la gouvernance sécurité), l'entreprise est en mesure de construire une réelle démarche de valorisation de la sécurité auprès de ses différents collaborateurs.

La sécurité, un levier d'innovation encore mal exploité

Si l'écosystème de la sécurité du SI a développé une capacité d'innovation technologique, une communauté de talents, ainsi que des méthodes d'analyse, il représente, paradoxalement, un levier d'innovation mal exploité par les entreprises. Pourtant, n'est-ce pas avec des systèmes de gestion des accès et des identités que l'on simplifie l'usage des services ? Que dire de l'avenir prometteur des usages de la traçabilité, des équipements mobiles sécurisés, et de l'identification des objets ? Comment bénéficier des apports du cloud computing sans aborder la sécurité ?

Pour les acteurs de la sécurité, le champ d'expression s'élargit, en accompagnant les projets métier et en proposant un nouveau mode de collaboration. La sécurité du système d'information devient un facilitateur qu'il convient de partager et de diffuser. ■ GILLES CASTERAN

(*) Cette manifestation se tiendra du 6 au 9 octobre 2010, au Grimaldi Forum (www.lesassisesdelasecurite.com).

DR

British Airways et Tata Consultancy Services lancent la solution Swift MRO, dédiée au secteur de la maintenance. Ils s'appuient sur l'ERP de SAP.

10 % des entreprises du secteur des technologies, des médias et des télécoms ont augmenté leur budget lié à la sécurité de plus de 10%. Source : Deloitte

COMMERCE MOBILE

Quatre technologies pour déployer une stratégie de paiement sur mobile

La percée des smartphones dynamise le marché du paiement mobile. Les solutions basées sur l'envoi de SMS sont aujourd'hui les plus utilisées. L'internet mobile et l'arrivée de la technologie NFC offriront davantage d'opportunités aux commerçants.

Selon Gartner, environ 350 millions d'utilisateurs (cinq fois plus qu'en 2009) effectueront en 2014 près de 12 milliards de transactions de paiement via mobile. Le montant de ces opérations devrait atteindre 1 130 milliards de dollars. Cette explosion s'expliquerait notamment par la montée en puissance des smartphones, qui représentent plus de 19 % des ventes de mobiles au deuxième trimestre 2010, et connaissent une progression de plus de 50 % par rapport à l'année précédente. Les larges écrans de ces terminaux mobiles facilitent en effet l'accès aux sites d'e-commerce. Par ailleurs, grâce aux outils actuels, les commerçants développent aisément des applications à partir desquelles les utilisateurs accèdent à des espaces de paiement simplifiés et sécurisés.

Aujourd'hui, quatre technologies permettre de mettre en place une stratégie de paiement via mobile : le NFC (Near Field Communications, ou communications en champ proche), le SMS surtaxé, le web/Wap et, enfin, l'USSD (Unstructured Supplementary Service Data ou données de service supplémentaires peu structurées).

Ces nouveaux modes de paiement favorisent la fidélisation des clients, tout en offrant un accès continu (web et SMS) aux services payants, et en perfectionnant la qualité de leur accueil (NFC).

CAMILLE CHAUVEL/AFSCM

Le client paie ses achats en passant son mobile près du terminal NFC. En dessous d'un montant de 20 euros, l'utilisation d'un code secret est à sa discrétion.

SMS : pour les applications et les services en temps réel

La société d'études IEMR révèle qu'en 2009, trois quarts des transactions de paiement via mobile ont été opérées par SMS. Même s'il cède peu à peu du terrain face à la technologie NFC, le service de messagerie devrait être le moyen de paiement via mobile dominant au cours des cinq prochaines années. Il possède en effet trois avantages majeurs : il ne nécessite aucun investissement réseau, est simple d'utilisation et s'avère disponible sur tous les téléphones, de l'entrée de gamme aux smartphones les plus sophistiqués.

Le modèle économique repose sur le SMS surtaxé (envoi d'un numéro à cinq chiffres). La plate-forme SMS+ définit les tranches et les plafonds de tarification, en fonction des services proposés par les prestataires. Les fournisseurs de contenus numériques pour mobiles (fonds d'écran, jeux, sonneries, etc.) sont les premiers concernés. Les don-

VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX

S'il s'est préalablement identifié, le conducteur est en mesure de prolonger la durée de stationnement par SMS depuis son mobile.

nées achetées par le client lui sont immédiatement adressées sur son mobile en échange d'un SMS surtaxé, apparaissant sur la facture mensuelle dans le cas d'un forfait. L'opérateur télécoms, quant à lui, reverse une partie de ce montant au fournisseur de contenu. De même, les sociétés du secteur tertiaire telles que les banques, les assurances et le transport postal exploitent le SMS comme mode de facturation de services dématérialisés. Ainsi, en 2004, la Banque fédérale des Banques Populaires (appartenant aujourd'hui au groupe BPCE) a lancé le numéro SMS+ surtaxé : 61110. Objectif : compléter la gamme de services à distance et valoriser ainsi une offre auprès des jeunes. « *Les clients des Banques Populaires reçoivent instantanément des informations sur l'état de leur compte : solde, dernières opérations réalisées… Il s'agit d'un service simple, qui ne nécessite pour le client ni abonnement, ni inscription préalable* », précise Olivier Tilloy, responsable de projets d'innovation du groupe BPCE.

Enfin, le SMS commence à intéresser les collectivités locales. Dans le domaine du stationnement par exemple. Depuis fin 2009, la ville d'Issy-les-Moulineaux propose aux conducteurs qui souhaitent stationner sur les places publiques de nouveaux modes de paiement : carte bancaire, Moneo et le paiement via mobile. « *Le conducteur paie, en temps réel, pour la durée effective pendant laquelle il occupe la place de stationnement. C'est l'avantage du paiement sur mobile* », explique Eric Legale, directeur d'Issy Media. Le fonctionnement est simple. Après s'est enregistré une fois sur le site internet Paybyphone.fr (immatriculation, numéro de carte bancaire, code tarif, etc.), l'utilisateur prolonge à distance son temps de stationnement depuis son domicile ou son bureau, à partir de son mobile, en envoyant un SMS. Il peut également le faire en appelant un serveur vocal interactif, ou encore via internet mobile. Son compte bancaire est directement débité. Les agents contractuels, eux, contrôlent qu'un véhicule ne stationne pas indûment en tapant son immatriculation sur le PDA dont ils sont équipés.

Avant la mise en place de ces nouveaux horodateurs, la ville d'Issy-les-Moulineaux estimait à 7 % le nombre de conducteurs garés sur des places publiques, sans avoir payé. L'utilisation du téléphone portable comme mode de paiement a réduit le taux d'impayés. Si cette ville fait figure de pionnière en la matière en France, une douzaine de villes belges dont Anvers, Bruges et Louvain ont déjà lancé des services similaires, en s'appuyant, elles, sur la plate-forme Mobile-for (filiale de Belgacom). Le suivi relativement limité de la transaction est le principal inconvénient de ce mode de paiement. Il se limite, au mieux, à un SMS de confirmation.

NFC : fluidifier les passages en caisse

Seconde technologie la plus utilisée après le SMS, selon le cabinet Gartner, le paiement grâce aux communications en champ proche est encore en phase de développement en Europe. Cette technologie est surtout bien implantée en Asie, où la norme Felica (équivalent japonais du NFC, impulsé par Sony)

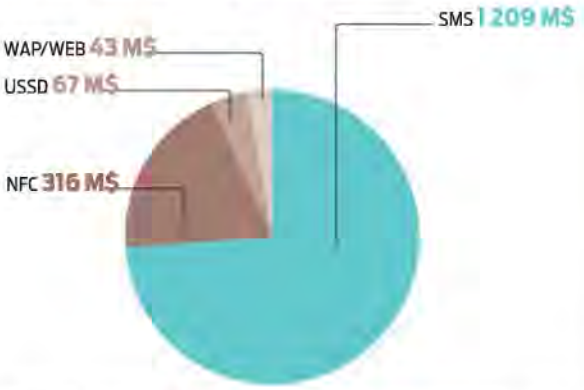
PHOTOSERVICE DÉPLOIE PAYPAL MOBILE EN TROIS JOURS

Depuis l'été 2010, Photoservice.com permet aux utilisateurs d'envoyer physiquement une carte postale (13 x 17 cm) à partir d'une photo prise depuis un iPhone.
Mais *« le système de paiement en ligne d'Apple n'est valable que pour les biens immatériels*, explique Stéphane Rochon, directeur de Photoservice.com. *Certes, il est possible d'accéder au paiement en ligne Paypal du site web, mais l'interface utilisateur n'est pas adaptée. Grâce à l'API mobile, nous sommes en mesure de proposer un mode de paiement plus souple. »*

Le déploiement de la version mobile de Paypal n'a nécessité que trois jours, et aucun investissement financier direct. *« Nous n'avons pas eu besoin de nous appuyer sur des compétences internes en matière de développement. De plus, les conditions de rémunération s'avèrent identiques à celles liées à la vente sur le site web »*, précise Stéphane Rochon.
Et de conclure : *« Paypal mobile apparaît adapté à tous les commerçants qui vendent des biens physiques également sur mobile. »*

TROIS QUARTS DES TRANSACTIONS OPÉRÉES PAR SMS

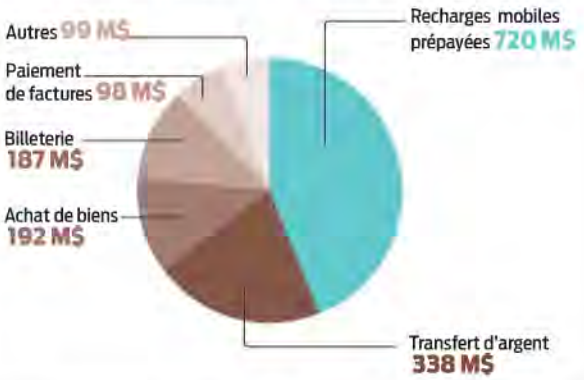
Répartition des transactions de paiement mobile en fonction des technologies en 2010 Source : Gartner



En 2014, la part des paiements réalisés par SMS aura chuté d'une dizaine de points, face à la technologie NFC qui devrait être déployée courant 2011-2012 en Europe et aux Etats-Unis.

UN MOYEN SURTOUT UTILISÉ POUR L'IMMATÉRIEL

Répartition des transactions en fonction des applications en 2010 Source : Gartner



Malgré la montée en puissance du paiement via mobile, l'achat de biens physiques représente une partie minoritaire des transactions (11 % en 2010, 17 % prévus en 2014).

est déployée depuis plusieurs années. En Europe de l'Ouest, c'est la France qui ouvre le pas au déploiement massif du paiement sans contact, par carte ou par mobile. Le 21 mai 2010, la ville de Nice a lancé la précommercialisation à grande échelle de cette technologie autorisant, entre autres services, le paiement des achats dans certains commerces.

D'ici à la fin de l'année, on pourra payer ses achats chez Carrefour à l'aide de son téléphone mobile

Lors du lancement, 300 commerçants étaient équipés de terminaux adaptés. La société de carte de crédit Visa, qui intervient dans le processus de paiement, a pour objectif de décupler ce chiffre d'ici à la fin de l'année.
En pratique, l'utilisateur approche son téléphone mobile, muni d'une antenne NFC (souvent intégrée à la coque), à quelques centimètres du terminal de paiement électronique (TPE), lui-même équipé d'une antenne de réception. Le processus de validation de l'achat est identique à celui qui intervient lors d'un paiement par carte bancaire traditionnelle. En deçà de 20 euros, l'utilisateur choisit ou non de valider son paiement à l'aide d'un code secret. Au-delà de cette somme, ce type de validation est systématiquement requis. En réduisant les attentes en caisse – l'opération ne dure que quelques secondes – le NFC apparaît comme un facilitateur de paiement. En revanche, cette technologie n'est pas le socle d'une stratégie commerciale de vente, contrairement aux SMS. *« Le NFC apportera cependant un élément différenciateur aux premiers commerçants qui s'équiperont »*, précise Menekse Gencer, analyste au sein de la société d'études IEMR.
Question intégration, les commerçants doivent s'équiper d'un TPE NFC. L'installation, réalisée par un intégrateur du domaine, est assez rapide. Mais l'intégration est plus complexe dans les chaînes de la grande distribution, où la gestion des caisses est centralisée. *« D'une part, les TPE sont parfois encore intégrées dans les caisses. D'autre part, il faut modifier les applications logicielles dans les systèmes de gestion des caisses »*, explique un porte-parole du groupe Crédit Mutuel CIC.
Toutefois, en amont du lancement niçois, des enseignes de la grande distribution comme Carrefour ou le Groupement des Mousquetaires préparaient déjà le déploiement de solutions sans contact. Pour cela, les deux groupes avaient décidé de proposer leurs propres cartes bancaires sans contact. Celle de Carrefour est opérationnelle depuis 2009. Les caisses, elles, seront toutes équipées en TPE NFC à la fin de l'année. Solution alternative, la Tazcard, développée par l'éditeur Taztag, est un objet de la taille d'une carte de visite, doté d'un écran tactile. Depuis ce terminal, le client réserve et paie un voyage dans une agence équipée d'un TPE NFC. Il l'utilise ensuite pour s'enregistrer à l'aéroport de Nice via le système Pass & Fly d'Amadeus, en l'approchant de bornes NFC dédiées. Enfin, il y stocke toutes les informations utiles au voyage : billet d'avion, clés de l'hôtel, coupons de réduction, etc. La Tazcard apparaît, en l'état, comme un dispositif matériel indépendant. Mais une fois que des smartphones à grand écran et suffisamment capacitifs sortiront en grand nombre, ce produit devrait voir le jour sous forme d'application à télécharger.
Car la pauvreté des modèles de mobiles NFC disponibles hors Japon reste le principal frein au développement de ce mode de paiement. Cela devrait changer en 2011, la majorité des constructeurs annonçant le lancement de mobiles NFC. Tel Apple, qui a recruté l'été dernier Benjamin Vigier, un expert en matière de NFC et solutions de paiement sur terminaux mobiles.

Web/Wap : un canal de plus pour les sites marchands

Payer ses achats en ligne depuis un ordinateur est aujourd'hui une pratique courante. Tous les biens matériels et immatériels semblent concernés : habillement, décoration, voyages, etc. En revanche, payer sur un site web depuis son mobile demeure une dé-

marche relativement marginale, qui connaît deux freins majeurs. Tout d'abord, *« les utilisateurs perçoivent toujours l'internet mobile comme une technologie assez onéreuse »*, souligne l'étude du cabinet IEMR. Ensuite, les interfaces utilisateurs des sites web ne sont pas adaptées au paiement depuis un téléphone.

« Une tendance se dessine : le téléphone reste à portée de main de son propriétaire, et est connecté en permanence. On peut donc imaginer que les cas probables de paiement en ligne sur mobile concerneront les cas de ventes flash ou de ventes privées qui offriront à l'utilisateur final un service de meilleure qualité », projette Thierry Chopard, responsable mobile de Paypal Europe. Le spécialiste du paiement en ligne a lancé, mi-2010, Mobile Express Checkout, la version mobile de sa solution de paiement. Celle-ci s'appuie sur des services Wap 2.0, protocole largement adopté par les opérateurs, aux navigateurs et aux téléphones actuels. *« Pour mettre en œuvre cette solution, un site marchand se doit de disposer de compétences en développement standard sur iPhone et Android, les deux systèmes d'exploitation que nous reconnaissons. Ensuite l'intégration se fait en quelques heures »*, précise Thierry Chopard. Pour cela, Paypal met à disposition l'outil Mobile Payment Library, qui apporte les fonctionnalités de Checkout pour les biens et les services sur le mobile. *« Nous avons également lancé une version web mobile, dont la procédure d'enregistrement a été simplifiée »*, ajoute-t-il. Le modèle de rémunération à la transaction est conservé : le site marchand reverse 25 centimes de frais fixes au service de paiement en ligne, plus de 1,4 à 3,4 % du montant de la transaction.

Au début de l'été 2010, Google, lui, a dévoilé Google Checkout Store, une extension pour smartphones Android de sa solution de paiement en ligne Google Checkout, concurrente directe de l'offre de Paypal. Les sites d'e-commerce qui souhaitent offrir cette solution de paiement via mobile procèdent en quatre étapes : ils créent un compte Google Checkout marchand, développent un modèle de boutique, l'intègrent dans le site web, puis installent l'extension Android Payment.

USSD : pour les populations non bancarisées

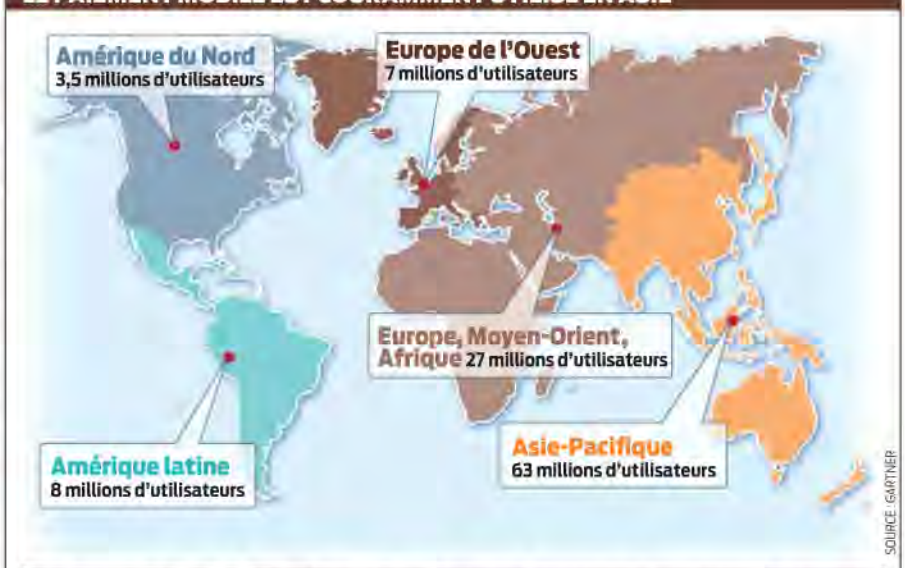
Enfin, la technologie USSD sert à déclencher un service en réaction à l'envoi d'un SMSC (SMS de signalisation, gratuit). Par exemple, #123# est un SMSC de l'opérateur mobile Orange qui aide le client à suivre sa consommation ou à payer sa facture depuis son téléphone. A l'image du paiement par SMS+, le déploiement de l'infrastructure réseau correspondante reste limité. Le commerçant installe juste un serveur relié à l'infrastructure de l'opérateur mobile d'un côté, et au(x) serveur(s) applicatif(s) de l'autre.

En Pologne, une chaîne de distributeurs automatiques de boissons recourt à la technologie USSD pour vendre ses produits. Après avoir composé le *148*code_du_distributeur_code_du_produit#, le système renvoie un message à l'intéressé lui demandant de valider la commande avec un code secret. Le prestataire (mPay) débite alors le montant sur le compte bancaire préalablement enregistré.

L'USSD est particulièrement utilisé dans les régions du monde où les populations bénéficient peu de services bancaires, et où le mobile devient aussi un outil de gestion monétaire pour des opérations comme le transfert d'argent ou le paiement de factures. Mais cette technologie ne propose qu'un faible niveau de sécurité, les données n'étant pas encodées. En outre, la lourdeur du processus (la longueur de la chaîne de caractères qu'il s'agit d'insérer) peut le rendre rédhibitoire. C'est pourquoi la technologie USSD est peu employée en Europe de l'Ouest, ainsi que dans les pays où d'autres systèmes existent.

EDDYE DIBAR

LE PAIEMENT MOBILE EST COURAMMENT UTILISÉ EN ASIE



D'un total de près de 110 millions en 2010, le nombre d'utilisateurs du paiement mobile devrait approcher les 350 millions en 2014.

L'AFRIQUE RODÉE AU PAIEMENT MOBILE

En Afrique, le paiement à l'aide d'un mobile est une alternative aux réseaux d'agences bancaires. Les populations non bancarisées (plus de 95 % en Afrique subsaharienne) l'utilisent, surtout via des cartes prépayées, pour transférer de l'argent à des particuliers et régler leurs achats.

Une telle économie reposait jusqu'alors sur un partenariat étroit entre opérateurs et banques. Depuis plusieurs années, Orange propose ainsi Orange Money, un service de paiement mobile, notamment commercialisé avec BNP Paribas en Côte d'Ivoire. Les utilisateurs approvisionnent un compte mobile, à hauteur de 100 000 francs CFA (environ 150 euros), utilisable auprès des distributeurs partenaires. La Société Générale de Banques au Sénégal a, elle, lancé son service Yoban'tel, indépendant des opérateurs. Dans ce cas, le commerçant reverse une commission à la banque.

L'Etat de l'Art

Les Séminaires Capgemini Institut

Mise à jour : 30 septembre 2010
22 séminaires nouveaux ou entièrement remaniés

> Les Synthèses

Comprendre les Tendances de l'Informatique	11-13 oct. • 8-10 nov. 2010
Urbanisme et Architectures Techniques en 2010	18-20 oct. • 15-17 nov. 2010
Réseaux : la synthèse	4-6 oct. • 6-8 déc. 2010
Micros, Serveurs, Réseaux : la synthèse	15-17 novembre 2010
Sécurité : la synthèse technique	14-15 oct. • 9-10 déc. 2010
Management des Projets Informatiques	11-13 oct. • 8-10 nov. 2010
La Gouvernance Informatique en 2010	14-15 oct. • 2-3 déc. 2010

> Projets et Développement

Le Développement d'Applications en 2010	22-24 novembre 2010
Java : la synthèse	18-19 novembre 2010
Open Source : l'état de l'art	4-5 novembre 2010
XML : la synthèse	4-5 novembre 2010
Web Services : l'état de l'art	2-3 décembre 2010
Client Riche : Ajax, RIA, HTML 5	16-17 novembre 2010
Analyse des Besoins des Utilisateurs en 2010	18-19 novembre 2010
Le Cahier des Charges en 2010	25-26 novembre 2010
Estimation des Développements Informatiques	2-3 décembre 2010
Points de Fonction : l'état de l'art en 2010	4-5 novembre 2010
Méthodes Agiles : l'état de l'art	16-17 novembre 2010
Les Techniques et Outils de Test	4-5 novembre 2010
La Qualité des Systèmes et des Logiciels	8-10 novembre 2010
La Maintenance Applicative et TMA en 2010	23-24 novembre 2010

> Management de l'Informatique

Le Tableau de Bord du DSI en 2010	7-8 oct. • 4-5 nov. 2010
Les "Best Practices" de la DSI en 2010	18-19 novembre 2010
Benchmarking : l'état de l'art en 2010	18-19 novembre 2010
Les Responsabilités Juridiques du DSI en 2010	25-26 novembre 2010
Les Schémas Directeurs en 2010	12-13 oct. • 30 nov.-1er déc. 2010
La Conduite du Changement en 2010	4-6 oct. • 29 nov.-1er déc. 2010
COBIT, ITIL, CMMI, ISO : l'état de l'art 2010	4-5 novembre 2010
Centres de Services : la mise en œuvre	18-19 novembre 2010
SLA et Contrats de Service	14-15 oct. • 2-3 déc. 2010
ITIL : la mise en œuvre	25-26 novembre 2010
Gestion de Portefeuille de Projets : l'état de l'art	25-26 novembre 2010
PMO : la mise en œuvre	18-19 novembre 2010
La Maîtrise d'Ouvrage en 2010	14-15 oct. • 9-10 déc. 2010
L'Audit Informatique en 2010	2-3 décembre 2010
Le Contrôle de Gestion de l'Informatique	25-26 novembre 2010
ROI, Valeur et Coûts du SI	19-20 oct. • 14-15 déc. 2010
Les Contrats Informatiques en 2010	23-24 novembre 2010
Green IT et réduction des coûts informatiques	2-3 décembre 2010
Outsourcing : l'état de l'art en 2010	4-5 novembre 2010
Gestion de Parc et Assistance Utilisateurs	16-17 novembre 2010
Help Desk : l'état de l'art	18-19 novembre 2010
Exploitation/Production Informatique en 2010	15-17 novembre 2010
Sécurité des Systèmes d'Information	11-13 oct. • 6-8 déc. 2010
Continuité Informatique / PRA	9-10 décembre 2010
Plan de Continuité d'Activité/Gestion de Crise	7-8 oct. • 2-3 déc. 2010
ISO 27001/27002 et "best practices" en Sécurité	18-19 novembre 2010

> Architectures et Réseaux

Architecture d'Entreprise et SI	23-24 novembre 2010
SOA : l'état de l'art	14-15 oct. • 9-10 déc. 2010
Processus et BPM : l'état de l'art	4-6 oct. • 29 nov.-1er déc. 2010
ESB, Intégration et Orchestration de Services	18-19 novembre 2010
Référentiels d'Entreprise : l'état de l'art	25-26 novembre 2010
Intégration de Données d'Entreprise	4-5 novembre 2010
Virtualisation : technologies et mise en œuvre	7-8 oct. • 2-3 déc. 2010
Postes de Travail : réduire les coûts en 2010	25-26 novembre 2010
Cloud Computing : l'état de l'art	23-24 novembre 2010
Architectures d'Applications Distribuées	22-24 novembre 2010
Gérer la Performance des Applications et du SI	25-26 novembre 2010
Réseaux et Télécoms : les tendances, les choix	22-24 novembre 2010
Téléphonie sur IP	25-26 novembre 2010
Sécurité : mobilité, sans-fil et VPN	4-5 novembre 2010
Sécurité Web : l'état de l'art	23-24 novembre 2010
SAN/NAS : état de l'art des Réseaux de Stockage	22-24 novembre 2010

> Techniques et Applications

Portails d'Entreprise : l'état de l'art	23-24 novembre 2010
Internet : la synthèse 2010	18-19 novembre 2010
Internet Mobile : l'état de l'art	8-10 novembre 2010
Web 2.0 : les usages professionnels en 2010	25-26 novembre 2010
Webmarketing : l'état de l'art	8-10 novembre 2010
Réussir et Gérer un Site Web	9-10 décembre 2010
Moteurs de Recherche d'Entreprise : l'état de l'art	2-3 décembre 2010
Les ERP/Progiciels Intégrés en 2010	23-24 novembre 2010
Dématérialisation : l'état de l'art	18-19 novembre 2010
Bases de Données : la synthèse	8-10 novembre 2010
Décisionnel : l'état de l'art	18-20 oct. • 13-15 déc. 2010
CRM et e-CRM	25-26 novembre 2010
Knowledge Management : l'état de l'art	18-19 novembre 2010
Projets Collaboratifs : l'état de l'art	4-5 novembre 2010
ECM (Entreprise Content Management)	9-10 décembre 2010
GED (Gestion Electronique de Documents)	16-17 novembre 2010
Archivage Electronique en 2010	23-24 novembre 2010

> Les Passeports

Systèmes d'Information : les 3 prochaines années	11-13 oct. • 6-8 déc. 2010
Passeport Réseaux & Télécoms	18-20 oct. • 13-15 déc. 2010
Passeport Consultant	18-20 oct. • 6-8 déc. 2010
Passeport MBA	15-17 novembre 2010
Passeport Comptabilité & Finance	18-20 oct. • 6-8 déc. 2010
La Banque en 3 jours	4-6 oct. • 13-15 déc. 2010
La Gestion du Stress	25-26 novembre 2010
Passeport Efficacité Personnelle	11-13 oct. • 8-10 nov. 2010
Passeport Management	18-20 oct. • 15-17 nov. 2010

Durée 14 h (séminaire de 2 jours) ou 21h (séminaire de 3 jours).
Formations éligibles au DIF.

Renseignements et inscriptions :
Véronique Groud
Tél. : 01 44 74 24 10
veronique.groud@capgemini.com
www.institut.capgemini.fr

Capgemini
CONSULTING.TECHNOLOGY.OUTSOURCING

ENTREPRISE 2.0

GDF Suez réunit en une journée 200 000 collaborateurs

Après une fusion délicate en 2008, le géant de l'énergie a organisé un brainstorming mondial afin de faire émerger les nouvelles valeurs du groupe. Pour y parvenir : une plate-forme collaborative web 2.0 et six mois de préparation.

Comment réaliser un événement fédérant l'ensemble des collaborateurs quand on est un groupe de 200 000 personnes réparties dans 60 pays ? Deux ans après l'annonce, en 2006, de leur rapprochement, Gaz de France et Suez fusionnent pour devenir un des leaders mondiaux de l'énergie. *« Si les valeurs passées des deux groupes sont proches, le comité exécutif ne s'est pas pour autant contenté de les juxtaposer. En leur conférant un rôle moteur, il a souhaité voir émerger une culture commune. Ceci d'une manière innovante, en invitant tous les collaborateurs, quel que soit leur pays ou leur entité, à exprimer leur perception du groupe et leurs attentes »*, résume Romain Petit, chargé de mission au sein de la direction de la communication et de la communication financière de GDF Suez.

Une journée d'échanges en temps réel

L'idée d'un intranet collaboratif, accessible à tous, surgit très vite. Mais en 2008, la fusion est encore toute récente et il est trop tôt pour imaginer la mise en place d'un système de cette envergure, qui nécessiterait aussi beaucoup de temps. Décision est prise d'organiser une journée fédératrice, le forum des valeurs, en recourant à des outils collaboratifs. *« Nous recherchions une plate-forme suffisamment robuste et sécurisée pour que chacun participe individuellement au projet, qu'il n'y ait pas d'intrusion externe, et pour que le forum des valeurs couvre, le jour J, l'ensemble des fuseaux horaires de la planète »*, raconte l'intéressé.

Au-delà de l'accessibilité, il fallait un outil collaboratif qui aide chacun à discuter en temps réel avec ses collègues, à l'autre bout du monde. Le groupe opte alors pour la plate-forme collaborative web 2.0 de Multilogue.

Le 3 mars 2009, les patrons du groupe adressent un mailing aux collaborateurs, afin de les inciter à se connecter à l'espace de travail depuis leur poste, pour ceux qui en sont équipés. Lors de la connexion, chacun est invité à choisir la langue d'utilisation et à renseigner un formulaire de profil limité (âge, pays, entité…). Alors l'échange commence, en « live », au sein de salles de discussions thématiques virtuelles : « Qui voulons-nous être ? » « Qu'avons-nous en commun dans la façon de pratiquer nos métiers ? » Etc. Environ 70 modérateurs, issus des filières RH et communication, ou des déontologues, regroupés dans un « hub room » au siège, scrutent les messages et identifient les commentaires sortant du cadre du réglement d'utilisation du forum des valeurs (propos diffamatoires, injurieux, etc.). Une charte à laquelle chaque collaborateur a adhéré en se connectant à la plate-forme. Pour ceux qui ne disposent pas d'un poste informatique, le groupe a organisé des ateliers physiques, animés par les managers de proximité qui réunissent leurs équipes et les fait plancher sur les thèmes du forum.

Une dizaine de personnes au pilotage et 500 ambassadeurs internes ont œuvré pendant six mois

Un seul jour fondateur…mais six mois de travail intense en amont. La direction de la communication a piloté l'opération. Une équipe projet a été constituée, composée d'une petite dizaine de personnes issues principalement de la DSI et de la communication. En outre, un « réseau forum des valeurs » a rassemblé près de 150 salariés provenant des filières management, communication et RH du groupe. Leur mission : répercuter les informations auprès d'un deuxième cercle d'environ 500 collaborateurs représentatifs des différentes branches et entités du groupe. Une adresse de messagerie électronique collective a été créée afin d'informer régulièrement l'ensemble des membres du réseau sur les avancées du projet. Chacun était ainsi en mesure de remonter ses questions à la direction de la communication, qui y répondait directement ou par le biais de bilans réguliers adressés à tous.

En cours de projet, deux webcasts (échanges par vidéo en direct sur internet) ont par ailleurs été organisés de façon à partager les grandes avancées avec tous les collaborateurs impliqués. L'opération n'aurait sans doute pas connu un tel succès sans la mobilisation initiale et la forte implication des 19 membres du comité exécutif, qui ont incité l'ensemble des cadres dirigeants du groupe à promouvoir l'événement auprès de leurs équipes et à y participer eux-mêmes. La direction de la communication a travaillé main dans la

L'ENTREPRISE

GDF Suez
Création : juillet 2008.
Activité : fournisseur d'énergie et de services.
Siège : Paris (75).
CA 2009 : 79,9 Md€.
Effectif : 200 650 collaborateurs dans près de 60 pays.

LE PROJET

Objectif : faire émerger les nouvelles valeurs du groupe GDF Suez.
Solution déployée : plate-forme collaborative web 2.0 de Multilogue.
Difficultés rencontrées : mobiliser l'ensemble des salariés ; analyser des milliers de contributions déposées sur la plate-forme en tenant compte des spécificités culturelles.

ETIENNE DE MALGLAIVE

Au siège de Paris, une salle de pilotage dotée de grands écrans plasma pour suivre le nombre de connexions, rassemblait équipe pilote et modérateurs.

main avec la DSI, dès le démarrage du projet. Des correspondants systèmes d'information, répartis à travers tout le groupe, se sont assurés de la faisabilité technique du cahier des charges (serveurs, sécurité…).

Respecter les différences culturelles

La principale difficulté du projet était de n'exclure personne du dispositif. La question de l'accessibilité au forum apparaissait donc cruciale, quels que soient la configuration du poste de travail du collaborateur, son pays et son entité. Ce qui n'était pas une mince affaire après une fusion d'envergure, qui a nécessité le rapprochement de multiples systèmes d'information. « *Un véritable casse-tête, mais un beau défi technologique à relever pour des équipes qui apprenaient tout juste à travailler ensemble* », assure Romain Petit.

Autre challenge, traiter les milliers d'échanges en plusieurs langues afin qu'émergent les valeurs essentielles. Une équipe de linguistes a analysé les contributions des collaborateurs dans leur langue respective, pour respecter leurs sensibilités culturelles et linguistiques. Puis un traitement sémantique informatique a fait ressortir 13 familles de mots clés, symbolisant les grandes attentes des salariés, leurs perceptions du groupe, ses missions et son avenir. Quatre thématiques se sont détachées, donnant naissance aux quatre « nouvelles » valeurs du groupe : exigence, engagement, audace et cohésion.

Grâce à ce dispositif, les responsables RH disposent d'une mine d'informations, et ce pour un investissement modéré

Pour Romain Petit, ce type de dispositif est intéressant, notamment son ratio entre le faible coût unitaire par contributeur et le bénéfice à long terme que représente la matière recueillie. Auparavant, ce type de démarche « bottom up » était conduit via des programmes d'études qualitatives et/ou quantitatives. Occasionnant un réel coût financier, surtout lorsqu'il s'agissait de les déployer sur plusieurs pays. « *Les contributions nous ont aussi fourni une matière riche sur l'entreprise, ses sensibilités, l'image que les salariés ont de GDF Suez et de son avenir. Cette " bible " nous aide aujourd'hui à cadrer nos actions de communication interne au plus près des préoccupations réelles et des attentes de nos collaborateurs* », explique-t-il. Les retombées d'un tel exercice participatif en termes d'adhésion et de mobilisation interne s'avèrent donc largement positives. GDF Suez a lancé dernièrement son premier baromètre interne, qui a révélé que 78 % des employés approuvaient pleinement les valeurs du groupe.

Reste, dans la pratique, à faire vivre ces valeurs et à agir pour que chacun se les approprie. Ainsi, elles se sont vues progressivement inscrites et détaillées dans l'ensemble des documents de référence et de présentation du groupe, à commencer par la charte éthique, mais aussi le site internet, l'intranet, le rapport annuel, ou encore la brochure institutionnelle. ■ SANDRINE CHICAUD

CALENDRIER

J-6 mois : démarrage du projet avec la création d'un « comité forum des valeurs », et par la suite d'un réseau d'ambassadeurs internes (500 salariés à travers le monde).
J-30 jours : début de la campagne de mobilisation interne.
J-6 jours : présentation de la plate-forme participative aux collaborateurs.
3 mars 2009 : Jour J du forum des valeurs, qui a duré vingt-quatre heures.
25 mai 2009 : révélation des quatre valeurs de GDF Suez (exigence, engagement, audace, cohésion) à l'ensemble des collaborateurs par Gérard Mestrallet et Jean-François Cirelli.

CHIFFRES CLÉS

- **200 000 collaborateurs** du groupe (dont plus des trois quarts connectés) ont été invités à s'exprimer pendant vingt-quatre heures et en 12 langues.
- **52 000 visiteurs.**
- **15 000 contributions** recueillies.
- **600 restitutions d'ateliers off line** pour les collaborateurs ne disposant pas d'une connexion informatique.

RESSOURCES HUMAINES Les applications en mode hébergé autorisent des déploiements rapides

Kiloutou choisit la location pour son application de gestion des talents

La société Kiloutou est plutôt bien équipée en matière d'outils informatiques RH. Lancée en 1996 avec la gestion administrative et celle de la paie de HR Access, la plate-forme du loueur s'est, depuis, constamment enrichie : gestion des notes de frais en 2000, outil d'e-learning en 2002, construction des budgets et des business plan en 2003 et 2004, saisie des congés en 2005. Depuis 2004, elle accueille également un module d'élection des représentants du personnel et des enquêtes d'opinion internes, dont chaque édition recueille plus de 65 % de participation.
En 2007, le prochain chantier de développement est identifié : ce sera la gestion des carrières (entretien d'évaluation et référentiel de compétences). Mais la crise de 2008 brise l'élan des responsables RH, qui se voient confrontés à un nouveau problème : HR Access annonce que la maintenance de la version 3.i, sur laquelle repose la plate-forme de Kiloutou, ne sera plus assurée à partir de 2012. « *Nous nous sommes demandés s'il fallait continuer avec cette solution, opter pour un autre éditeur, ou développer en interne* », se souvient David Lamiaux, DRH de Kiloutou.

Le processus d'entretien s'appuie sur un formulaire identique pour tous les collaborateurs

Un audit du système d'information de gestion des ressources humaines (SIRH) est alors conduit et en révèle les bonnes performances. L'entreprise choisit donc de migrer sur HRa Suite 7, mais seulement en 2011. Cependant, elle ne souhaite pas attendre cette nouvelle version pour bénéficier de la gestion des carrières. Elle décide donc de souscrire à une offre Saas (Software as a Service). Fin 2009, un appel d'offres est lancé et Talentsoft remporte le projet face à Stepstone. « *La souplesse de la solution, son ergonomie et son évolution vers l'intégration d'autres outils, comme la gestion des formations, nous ont convaincus* », indique Benoît Pacceu, responsable du recrutement et de la formation chez Kiloutou. Les responsables RH réfléchissent alors au processus de gestion de carrières. En 2008, ils refondent l'architecture et le contenu des entretiens annuels, puis lancent, en 2009, les revues d'effectif sur l'ensemble des régions. « *Nous ne sommes donc pas partis de rien* », souligne Benoît Pacceu.
Dans sa nouvelle approche, Kiloutou décide de construire un processus d'entretien s'appuyant sur un formulaire identique pour tous les collaborateurs et, en parallèle, d'élaborer un référentiel emplois-compétences. « *L'idée était de bénéficier, durant la campagne d'entretiens, du travail réalisé sur le référentiel emplois-compétences, en intégrant automatiquement dans le formulaire les aptitudes liées au métier et au rôle du collaborateur. Kiloutou a ainsi bénéficié d'un questionnaire unique, mais personnalisé* », explique Alexandre Pachulski, directeur produits chez Talentsoft. Les données administratives des salariés et les éléments d'analyse associés ont, eux, été extraits de la plate-forme existante grâce à des interfaces développées par l'éditeur.

DR
Dès janvier 2011, les 700 managers du loueur bénéficieront de cet outil d'aide à la décision.

L'ENTREPRISE

Kiloutou
Activité : location de matériels pour BTP à destination des professionnels et des particuliers.
Effectif : 2 300 collaborateurs.
CA 2009 : 265 M€.

LE PROJET

Problème à résoudre : optimiser la gestion des ressources humaines en ajoutant un module carrières à sa plate-forme SIRH, bâtie sur HR Access. Le tout en attendant la migration de cette dernière vers une version plus récente.
Solution déployée : outil de gestion des carrières de Talentsoft en mode Saas. Location annuelle sur la base du nombre de personnes gérées.

Des tableaux de bord personnalisables

Kiloutou a par ailleurs obtenu de Talentsoft qu'il revoie la fonctionnalité « organigramme de remplacement ». « *Nous souhaitions obtenir une présentation par pictogrammes afin d'être en mesure de visualiser, en un coup d'œil, toute l'information relative aux mouvements des cadres de l'entreprise*, indique David Lamiaux. *Grâce à ce réajustement, et à des fonctionnalités comme les simulations de « passerelles emplois », la solution est une véritable aide à la décision.* » De plus, les tableaux de bord sont évolutifs et personnalisables par tout administrateur RH, moyennant une formation de quarante-huit heures. « *Aucune intervention de Talensoft n'est nécessaire* », insiste Alexandre Pachulski.
La solution sera déployée en novembre dans la région pilote Nord Champagne. Ensuite, parallèlement aux fiches emploi (les référentiels de compétences), elle sera progressivement mise à disposition des 700 managers concernés, à partir de janvier 2011. Et le retour sur investissement ? « *Nous n'avons pas vraiment réalisé d'économies, mais nous attendons beaucoup en termes de gain de temps pour nos managers, et d'aide à la décision pour l'évolution des carrières de nos collaborateurs* », confie David Lamiaux.

JULIETTE FAUCHET

INTERVIEW

« Pour nous, la dématérialisation est un argument de vente »

ANTOINE DE NOYER, directeur financier France de Carlson Wagonlit Travel, dématérialise 90 % de ses factures fournisseur et 20 % de ses factures client.

Vous dématérialisez vos factures depuis deux ans. Quels gains avez-vous constatés ?

ANTOINE DE NOYER : Les principaux avantages sont liés aux économies de papier, de toner et de frais postaux, mais aussi à l'organisation du travail puisque la dématérialisation élimine les tâches sans valeur ajoutée. La sécurité est, de plus, améliorée : un envoi électronique s'avère plus fiable que son équivalent postal. Enfin, la traçabilité est meilleure et le client ne peut plus prétendre qu'il n'a pas reçu la facture. Ces documents sont stockés sur les serveurs d'Accelya, notre prestataire. Nos clients y accèdent depuis le portail d'Accelya, ce qui nous évite de les rechercher nous-mêmes et de faire, le cas échéant, des duplicatas. Ce service est gratuit : nous proposons la dématérialisation des factures au format EDI ou PDF sans surcoût supplémentaire. Et, au final, nous utilisons la dématérialisation comme un argument de vente.

Quel a été le déclencheur ?

ADN : Le projet a démarré suite à la sollicitation de notre client France Télécom. Nous avons ensuite étendu le principe à d'autres. Mais cette démarche leur demande une certaine maturité, notamment pour intégrer les fichiers dans leur système d'information. Nous proposons donc les factures sous forme de PDF signés aux clients de taille moins importante, cette solution étant aussi acceptée par l'administration fiscale.

Quel volume de factures dématérialisez-vous ?

ADN : Nous dématérialisons 20 % des cinq millions de factures émises chaque année : 13 % en PDF signé et 7 % en EDI. Deux facteurs freinent une plus grande adoption. Chez certains clients, d'une part, le processus de facturation ne se dématérialise pas facilement. Il implique, par exemple, que l'ordre d'émission soit agrafé à la facture : mélanger ainsi les chaînes de facturation et de commande n'est pas aisé sur le plan informatique. D'autre part, certains clients préfèrent ne pas changer leur flux d'approbation des factures lorsqu'il fonctionne correctement.

Comment persuadez-vous vos clients d'accepter la dématérialisation de vos factures ?

ADN : Nous avons une démarche structurée et volontariste pour faire passer nos clients en PDF signé. Nous leur envoyons un courrier indiquant que, sauf avis contraire de leur part, un mois plus tard, ils recevront leurs factures sous forme électronique. Le taux de conversion est très élevé. Dans un premier temps, nous analysons leurs process afin d'être certains qu'ils sont capables de gérer des factures électroniques. Nous ne ciblons donc que les clients pour lesquels ce procédé ne sera pas un problème. De fait, seuls 10 % de ceux qui acceptent la dématérialisation nous demandent de revenir en arrière et de recevoir leurs factures sous forme papier.

Que se passe-t-il pour vos clients si vous arrêtez d'être leur fournisseur ?

ADN : Le contrat que nous avons signé avec Accelya impose qu'il garantisse à nos clients la conservation des preuves indispensables à l'administration fiscale pendant la durée légale nécessaire.

L'impact sur votre entreprise a-t-il été important ?

ADN : Oui. Au lieu d'avoir du personnel affecté à l'impression, à la mise sous pli et à l'envoi postal des factures, nous gérons des fichiers numériques. Nous pouvons donc réaffecter certaines personnes à d'autres tâches moins routinières.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE JUNG

BIO EXPRESS

48 ans. Ingénieur civil des mines (1985) et diplômé de l'Insead (2003).
De 1987 à 1993 : consultant, Arthur Andersen.
De 1993 à 1996 : secrétaire général de Crédit Suisse First Boston pour la France.
De 1996 à 2008 : directeur financier, puis directeur général adjoint des filiales italienne et américaine de Hachette Filipacchi Medias.
Depuis 2008 : directeur financier France de Carlson Wagonlit Travel.

NIELS STOLTENBORG

RENCONTRE HUBERT TOURNIER, dosi adjoint du Groupement des Mousquetaires

Directeur informatique le jour, développeur open source la nuit

Adjoint du directeur de l'organisation et des systèmes d'information de la chaîne de grande distribution Les Mousquetaires et directeur du conseil de sa filiale informatique, Hubert Tournier réussit à mener ses activités de façon cohérente.

« Il est aujourd'hui primordial que les DSI aient de bonnes relations avec leurs clients internes et que leur valeur ajoutée soit reconnue. *Il en va de leur survie, surtout depuis le développement du cloud computing et du Saas (Software as a Service)*, souligne Hubert Tournier. *Cela est d'autant plus crucial dans une entreprise de notre taille (plus de 130 000 collaborateurs).* » Dosi (directeur de l'organisation et des systèmes d'information) adjoint du Groupement des Mousquetaires – Intermarché, Netto, Restaumarché, Bricomarché, Roady… – et directeur du conseil de la Stime, la filiale informatique interne du groupe, il exerce deux missions principales et complémentaires, à l'attention des informaticiens internes d'une part, et des métiers d'autre part.

La confiance avant tout

Ces missions sont reliées entre elles par un fil d'Ariane : sa conviction de l'« *importance des relations de confiance* ». En deux ans, il en a tissées, bien sûr, aussi bien avec les directions métier qu'avec la quinzaine de membres de la dosi. Pour cela, son expérience précédente lui a servi : lorsqu'il était consultant du cabinet Deloitte, il a fait partie des créateurs de l'activité gouvernance des systèmes d'information au milieu des années 2000, figurant ainsi parmi les pionniers de cette spécialité.

Au sein du Groupement des Mousquetaires, la gouvernance des systèmes d'information est répartie entre plusieurs personnes, sous la houlette de Georges Epinette, le dosi. Fort de ses capacités de conseil, Hubert Tournier y contribue activement, notamment avec la mise au point d'un processus de gestion des demandes des métiers. Une bonne occasion pour lui de rencontrer les directeurs concernés et de tisser des liens de confiance avec eux. « *Au fil de mon parcours, j'ai travaillé dans les services des études, de l'exploitation et du support. Il est donc plus facile pour moi de comprendre les différents métiers de l'informatique* », souligne-t-il.

> « J'essaie toujours de trouver un maillage entre mes différentes missions »

Contributeur open source depuis plus de vingt ans – une activité à laquelle il se consacre la nuit ou pendant ses moments de loisirs –, il a également développé, l'an dernier, une solution de cloud computing libre, destinée aux métiers de l'entreprise. Il l'a testée auprès des équipes de la Stime. Celles-ci ont ainsi pu appréhender concrètement les changements que ce nouveau modèle entraîne dans leur façon de travailler. Ce fut aussi un moyen de provoquer rapidement des échanges sur le sujet, dans le but d'une adhésion plus rapide par la suite.

Le développement n'est pas la seule des activités annexes qu'exerce Hubert Tournier. Fort de sa connaissance de la gouvernance des systèmes d'information, il continue à s'investir dans ce domaine au sein de l'Afai (Association française de l'audit et du conseil informatiques), dont il est devenu administrateur en 2009.

Le goût de la transmission du savoir

C'est également sur ce thème qu'il dispense aujourd'hui des cours à l'université Paris-Dauphine, à raison de quarante-huit heures par an. Il a d'abord enseigné l'audit de la sécurité des systèmes d'information dans le cadre du Master 2, sous l'intitulé de Système d'information de l'entre-

SES CONSEILS

- Mettre à profit ses passions dans ses activités professionnelles.
- Garder son enthousiasme en toutes circonstances.
- Savoir être patient et persévérant.
- Faire preuve d'adaptabilité.

SON PARCOURS

1995 : diplôme d'ingénieur, spécialité informatique (UTC de Compiègne).
De 1995 à 1999 : ingénieur d'études, architecte et expert technique, puis chef de projet chez GSI Tecsi.
De 1999 à 2008 : Senior Manager chez Deloitte.
Depuis janvier 2009 : dosi adjoint du Groupement des Mousquetaires et directeur du conseil à la Stime.

BERNARD GOUEDARD

Une des activités annexes d'Hubert Tournier : enseigner la gouvernance des SI à Paris-Dauphine.

prise étendue : audit et conseil. Depuis 2009, il explique la gouvernance des systèmes d'information en Master 1 et 2. Sa volonté de diffusion du savoir se manifeste également dans sa participation à la rédaction de publications émanant de plusieurs associations professionnelles comme l'Afai ou l'AESCM (Association eSourcing Capability Model).

« *Il est difficile d'évaluer le temps moyen que je consacre à chacune de mes activités,* souligne Hubert Tournier. *Tout est entrelacé et cela dépend beaucoup du rythme auquel les informaticiens ou les directions métier vont s'adapter aux changements. Mais j'essaie toujours de trouver un maillage entre mes différentes missions.* » Titulaire du Cisa (certificat d'audit des systèmes d'information), l'ex-consultant de Deloitte a été entraîné à repérer les situations risquées. Un savoir-faire qui entre dans sa mission de conseiller et dont il peut faire profiter à la fois les clients internes, les managers de la Stime et même son supérieur hiérarchique.

Un responsable opérationnel chargé d'aplanir les difficultés

Georges Epinette, fortement mobilisé par la direction générale de la Stime, lui a d'ailleurs délégué la responsabilité opérationnelle du département. Hubert Tournier se flatte d'avoir développé en deux ans une certaine complicité avec son patron, qui lui accorde toute l'autonomie nécessaire. En échange, l'adjoint s'emploie à aplanir le plus possible les difficultés. Mais pour être sûr de lui faire son reporting en toute tranquillité, Hubert Tournier essaie d'accompagner aussi souvent qu'il le peut les déplacements du dosi entre les deux sites de Montrouge et de Bondoufle. Et à cette occasion, il ajuste sa dernière casquette, celle de… chauffeur. ■

CHRISTINE PERESSINI

L'AVIS DU CONSULTANT RH

N. STOLTENBORG

Axel Tannières, du cabinet Antarès Informatique

Hubert Tournier accompagne une évolution profonde de la fonction informatique. Il travaille, avec raison, sur la valeur ajoutée apportée par l'informatique. Il œuvre pour que la fonction ne soit plus perçue comme un centre de coûts. Cette notion de création de valeur joue aujourd'hui un rôle décisif dans le pilotage des activités des grands groupes de distribution. Or, pour mieux « vendre » l'informatique aux directions métier, des qualités de communication et de pédagogie sont essentielles.

En termes de carrière, tout lui est ouvert. Avec un tel parcours, riche et varié, accéléré par un passage dans un grand cabinet de conseil, il pourra évoluer naturellement vers un poste de directeur de l'organisation ou de directeur des systèmes d'information à part entière. Mais il semble aussi tout à fait apte à piloter des audits, informatiques ou général, ou bien encore à conduire des chantiers d'urbanisation du système d'information, selon l'organisation de l'entreprise. Enfin, rien ne lui interdit de viser la direction générale, peut-être après une étape d'une année ou deux en tant qu'adjoint.

À LIRE

En marge de son rôle d'administrateur de l'Afai, Hubert Tournier participe à la rédaction des publications de cette association. Notamment dans le domaine du pilotage et de la gouvernance. Il a ainsi contribué à un guide de référence intitulé

Le Pilotage du SI par l'entreprise, ouvrage collectif dirigé par Pierre Calvanese et Jean-Louis Leignel, qui devrait paraître très prochainement.

NUL N'EST CENSÉ...

Protection des consommateurs

Le 18 mai dernier, le Conseil national de la consommation (CNC) a publié un avis ainsi qu'un rapport sur la protection des données personnelles des consommateurs. Parmi les 27 propositions figurent notamment la sensibilisation des consommateurs sur les risques de communication de leurs données personnelles sur internet, le soutien à la lutte contre le spam, et l'encouragement à la nomination d'un correspondant informatique et libertés. Le CNC devrait dresser, en collaboration avec la Cnil, un bilan de la mise en œuvre de cet avis en 2012. Avis et rapport sont disponibles sur http://goo.gl/wB8S.

Surveillance policière par GPS

Dans un arrêt du 2 septembre, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a estimé que la surveillance par GPS d'une personne soupçonnée d'infractions graves était proportionnée aux buts poursuivis. En l'occurrence, la police judiciaire allemande avait suivi les déplacements de la voiture d'un complice présumé dans le cadre d'une enquête sur des tentatives de meurtre et de prévention d'attentats à la bombe. La Cour ne juge pas nécessaire d'appliquer les mêmes garanties que celles qu'elle a développées dans sa jurisprudence sur la surveillance des télécommunications. L'arrêt à consulter sur http://goo.gl/gCyx.

Le Sénat américain lutte contre le piratage

Un projet de loi a été déposé au Sénat américain le 20 septembre, afin de lutter contre le piratage informatique. Le texte prévoit notamment de faciliter la procédure judiciaire visant à agir contre les sites autorisant les téléchargements illégaux et le piratage informatique. Le projet envisage aussi la possibilité d'intenter des actions en justice contre des propriétaires de noms de domaine soupçonnés de contrevenir au droit d'auteur (http://goo.gl/q790).

JURIDIQUE

DR

Christiane Féral-Schuhl,
avocate à la cour, et associée fondatrice du cabinet Féral-Schuhl Sainte-Marie

Loppsi 2 : renforcement du dispositif sécuritaire

LE FAIT : le Sénat a adopté en première lecture le texte de la Loppsi 2. La philosophie sécuritaire de la loi reste inchangée. En revanche, les fournisseurs d'accès sont mis au cœur du dispositif de lutte contre les contenus illicites.

La deuxième Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (Loppsi) a été votée en première lecture par le Sénat. Celle-ci s'inscrit dans une succession de réformes du dispositif pénal, mais son objectif sécuritaire est confirmé et, à certains égards, accentué.

De nouveaux outils d'investigation

Les moyens d'investigation des autorités chargées d'enquête sont désormais facilités par des logiciels espions et par la constitution de nouveaux fichiers de police. Les « mouchards » seront capables de collecter toutes les données des systèmes telles qu'elles « *s'affichent au même moment pour l'utilisateur sur son écran ou telles qu'il les introduit dans l'ordinateur* ». Ceci inclut donc l'historique de navigation ou les contenus non enregistrés.

Si la liste des infractions pour lesquelles le recours à ces « mouchards » est pour l'instant limitée, beaucoup craignent une extension des cas d'utilisation autorisés à ces dispositifs. Les fichiers de police serviront notamment à développer les « analyses sérielles », en établissant des liens entre les individus et les événements.

Le filtrage par les FAI

Pour lutter contre les contenus illicites sur le net, le texte prévoit que les fournisseurs d'accès (FAI) doivent empêcher sans délai l'accès aux contenus « *manifestement pédopornographiques* ». Le contrôle préalable de l'autorité judiciaire a été supprimé. Cette obligation à la charge des FAI marque un revirement par rapport au régime d'irresponsabilité de principe dont ils bénéficient dans la LCEN. Cette absence de contrôle de l'autorité judiciaire est susceptible d'être jugée inconstitutionnelle. On rappellera qu'en juin 2009, le Conseil constitutionnel avait censuré les dispositions permettant à une autorité administrative de couper l'accès à internet sans contrôle préalable du juge judiciaire.

Le texte a été renvoyé devant l'Assemblée nationale pour une seconde lecture. Le Sénat se prononcera ensuite à nouveau. La saga Loppsi 2 devrait donc se jouer en cinq actes, avec l'intervention finale du Conseil constitutionnel.

CHRISTIANE FÉRAL-SCHUHL

CE QU'IL FAUT RETENIR

La loppsi 2 votée en première lecture par le Sénat conserve son objectif sécuritaire. L'équilibre entre l'e-sécurité et l'e-liberté en est profondément modifié. Les FAI verront peut-être leur régime d'irresponsabilité de principe remis en question.

ÉVÉNEMENT 01
BUSINESS & TECHNOLOGIES

En partenariat avec

TRANSFORMATION – AGILITÉ – CROISSANCE

MÉTAMORPHOSE PME 2011

→ **DES DSI TÉMOIGNENT**
le jeudi 14 octobre 2010 | Pavillon d'Armenonville | Paris

Comment gagner en **agilité**, **transformer** l'entreprise et générer de la **croissance** ?

→ IT & croissance PME
→ Vers un système d'information 100% virtualisé ?
→ Maîtriser la croissance exponentielle de ses données
→ Optimisation & automatisation du SI de la PME

Avec notamment les témoignages des DSI d'Innothera, EAS, Viamedis Canal CE, Phone Marketing et Ekium.
Et les expertises de Philippe Tassin, ex DSI et **Mathieu Poujol**, Directeur Technologies – Pierre Audoin Consultants.

Programme détaillé et inscription sur www.01net.com/evenements01/pme2011/

conception & réalisation : pampa presse

DEUTSCHE TELEKOM AG

« A terme, tous les constructeurs auront leur App Store, et 10 % des 300 millions de conducteurs se laisseront tenter. »

Horst Leonberger, responsable véhicules intelligents chez T-Systems

ON EN PARLE

L'open source gagne la simulation de conduite. Le point sur RoadXML, format de description des réseaux routiers, et le logiciel OpenSD2S sur 01netpro (http://bit.ly/at2PR5).

EN CHIFFRE

**29,5 Md$** ont été dépensés en 2010 pour les loisirs embarqués. Les prix des systèmes de navigation baissant, il serait de 24,8 Md$ en 2015. Source : ABI Research

Automobile

Les constructeurs automobiles du XXIe siècle se doivent de concevoir et de fabriquer des modèles toujours plus sobres, plus verts, dotés d'équipements de confort et de sécurité de plus en plus sophistiqués. Et cela sur des cycles de plus en plus courts et en respectant l'environnement. Un paradoxe ! A l'occasion du Mondial de l'automobile, *01 Informatique* fait le point sur les dernières avancées technologiques dans ce domaine.

LA VOITURE ROULE AU NUMÉRIQUE

DOSSIER RÉALISÉ PAR ALAIN CLAPAUD, EDDYE DIBAR, GILBERT KALLENBORN ET BORIS MATHIEUX

« Lorsqu'un constructeur affiche 120 g de CO_2 émis/km, compter 20 % en plus pour la fabrication et autant pour la logistique. »

Jérémy Fain, fondateur de Verteego

TENDANCE

Face à un marché mondial en repli (- 4,1 % en 2009), les constructeurs doivent innover pour reconquérir les marchés américain et européen en baisse, respectivement de 16,7 et 14,6 %. Source : CCFA

EN CHIFFRE

9,23 millions de véhicules hybrides et **8,65 millions** de voitures électriques seront vendus d'ici à 2020 sur le marché mondial.

Source : HSBC

Innovation QUAND UN SIMPLE HABITACLE DEVIENT UN SALON MULTIMÉDIA

Le prix des systèmes de navigation est en chute libre. Les équipementiers doivent innover pour maintenir leurs marges.

Les systèmes de loisirs embarqués commencent à s'ouvrir et deviennent de véritables plates-formes applicatives.

Un vent nouveau souffle sur le bitume. Plus que jamais, l'industrie automobile s'appuie sur l'univers informatique pour faire évoluer ses voitures, que ce soit dans l'habitacle ou dans le moteur. Le tableau de bord du conducteur devient ainsi plus sophistiqué. Ford, par exemple, a introduit dans sa gamme des écrans LCD et tactiles, afin de faciliter la lecture des données mécaniques (vitesse, consommation, jauges…) et le contrôle des fonctionnalités annexes (audio, température, téléphone, navigation…). Avec l'apparition de systèmes d'affichage tête haute, une technologie issue des avions de chasse, le conducteur a désormais la possibilité de lire des informations de vitesse ou de navigation sur son pare-brise, donc sans quitter la route des yeux.

Le système ICP proposé par l'équipementier Delphi constitue une plate-forme où terminaux USB et smartphones peuvent se connecter au système multimédia.

PATRICK SAUTELET

DR

Davantage de loisirs numériques à bord

Mais la vraie bataille, c'est celle de l'« infotainment », l'électronique de loisirs. Ce domaine est bouleversé par la démocratisation des GPS portables, des smartphones et de leurs App Stores. Ces derniers, fournissant des applications low cost, concurrencent directement les systèmes embarqués, beaucoup plus coûteux. Du coup, le marché de l'infotainment souffre. Selon ABI Research, son chiffre d'affaires global devrait décroître, de 29,5 milliards de dollars en 2010 à 24,8 milliards en 2015.

Souhaitant préserver leurs marges et garder leurs clients, les acteurs de l'automobile cherchent à répliquer l'univers du mobile, avec ses applications et son écosystème de développeurs. « *Jusqu'à présent, les ordinateurs de bord étaient fermés. La future génération de produits proposera plus de flexibilité et de personnalisation* », explique Jean-François Lalande, Business Manager chez Altran Praxis. Les initiatives en la matière se multiplient, surtout du côté des sous-traitants. L'équipementier américain Delphi a présenté récemment un concept de plate-forme communicante, ICP (Information, Convenience and Protection) permettant de connecter les smartphones pour accéder, ainsi, à leurs applications et contenus multimédias. L'Allemand Continental, lui, a signé un partenariat avec T-Systems afin de fournir la plate-forme Autolinq, fondée sur Android, livrée avec une place de marché applicative et un kit SDK destiné aux développeurs.

Autre piste suivie par de nombreux constructeurs : l'accès internet par Wi-Fi à bord des véhi-

cules. BMW a annoncé très récemment que son option internet à bord était disponible en France sans abonnement. D'autres grands noms du secteur, comme PSA Peugeot Citroën et Audi, la proposent aussi, mais leurs offres nécessitent l'acquisition d'une clé 3G.
Il reste pourtant des obstacles à cette généralisation de l'infotainment, à commencer par le manque d'un standard de fait face à la multitude de systèmes différents (QNX, Windows Automotive, Android, etc.). Pour réduire les coûts, certains constructeurs et équipementiers se sont regroupés dans le consortium Genivi, dans le but de développer un système unique basé sur le Linux Meego d'Intel et de Nokia.

DR

L'option Wi-Fi embarqué se généralise chez les constructeurs (ici, une Audi A8), notamment pour leurs véhicules haut de gamme.

Des moteurs devenus riches en algorithmes

Côté moteur, l'innovation informatique n'est pas en reste. Elle sert surtout à faire cohabiter les anciens et les nouveaux « organes » de l'automobile. *« Avant, c'était simple : il y avait le moteur thermique, l'alternateur et le démarreur. Avec l'intégration des moteurs électriques, tout est devenu beaucoup plus complexe. Le pilotage informatique temps réel est désormais indispensable »*, explique Jean-Luc Hozé, directeur technique des solutions groupe chez Altran. Car les moteurs actuels utilisent de nombreux algorithmes pour calculer la répartition de la traction entre moteur thermique et moteur électrique ou encore l'autonomie de la batterie. Ainsi, il est désormais possible de faire intervenir le moteur électrique au moment précis d'un passage de vitesse, dans le seul but de palier la baisse de traction passagère due au découplage. *« L'objectif est l'agrément de la conduite, la fluidité, l'absence d'à-coups »*, souligne Jean-François Mariée, directeur de la branche programme chez Segula. Evidemment, dans ce domaine éminemment stratégique, pas question de coopérer. Les équipementiers sont propriétaires de leurs logiciels, et ils les gardent jalousement.

Simulation DES MODÈLES CONÇUS PLUS RAPIDEMENT ET POUR MOINS CHER

Les outils de maquettage 3D couvrent une part croissante du cycle de développement des véhicules.

Une course mondiale est engagée dans la mise en œuvre de simulateurs à hautes performances dynamiques.

Les simulateurs de conduite et le maquettage virtuel sont stratégiques pour les constructeurs automobiles. En réduisant le nombre de prototypes physiques et d'heures d'essais nécessaires à la conception d'un nouveau modèle, ils contribuent à diminuer les coûts et les délais de développement. Depuis la Laguna III, Renault et ses fournisseurs ont même supprimé l'étape du prototype physique dans l'élaboration des phares. *« Le design d'éclairage change de plus en plus souvent, au rythme des nouvelles générations de modèles,* explique Andras Kemeny, directeur du centre technique de simulation de la firme au losange. *Avec notre logiciel de simulation, nous reproduisons instantanément, et avec une grande précision, l'aspect visuel d'un faisceau de projecteur en images de synthèse, en prenant en compte les conditions météorologiques, l'éblouissement, ou encore les rotations des optiques. »*

Des essais virtuels en situation critique

Différents outils de simulation et de maquettage 3D couvrent maintenant une part croissante du cycle de conception des véhicules. Le centre de Renault dispose, par exemple, du simulateur

FUEL FRANCE

LA VIE OFFRE BIEN PLUS QU'UNE VOLVO. FAIRE UNE VÉRITABLE RENCONTRE PROFESSIONNELLE. CHERCHER UN PARTENAIRE ET TROUVER UN ALLIÉ. AVOIR ACCÈS À UNE GAMME DE VÉHICULES TOUJOURS PLUS PROPRES ET PLUS ÉCONOMIQUES. ÊTRE SÛR D'OPTIMISER SA TVS ET LES COÛTS D'ENTRETIEN DE SES VOITURES. S'ÉQUIPER D'UN VÉHICULE NE REJETANT QUE 99G DE CO_2/KM. **C'EST POURQUOI VOUS AVEZ CHOISI VOLVO AUTOMOBILES ENTREPRISE.**

3,8L/100KM

99G DE CO_2/KM

DRIVe

VOLVO C30 DRIVe STOP & START

VOLVO AUTOMOBILES ENTREPRISE. LA RELATION LONGUE DURÉE.

Volvo. for life

VOLVO

volvo-entreprise.com Consommation Euromix (l/100 km) : 3,8 - CO_2 rejeté (g/km) : 99. Volvo Automobiles France - RCS Versailles n° 479 807 141. 34 rue de la Croix de Fer - 78100 Saint-Germain-en-Laye.

RENAULT/CTS J-F RIVIERE

Le simulateur Ultimate, mis en œuvre par Renault, a l'avantage de rendre très réaliste les sensations kinesthésiques lors des essais. Une étape incontournable pour les tests de véhicules électriques.

La dernière évolution du logiciel Scaner réduit les temps de latence dans les mouvements du simulateur, améliorant ainsi le réalisme.

dynamique Cards, dont les techniciens se servent pour le développement, la mise au point de systèmes d'interaction homme-machine ou la réalisation d'essais virtuels en situation critique. Leur outil de présentation de véhicules P2V (Physical to Virtual) – en cours de remplacement par un outil de Dassault Systèmes – utilisait les composants géométriques CAO de la maquette numérique, tout en ajoutant textures et interactions pour juger la qualité perçue ou la vision à bord.
Toutefois, c'est le simulateur à hautes performances dynamique Ultimate qui représente l'investissement le plus conséquent. Entouré d'un écran panoramique, son poste de conduite générique est monté sur une plate-forme mobile à vérins sur six axes, elle-même supportée par une plate-forme mobile sur deux axes (X et Y), posée sur des rails de 7 m de long. Il existe plus d'une centaine de simulateurs dynamiques dans le monde, dont une dizaine réalisée à grande échelle et six qui peuvent se déplacer en X et Y comme Ultimate. Celui-ci, livré en 2004, commence à être dépassé par les nouveaux venus. Ses performances restent comparables à celles des modèles de PSA et Daimler, mais palissent face aux machines plus récentes développées pour l'université de l'Iowa, pour celle de Tongji, à Shanghai, ou encore pour le constructeur Toyota.
Ces nouveaux simulateurs bénéficient de déplacements en X et Y, pouvant aller jusqu'à 30 m de long, et de l'état de l'art en matière logicielle. C'est le cas du simulateur de Tongji, équipé de la dernière génération de Scaner, la solution développée conjointement par Renault et l'éditeur français Oktal. Cette évolution réduit le problème de latence responsable du « mal du simulateur ». Un ordonnanceur intégré a contribué à diminuer la latence à 40 ms pour le mouvement, 55 ms sur le plan visuel et 6 ms pour le retour d'effort du volant. Particulièrement sensibles sous Windows 7, ces progrès améliorent encore le réalisme du simulateur.

Un rapprochement indispensable entre Renault et PSA

Heureusement, il est désormais question que les groupes Renault et PSA unissent leurs forces pour bâtir un nouvel outil de simulation. Bénéficiant des dernières innovations de Scaner et d'une plate-forme mobile de premier ordre, il devrait rejoindre le peloton de tête des machines les plus performantes au monde.
L'enjeu est crucial. Chez Renault, le centre technique de simulation a contribué à diviser par deux le temps de développement des organes étudiés en une douzaine d'années. « *A chaque vague de tests, nous parvenons à éliminer 30 % de prototypes physiques* », illustre son patron. Or, il y a encore quelque temps, le développement d'un véhicule pouvait demander jusqu'à une centaine de ces prototypes physiques.

Conception L'ÉCODESIGN, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER L'AUTOMOBILE

L'avenir est aux véhicules moins polluants, composés de matériaux verts, plus facilement recyclables.

Pour cela, les constructeurs ont constitué des bases de données de nouvelles matières et exploitent de nouveaux logiciels de simulation pour créer la voiture de demain.

Le Mondial de l'automobile 2010 va voir les constructeurs dévoiler leurs modèles hybrides ou électriques. Beaucoup ne sont encore que des études de style, mais plusieurs vont entrer en production. C'est le cas de la Fluence ZE, de Renault, des hybrides électrique et diesel de PSA, et de la Bluecar de Bolloré. Le concept d'éco-conception progresse relativement lentement chez les grands noms de l'industrie automobile. Jusqu'au succès commercial (tardif) de la Toyota Prius, ils se sont montrés prudents en la matière. « *Les mesures fiscales ont donné la priorité au contrôle des émissions de CO_2 et les constructeurs se sont focalisés sur cette approche monocritère* », déplore Philippe Schiesser, directeur du cabinet de conseil en développement durable Ecoeff. Jérémy Fain, fondateur de Verteego, plate-forme de calcul du bilan carbone, ajoute : « *Lorsqu'un véhicule affiche 120 g de CO_2 émis pour 100 km, il faut y ajouter 20 % pour la fabrication et autant pour la logistique.* » Les industriels ont pris des initiatives mais leur tâche n'est pas facile : « *Evaluer l'impact sur l'environnement d'une voiture reste complexe : elle est composée de milliers de pièces, issues de multiples fournisseurs.* »

DR

Certaines fonctions des outils de CAO (ici Solidworks 2010) et des plates-formes de PLM savent évaluer l'impact environnemental d'une pièce dès sa conception.

DR

PSA utilise désormais des fibres naturelles dans la tablette arrière, le tablier et le tapis de coffre de la Citroën C4.

Les composants des voitures sous écosurveillance

Les réglementations européennes relatives aux substances dangereuses (ROHS et Reach) et au recyclage des véhicules (ELV) ont poussé les fabricants à mettre en place des logiciels de collecte de ces données auprès de leurs fournisseurs. L'éditeur PTC propose Insight Environmental Compliance, tandis qu'Enovia Materials Compliance Central a été mis au point par Dassault Systèmes. Jonathan Dutton, responsable du développement du marché auto chez ce dernier, souligne : « *Certains de nos clients n'ont rien fait, mais d'autres ont développé au fil du temps leurs propres bases de données. Ce qui demande aujourd'hui un travail fastidieux de migration.* » Une plate-forme commune, IMDS, a même été créée par EDS (désormais HP), mais celle-ci peine à rallier des constructeurs qui cultivent le secret. Les fabricants éliminent donc les substances dangereuses de leurs modèles et, en parallèle, cherchent à exploiter de plus en plus de composants naturels ou recyclés. Le groupe PSA a démarré son plan privilégiant les matériaux verts en juillet 2007. A l'époque, Peugeot Citroën avoue qu'il en intégrait 6 % dans les polymères de ses véhicules. Aujourd'hui, par exemple, ce type de matériau représente 11 % du poids des 170 kg de polymères d'une C3 Picasso. L'objectif du groupe est de porter, pour ses véhicules, cette part à 20 % à l'horizon 2011 et à 30 % en 2015.

Là encore, chaque constructeur veille jalousement sur sa base de matériaux de substitution. Un éditeur de logiciels de CAO, Solidworks, a décidé d'inclure directement des fonctions d'éco-

conception dans son logiciel destiné aux ingénieurs. L'idée étant de leur donner la possibilité de choisir parmi ces matériaux le plus en amont possible dans le développement d'un nouveau modèle. A chaque étape de la conception d'une pièce, le bilan carbone du design est calculé et peut ainsi être optimisé afin de minimiser son impact sur l'environnement. Le logiciel s'appuie sur des bases de données publiques ainsi que sur celle d'un spécialiste, PE International. L'approche est novatrice, mais il reste encore à convaincre les industriels.

Le durcissement progressif des normes de rejets des moteurs en CO_2 – aussi bien à essence que diesel – a poussé les constructeurs à optimiser leur fonctionnement. Non sans mal.

DR

La future usine de Renault à Tanger (Maroc) sera un établissement qualifié de « zéro carbone » et « zéro rejet de liquide industriel ».

Hybrides et électriques

« *Les fabricants avaient tendance à séparer le travail des équipes moteur, suspension et software,* explique Jonathan Dutton. *L'idée, c'est d'unifier ces domaines sur une même plate-forme. C'est ce que fait la mécatronique.* » La place de cette dernière interdisciplinarité croît avec l'arrivée de véhicules électriques et hybrides. La simulation s'étend désormais aux éléments mécaniques, électroniques et logiciels, mais concerne aussi le comportement des batteries, notamment du point de vue thermique, et même électromagnétique, puisque les constructeurs veulent désormais créer leurs propres moteurs électriques afin d'améliorer leurs performances énergétiques.

Production LA RFID AMÉLIORE LA VISIBILITÉ SUR L'ENSEMBLE DE LA CHAÎNE LOGISTIQUE

L'identification par radiofréquence (ou RFID) a longtemps été cantonnée au suivi d'opérations sur la chaîne de montage et à l'automatisation de la fabrication.

Elle prouve désormais sa valeur ajoutée sur la gestion de conteneurs, le pilotage des pièces détachées et la localisation.

Avec la RFID, la production automobile vit une nouvelle révolution. La première rupture a eu lieu dans les années 80, à la suite de l'adoption des systèmes à basse fréquence, qui ont participé à l'optimisation du suivi de fabrication en flux tendu. Ces dernières années, le changement est d'une ampleur encore plus grande car il concerne un plus grand nombre de processus. Les puces et les lecteurs sont à la fois moins coûteux et moins encombrants, tout en affichant des performances nettement supérieures en termes de distance et de vitesse de lecture. Ils autorisent ainsi les initiatives les plus variées. Grâce à la distance de lecture de plusieurs mètres rendue possible par l'UHF (ultra haute fréquence), Renault suit ainsi ses véhicules après leur tombée de chaîne mécanique, c'est-à-dire à partir du moment où ils roulent et jusqu'à la sortie d'usine. Auparavant, seules les « luges » ou les « balancelles » des chaînes étaient tracées en basse fréquence.

En production sur le site de Douai depuis 2008, cette nouvelle approche devrait être généralisée. Elle a déjà permis au constructeur d'augmenter sa productivité, de réduire ses délais de livraison et de fiabiliser ses données, en particulier lors des accélérations de cadence. En complément, Renault utilise un système de localisation sur les parcs de véhicules à retoucher.

Eviter les ruptures d'approvisionnement

La firme au losange exploite également un système de suivi de conteneurs réutilisables entre ses sites du Mans et de Flins. Ce projet vise à mieux piloter la chaîne logistique selon le principe du JIT/JIS (Just in Sequence/Just in Time), afin de réduire les stocks tout en évitant les ruptures d'approvisionnement. Autour d'un projet simi-

Grâce à la RFID, Renault suit ses véhicules après leur tombée de la chaîne.

DR

laire, Volkswagen a tagué 3 000 conteneurs réutilisables, et BMW plus de 400 000. Pour ce dernier, l'objectif est surtout de réduire le capital immobilisé en améliorant la visibilité des stocks et en augmentant le taux de rotation.
En Italie, Honda recourt à la RFID active pour piloter l'acheminement d'une quarantaine de pièces de motos jusqu'en pied de chaîne. En associant les lots de pièces utilisées avec chaque unité, le constructeur diminue par trois le coût de ses éventuels rappels tout en évitant les ruptures d'approvisionnement. Les équipementiers ne sont pas en reste. Chez Continental, deux applications de suivi de production ont été mises en œuvre. La gestion de stocks de produits semi-finis a été améliorée en apposant deux tags UHF passifs sur chaque nappes calandrées. Dans son usine d'Aix-la-Chapelle (Allemagne), la localisation et la recherche de 600 chariots de carcasses de pneu ont été optimisées à l'aide d'un tag actif et d'une infrastructure RTLS (Real-Time Locating Systems).

Des systèmes à toute épreuve

Robustes, les systèmes RFID tolèrent les conditions les plus extrêmes. Ainsi, Faurecia suit ses sièges en cabine de peinture malgré une température de 200° C pendant une heure, alors que le processus de soudure des allumeurs d'airbag Autoliv soumet les tags à une température de 250° C ! De la même manière, la RFID a su s'adapter aux conditions de poussière et d'humidité de la production automobile.
Mieux, la technologie apporte aujourd'hui sa valeur ajoutée au reste de la chaîne logistique. Cependant, les projets se limitent le plus souvent à la chaîne en boucle fermée, de rares cas de boucles semi-ouvertes émergeant avec la gestion de conteneurs. Les récentes recommandations de l'organisation européenne de standardisation Odette devraient toutefois aider à l'émergence de projets en boucle ouverte.

Usages LA GÉOLOCALISATION RÉVOLUTIONNE LA FAÇON DE CONSOMMER LA VOITURE

Gestion de flotte, écoconduite, assurance, les applications liées à la géolocalisation sont de plus en plus riches et complexes.

Des solutions de communications de véhicule à véhicule et de véhicule à infrastructure apparaissent pour réduire le nombre de décès sur les routes.

Banalisée avec la généralisation du GPS, la géolocalisation a donné naissance à une nouvelle génération d'applications de gestion de flotte de véhicules. « *Ces systèmes sont aujourd'hui enrichis de fonctionnalités qui complètent le noyau fonctionnel habituel : écoconduite, assistance, alertes diverses et variées…* », explique Thierry Pereault, directeur de l'innovation et des nouvelles offres chez Steria, une société de conseil en intégration de systèmes informatiques. Les assureurs ont su tirer parti de cette combinaison afin de créer un service à valeur ajouté. Certains d'entre eux (Solly Azar, Groupama…) proposent à leurs clients des offres de Pay as You Drive, pour lesquelles le conducteur paie en fonction de sa conduite

Travolution, d'Audi, sert à adapter la vitesse d'un véhicule en fonction de celui qui le précède.

(nombre de kilomètres parcourus, conduite de jour ou de nuit). Ecoconduite, optimisation des tournées ou location de voitures (Autolib) combinent également les données métier et la géolocalisation.

« La connectivité sans fil pose deux nouveaux défis majeurs. D'abord, l'entretien et la mise à jour des systèmes déployés. Un rappel de véhicule peut s'avérer très onéreux et compromettre la rentabilité. Des services de gestion réduisent les coûts d'exploitation grâce à un diagnostic et à une mise à jour logicielle, réalisés tous les deux à distance, souligne Andreas Kohn, directeur marketing automobile et transport chez Sierra Wireless, fabricant de modules machine to machine. *Ensuite, les cartes SIM servant à connecter un ordinateur de bord au système d'information du prestataire ou de l'entreprise doivent rester opérationnelles une dizaine d'années, donc résister à des conditions environnementales extrêmes (corrosion, humidité, chocs). »*

Le développement de la voiture communicante est un enjeu fort aux yeux des constructeurs et de la Commission européenne. Objectif : réduire le nombre de tués sur les routes. Avec un équipement d'appel d'urgence, la communication peut être établie, automatiquement ou manuellement, entre un véhicule accidenté ou présent sur le lieu et un centre d'assistance. A l'heure actuelle, de telles solutions sont privées, c'est-à-dire fournis par les fabricants de voitures. Plus de 750 000 véhicules du constructeur PSA en sont équipés et circulent en Europe. Ces systèmes sont tripartites : opérateur télécoms, automobile et assistance. *« L'opérateur effectue un premier niveau de qualification et redirige le conducteur vers l'assistance ou vers le dépannage »*, explique Jean-Marc Sarret, de la direction de la communication de PSA. La solution publique qui va être mise en place par les autorités européennes, appelée e-call, mettra en relation directement le conducteur avec les secours locaux (le 112).

Les applications de gestion de flotte – ici, e-Manager de Traquer – exploitent les capacités de géolocalisation des véhicules.

LES CONSTRUCTEURS ENCORE TIMIDES SUR LA VENTE EN LIGNE

Peugeotwebstore, Renaultshop ou Citroën.fr. Les sites des fabricants offrent la possibilité de configurer et de réserver des véhicules, mais pas encore d'effectuer un achat de bout en bout. Le client est systématiquement renvoyé vers un point de vente pour finaliser son acquisition

Des voitures communicantes pour une meilleure sécurité

La Commission européenne travaille sur ce sujet depuis 2003. Elle a approuvé le standard défini par l'Etsi (Institut européen des normes de télécommunication) sur les informations qui seront transmises aux secours. *« Courant novembre 2010, la Commission lancera un pilote du système e-call. En 2013, ce service public devrait être disponible et en cours de déploiement dans les Etats membres de l'Union européenne »*, détaille Wolfgang Reinhardt, directeur des affaires de régulation à l'Association des constructeurs européens des automobiles (Acea). Surtout, les deux systèmes seraient interopérables, *« ce qui est, aujourd'hui, le vrai challenge »*, souligne-t-il.

Enfin, à plus long terme, les communications de véhicule à véhicule et de véhicule à infrastructure réduiront les accidents et leurs impacts sur le trafic. Le 802.11p, une norme Wi-Fi spécialement adaptée au secteur de l'automobile, facilitera l'échange de données dans la bande des 5,9 GHz, fréquence dans laquelle se trouvent au maximum sept canaux de 10 MHz. Les voitures équipées d'un tel système émettront en permanence des paramètres (vitesse, y compris dans les virages, position GPS…). Ceux-ci pourront être exploités par les autres véhicules et l'infrastructure. Des messages, voire des mesures de régulation et de prévention, seront alors transmis aux conducteurs : annonce d'un accident, recommandation sur les vitesses à adopter, déclenchement d'un freinage d'urgence, etc.

VOUS

« Où sont les formations qui abordent le véritable problème qu'est l'adhésion des acteurs à un projet ? »

Nicolas Lubar, DSI d'Agglo-Belfort

Le site Jesuisvisiblesurleweb.fr, lancé par Cadremploi, s'adresse aux candidats soucieux d'améliorer leur visibilité auprès des recruteurs, et d'en savoir plus sur les moyens de maîtriser leur e-réputation.

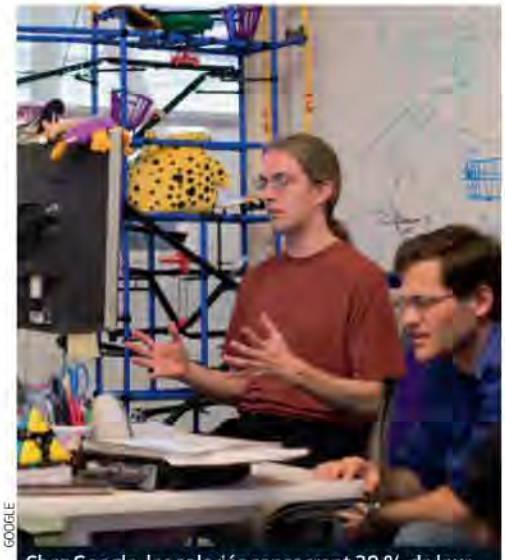
MANAGEMENT La créativité des équipes : une préoccupation croissante des entreprises IT

Organiser des brainstormings pour stimuler l'innovation en interne

L'innovation ne se décrète pas du jour au lendemain. Certaines entreprises IT l'ont compris très tôt. Google a ainsi instauré un modèle de management entièrement conçu pour favoriser l'émergence d'idées. Ses ingénieurs consacrent 20 % de leur temps de travail au développement des projets de leur choix. Du coup, ils se sentent plus libres de prendre des risques… Google a aussi mis toutes les chances de son côté pour multiplier les échanges entre ses collaborateurs (hiérarchie souple, petites équipes projets, lieux de détente conviviaux, etc.). Bref, chez le géant de l'internet, l'innovation est élevée au rang de culture.

Apprendre à modifier ses réflexes

Sans atteindre ce degré de maturité, bon nombre de sociétés semblent aujourd'hui développer les initiatives pour amener leurs collaborateurs à sortir des sentiers battus, à s'aérer l'esprit, à révéler leur créativité, souvent mise en sommeil dans l'entreprise. Ce qu'illustre Marie Delafont, consultante pour l'institut de formation Orsys : « *Dans le cadre d'un projet informatique, par exemple, 1 000 solutions s'avèrent crédibles pour parvenir à satisfaire le client. Mais bien souvent, un expert pense détenir un début de réponse – parce qu'il a déjà traité ce type de dossier – et il sera attiré dans une direction qui n'est pas la plus créative.* » Pour inverser cette tendance, les professionnels sont tenus de modifier leurs réflexes. Des formations spécialisées – de plus en plus nombreuses sur le marché – ont pour objectif de les y aider. Le brainstorming est l'une des techniques enseignées, afin de voir émerger le maximum d'idées et d'apprendre à résoudre des problèmes de manière créative. « *Pour qu'il soit riche, un tel stage doit réunir des gens d'horizons différents. Si les participants ont été formés dans les mêmes écoles, ils finissent toujours par se convaincre qu'ils ont raison. La mixité est un prérequis élémentaire* », insiste François Bureau, expert formateur chez Egilia, spécialiste de la formation en management et en informatique. Lors de ses sessions, Egilia accueille près de la moitié de professionnels issus du high-tech (chefs de projet, directeurs de projet, etc.).



GOOGLE

Chez Google, les salariés consacrent 20 % de leur temps de travail à un projet de recherche personnel.

« Pour qu'il se révèle profitable, un brainstorming doit réunir des gens d'horizons différents. »

François Bureau, expert formateur chez Egilia

Se baser sur un cas réel

Les brainstormings s'appuient sur une problématique réelle, qu'il est important de formuler clairement pour ne pas la perdre de vue au fil de la séance. Les stagiaires expriment ensuite librement des idées autour de ce thème, en évitant de s'autocensurer. Ils sont aidés en cela par l'animateur qui insuffle un rythme à la session. Enfin, chaque participant attribue une note aux idées. Au final, celles qui recueillent le plus de points sont sélectionnées.

Une SSII qui souhaitait raccourcir la durée des réunions s'est ainsi prêtée à l'exercice. La solution finalement préconisée : poser sur la table des « boîtes à meuh », utilisées lorsqu'un protagoniste s'éternise ; un vote suit pour déterminer si la personne est hors sujet ou si elle est libre de continuer. « *Le système a bien fonctionné dans cette société parce que cela collait bien à sa culture – jeune – et aussi parce qu'il est plus facile pour l'équipe d'adopter un mode de fonctionnement décidé collectivement* », raconte Marie Delafont.

Enfin, un brainstorming peut en entraîner un autre. Une nouvelle problématique, parfois plus essentielle, peut voir le jour et il faut réitérer l'opération. Dans le domaine de la créativité, on dit qu'une idée + une idée = trois idées.

SANDRINE CHICAUD

EN BREF

Saas, iPhone… DSI, reprenez la main !

LIVRE Avec le web 2.0, le Software as a Service (Saas) et les smartphones, les utilisateurs ont accès à des technologies simples et libres qui les relient entre eux. Et ce sans l'intermédiaire du DSI. A partir de 25 études de cas, d'outils et des méthodologies, deux consultants de Forrester entendent aider le DSI à reprendre la main. En anglais (http://goo.gl/84NQ).

Un site de recrutement de plus

WEB Jobtic.fr est la déclinaison française des sites belge et luxembourgeois ictjob. Objectif : gérer le calendrier d'un candidat qui définit ses périodes de disponibilité, afin qu'il ne soit pas harcelé par des recruteurs intempestifs. Le postulant peut aussi préciser ses environnements de travail (langages, progiciels, systèmes) pour une meilleure adéquation entre l'offre et la demande. Jobtic rejoint la longue liste des job boards spécifiques que l'association professionnelle des informaticiens, le Munci, s'est amusée à recenser. http://goo.gl/2MrnK

Devenir Community Manager

GUIDE Community Manager est LE métier tendance du moment. Ecrit par trois professionnels, cet ouvrage à l'usage des marques et des agences de communication lève le voile sur les règles, les usages et les bonnes pratiques de la profession. Edité par Diateino, dans la collection Médias sociaux.

RESSOURCES HUMAINES La contrepartie financière exigée freine son utilisation

Non-concurrence : une clause pas très IT

« Nous avions une fâcheuse tendance à oublier de lever la clause de non-concurrence lors du départ d'un collaborateur. » Cette constatation faite par Nathalie Choux, DRH de Micropole-Univers, qui avait pourtant restreint cette clause aux postes clés de l'entreprise (directeurs d'activités et commerciaux) n'est pas isolée. La contrepartie financière, exigée depuis 2002 par la Cour de cassation comme obligation essentielle à sa validité, a eu pour conséquence d'en freiner l'utilisation dans le secteur informatique.

« Devant le coût financier et le risque encouru en cas de non-dénonciation, les DRH ont ciblé les contrats de travail dans lesquels elle est insérée », confirme Frédérique Garnier, avocate et directrice du département droit social du cabinet Landwell & Associés.

Cette clause interdit à un salarié qui quitte la société d'exercer une activité professionnelle concurrentielle chez un autre employeur du même secteur (création d'une activité équivalente, emploi similaire dans une autre entreprise…). Elle est généralement établie au moment de la signature du contrat, tout comme sa durée de validité et le délai pour la lever.

> La clause de non-concurrence n'a de validité que si elle protège les intérêts légitimes de l'entreprise

« Il est donc important, pour un employeur, de bien dénoncer la clause de non-concurrence dès la rupture du contrat s'il ne veut pas verser une contrepartie financière pour rien, poursuit Frédérique Garnier. *Au-delà du délai prévu, il devra payer une indemnité au salarié pendant toute la durée de validité restante. »* Très variable, son montant mensuel se situe entre 25 et 50 % du salaire mensuel. Elle est versée en une seule fois au moment du départ, ou chaque mois pendant toute la durée restante de validité.

Si l'entreprise prouve que son ancien collaborateur ne respecte pas l'obligation de non-concurrence, c'est lui qui est alors redevable d'une contrepartie inscrite au contrat.

Le montant de la contrepartie oscille entre 25 et 50 % du salaire mensuel.

DIRG-SCHMIDT

Les conditions de validité

Pour être valide, une telle clause doit respecter plusieurs conditions. Avant tout, elle n'est justifiée que si elle protège les intérêts légitimes de l'entreprise. *« Si l'employeur veut s'en prévaloir, il devra être capable de démontrer qu'il est susceptible de subir un préjudice si son salarié travaille dans une entreprise concurrente »*, précise notre juriste. Dans le cas contraire, les tribunaux pourraient considérer que son existence n'est pas fondée, même si les autres conditions sont remplies. Enfin, la clause doit être limitée dans le temps (d'un à trois ans en général) et dans l'espace (de la région à l'international), selon le type de fonctions.

JULIETTE FAUCHET

POUR ALLER PLUS LOIN

- Evolution jurisprudentielle de la clause de non-concurrence, par Maître Cahen (http://goo.gl/BE9r).
- Comment rédiger une clause de non-concurrence, par Maître Marie-Alice Jourde (vidéo des *Echos*). http://goo.gl/F5kt

BUSINESS STYLE LA SÉLECTION HIGH-TECH DE LA RÉDACTION

Trombone USB

Amusant et pratique à la fois : un inattendu mélange entre clé USB et trombone. De quoi relier plusieurs papiers tout en joignant un complément numérique.

Dos au mur

C'est la tendance de la rentrée : le PC-écran tactile tout en un, avec clavier sans fil. Le Touchsmart 310 de HP, plus fin que les modèles précédents, s'accroche comme un tableau.

Polars : l'ef-fictif s'agrandit

Après Adamsberg (Vargas), Bosch (Connely) ou Cadin (Daeninckx), le commissaire Laurenti (Heinichen) retrouve les effectifs des commissariats fictifs avec cette cinquième enquête, *La Danse de la mort* (Seuil).

Le Nano se montre

Le dernier iPod Nano a perdu sa roulette et gagné un écran tactile. Il n'en fallait pas plus pour que certains réalisent leur rêve d' iWatch avec un bracelet qui transforme le Nano... en montre.

PHOTOS : DR

PLUS D'INFOS SUR 01NETPRO.COM, RUBRIQUE ACTUALITÉ

Les nouveaux packs hébergement 1&1 ré

VOTRE SITE DE

De plus en plus d'utilisateurs consultent le Web à partir de leurs appareils mobiles, ce qui nécessite d'optimiser son site pour la navigation sur mobile.

- ✓ **Votre site compatible avec les navigateurs mobiles**
- ✓ **Interface intuitive et simple d'utilisation**
- ✓ **Modèles de mise en page exclusifs**

LOGICIEL INCLUS

DANS LES NOUVEAUX PACKS HÉBERGEMENT 1&1*

NetObjects Fusion® 1&1 Edition est un logiciel de création qui vous permet de réaliser votre site ou de l'adapter afin qu'il puisse être consulté depuis n'importe quel appareil mobile. Cette version optimisée de NetObjects Fusion® 11 vous offre des modèles de mise en page et des designs exclusifs spécialement adaptés au Web mobile.

Référence absolue en matière de conception de site Internet, **Adobe® Dreamweaver® CS4** vous apporte des fonctionnalités avancées pour prévisualiser et tester vos pages dans un environnement mobile. Grâce à Device Central, vous adaptez le code HTML et les applications flash de votre site à tous types de terminaux mobiles.

0970 808 911 Appel non surtaxé

volutionnent votre présence Web

VIENT MOBILE

1&1 vous fournit les meilleurs logiciels pour convertir votre site au Web mobile et en plus vous fait bénéficier actuellement jusqu'à 6 mois GRATUITS sur les packs hébergement !

JUSQU'À 6 MOIS GRATUITS !*

Valable jusqu'au 31/10/10

1&1 PACK CONFORT

- 2 domaines au choix INCLUS
- NOUVEAU : 100 Go d'espace disque
- Trafic ILLIMITÉ
- 100 comptes email
- 5 bases de données MySQL (100 Mo)
- Outils de création de site : éditeurs Web, blog, album photo, e-Boutique Start
- PHP5, PHP6 (bêta), Perl, Python, Ruby, C, tâches cron
- Outils de communication : formulaire, chat
- 1&1 Référencement
- 1&1 WebStat
- NOUVEAU : Logiciel offert* NetObjects Fusion® 1&1 Edition

~~4,99€~~ HT/mois (5,97€ TTC/mois)

0 € /mois

pendant les 6 premiers mois*

1&1 PACK PRO

- 3 domaines au choix INCLUS
- NOUVEAU : 250 Go d'espace disque
- Trafic ILLIMITÉ
- 500 comptes email
- 20 bases de données MySQL (100 Mo)
- Outils de création de site : éditeurs Web, blog, album photo, e-Boutique Start
- PHP5, PHP6 (bêta), Perl, Python, Ruby, C, tâches cron
- Outils de communication : formulaire, chat, newsletter, RSS, listes de discussion
- 1&1 Référencement
- 1&1 WebStat
- Google Adwords® : 50 € offerts
- NOUVEAU : Logiciel offert* NetObjects Fusion® 1&1 Edition ou Adobe® Dreamweaver® CS4 (au choix)

~~9,99€~~ HT/mois (11,95€ TTC/mois)

4,99€ HT/mois (5,97€ TTC/mois)

pendant les 6 premiers mois*

1&1 PACK PREMIUM

- 4 domaines au choix INCLUS
- NOUVEAU : 500 Go d'espace disque
- Trafic ILLIMITÉ
- 1000 comptes email
- 50 bases de données MySQL (100 Mo)
- Outils de création de site : éditeurs Web, blog, album photo, e-Boutique Start
- PHP5, PHP6 (bêta), Perl, Python, Ruby, C, tâches cron
- Outils de communication : formulaire, chat, newsletter, RSS, listes de discussion
- 1&1 Référencement
- 1&1 WebStat
- Google Adwords® : 75 € offerts
- Certificat SSL dédié INCLUS
- NOUVEAU : Logiciel offert* NetObjects Fusion® 1&1 Edition ou Adobe® Dreamweaver® CS4 (au choix)

~~19,99€~~ HT/mois (23,91€ TTC/mois)

9,99€ HT/mois (11,95€ TTC/mois)

pendant les 6 premiers mois*

Votre domaine à prix sensationnel :

le .fr à 4,99€ HT/an (5,97€ TTC/an), le .eu à 0,99€ HT/an (1,18€ TTC/an)* !

* Offre hébergement soumise à un engagement de 12 mois. Frais de mise en service : 5,97 € TTC (Pack Confort) ou 11,95 € TTC (Pack Pro, Pack Premium). A l'issue des 6 premiers mois, les produits concernés sont aux prix habituels (Pack Confort à 5,97 € TTC/mois, Pack Pro à 11,95 € TTC/mois, Pack Premium à 23,91 € TTC/mois). Logiciel offert pour toute nouvelle commande d'un pack hébergement et disponible en téléchargement à partir de l'Espace Client 1&1. Offre domaine applicable la première année uniquement au lieu du prix habituel de 6,99 € HT/an (8,36 € TTC). Conditions détaillées sur www.1and1.fr. Offres sans engagement également disponibles.

www.1and1.fr

01 Assises de la sécurité et des systèmes d'information

Du 6 au 9 octobre à Monaco (Grimaldi Forum)

DR

Cette dixième édition des Assises qui accueillera, entre autres, les directeurs généraux de Symantec et de Trend Micro, se propose d'anticiper sur les risques et les défis que devrait connaître la prochaine décennie. Parmi les sujets abordés au cours des tables rondes : le cloud computing vu par les responsables sécurité des groupes Areva et Casino.
www.lesassisesdelasecurite.com

Club 01 DSI Poste de travail : changement de paradigme

Le 12 octobre à Paris (Salons Hoche)

Cette matinée 01 sera consacrée à la métamorphose du poste de travail en entreprise. Fixe ou portable, lourd ou léger, ce dernier est en effet devenu de plus en plus connecté et interactif. Les interventions d'experts, ainsi que les tables rondes, s'organisent autour de plusieurs thèmes comme la virtualisation des applications et des postes, le déploiement des applications mobiles dédiées aux métiers ou encore les nouvelles interfaces homme-machine.
http://01netpro.com/

01 Le Forum TIC'Emploi et La Nuit des technos

Respectivement les 13 et 14 octobre à Marseille (Pôle Média Belle-de-Mai et Showroom Exmagina/Docks)

Lors du forum salon TIC'Emploi, une trentaine de recruteurs du domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), proposeront plus de 300 postes à pourvoir. Le lendemain, se tiendra La Nuit des technos, plate-forme d'échanges et de rencontres entre professionnels des TIC et acteurs économiques de la région Paca. Ces deux événements se déroulent dans le cadre des Trois jours de l'intelligence collective.
www.ticemploi.fr
www.omniciel.fr/nuitdestechnos/

01 Métamorphose PME 2011

Le 14 octobre à Paris (Pavillon d'Armenonville)

DR

Comment optimiser le système d'information afin de réduire les coûts et créer de la valeur ? Comment mener un projet de virtualisation de serveurs, de stockage ou d'applications ? Comment maîtriser la croissance des données tout en garantissant leur intégrité ? Comment superviser les systèmes et automatiser les processus. Durant cette journée de témoignages organisée par le Groupe 01, en partenariat avec Dell et Intel, des responsables informatiques de PME répondront à ces différentes questions dans le cadre de tables rondes complétées par des ateliers.
http://01netpro.com/

01 Convention des utilisateurs SAP francophones

Les 13 et 14 octobre à Nantes (Cité internationale des congrès)

Ce rendez-vous annuel est destiné à aider les clients de l'éditeur à décrypter les sujets d'actualité pour leur communauté. Il favorise aussi le partage de bonnes pratiques, en s'appuyant sur plus de 70 retours d'expérience. Au programme : les grandes problématiques économiques ou environnementales, ou encore les ruptures technologiques et leur impact sur les entreprises et leur système d'information.
www.usfconventions.fr

SAS Forum 2010

Les 14 et 15 octobre à Paris-la Défense (Cnit)

L'édition 2010 du Club des utilisateurs francophones des solutions décisionnelles SAS fera alterner pendant ces deux jours des témoignages d'entreprises sur la mise en œuvre de projets ainsi que des présentations d'experts sur les nouveautés métiers et les innovations technologiques.
www.sas.com/offices/europe/france/sasforum/index.html

01 Musique et web : droits et démarches

Le 18 octobre à Paris (Auditorium de la Sacem)

Cette table ronde organisée par la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem) ainsi que par les ateliers associés concerneront les aspects juridiques et financiers (droits d'auteur, financement...) liés à l'utilisation de musique sur les sites professionnels ou au lancement de services de musique en ligne. Plusieurs cas concrets seront évoqués, et les démarches pratiques à effectuer, listées.
www.sacem.fr

Conférence annuelle itSMF

Le 19 octobre à Paris-la Défense (Cnit)

Ce rendez-vous dédié aux bonnes pratiques en matière de gestion des services informatiques, au référentiel Itil et à sa mise en place dans les entreprises, aura pour thème Des Processus et des hommes. Au programme, des conférences, la remise des trophées itSMF France 2010, qui distingueront la meilleure mise en œuvre Itil de l'année, et un village partenaires qui réunira une quarantaine d'acteurs.

www.itsmfconf.fr

IP Convergence 2010

Du 19 au 21 octobre à Paris Expo (Porte de Versailles)

DR

Cet événement consacré aux applications, services et équipements de communication IP, va rassembler les salons Convention VoIP, Mobile Office, M2M Forum, Cloud & IT Services et Convention Securité. Environ 250 exposants sont attendus. Un cycle de 80 conférences et ateliers compléteront les présentations et les démonstrations.

www.ipconvergence.fr

Les Rencontres internationales du numérique 2010

Les 21 et 22 octobre à Paris (Ubifrance)

La troisième édition de ces rencontres organisées par Ubifrance, l'agence française pour le développement international des entreprises, a pour objectif d'aider les professionnels des TIC à s'implanter à l'étranger. Durant ces deux jours, se succéderont des conférences sur les tendances du marché des TIC par zone géographique, des témoignages d'entreprises, des tables rondes, des ateliers sur les aides à l'export, des entretiens personnalisés avec des représentants des bureaux Ubifrance à travers le monde.

http ://rin.ubifrance.fr

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES

12, rue d'Oradour-sur-Glane
75015 Paris
Directeur de la publication : Alain Weill

POUR CONTACTER LA RÉDACTION
E-mail : redaction@groupe01.fr
Web : www.01netpro.fr
Tél : 01 71 18 54 48
Fax : 01 71 18 52 50
Pour joindre directement au téléphone votre correspondant ci-dessous, faites précéder ses quatre chiffres de 01 71 18

RÉDACTION

Vous pouvez joindre l'ensemble des membres de la rédaction par e-mail de la façon suivante : «première lettre du prénom.nom@01informatique.fr».

Directeur des rédactions Pôle Pro-Groupe 01, et rédacteur en chef : Frédéric Simottel.

Rédacteur en chef adjoint : Pierre Landry (Expériences et Dossier).

Chefs de service : Pierre Berlemont (Tendances, Green Tech, Start up), Sandrine Chicaud, Alain Clapaud, Gilbert Kallenborn.

Grands reporters : Vincent Berdot, Frédéric Bergé, Xavier Biseul, Anicet Mbida (Développement projets web), Yann Serra.

Chefs d'enquête : Olivier Discazeaux, Juliette Fauchet, Boris Mathieux, Pierre Tran.

Rédacteurs : Stéphane Bellec, Jonathan Charton, Eddye Dibar, Marie Jung, Christine Peressini, Armelle Siccat.

Assistante de rédaction : Fatima Lacombe (5448).

Réalisation

Première secrétaire de rédaction : Christelle Denis.

Secrétaires de rédaction : Hélène Brusetti, Christine Simha (iconographie).

Première rédactrice-graphiste : Isabelle Fouin.

Rédactrice-graphiste : Adriana Delettieres.

Infographie : Marc Robert.

Couverture : DBO.

Conception graphique : Rampazzo & Associés.

DOCUMENTATION ET AGENDA

E-mail : documentation@groupetests.fr.

ÉVÉNEMENTS 01 (www.evenements01.com)

Directeur des événements et conférences : Alexandre Nobécourt
Responsable éditorial : Olivier Coredo
Responsable relation audience : Patricia Sciarrino
Marketing et organisation : Laurence Amouroux, Marie Rousseau, Bénédicte Le Foll
Développement commercial et relations partenaires : Didier Verbeke, Tristan Ougier.

COMMERCIAL - MARKETING

Publicité Tél. : 01 71 18 53 08
Fax : 01 71 18 53 01

Pierre-Henry Medan, directeur général ; Valérie Fénéon (53 09), directrice commerciale - Pôle Print ; Sylvia Besse (53 08), assistante de direction ; Fatma Boulila (53 10), assistante commerciale.

Pôle Annonceurs

Katia Nony (53 31), directrice de publicité ; Stéphanie Barret (53 03), directrice de clientèle ; Valérie Soulhol (53 37), chef de publicité ; François Rincel (53 33), chef de publicité ; Appolinaire Houssou-Montvert (53 22), responsable exécution.

La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Pôle Agences Média

Laurent Laventure (53 24), directeur de publicité ; international; Farida Mérabet (53 27), directrice de clientèle ; Appolinaire Houssou-Montvert (53 22), responsable exécution.

La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Publicité Internationale

Jérôme Callu Mérite (53 14), directeur de la Publicité International ; Caroline Gilles (53 21), directrice de clientèle ; Stefane Bartlett (3200), responsable Marketing International.

Marketing-Etudes-Promotion

Tél. : 01 71 18 53 00 - Fax : 01 71 18 53 01

Guillaume Vasse, directeur marketing & Revenue Management (53 40), Patricia Mosnier (53 28), chef de groupe marketing.

Régies internationales :

BENELUX : Huson European Media, James Clayson, tél. (44) 19 32 564 999 - Fax : (44) 19 32 564 998 (j.clayson@husonmedia.com).

ALLEMAGNE : DS Media, Dominique Schall, tél. (49) 7844 47 001 - Fax : (49) 7844 47 003 (d.schall@dsmedia.info).

GRANDE-BRETAGNE : GCA, Greg Corbett, tél. : (44) 207 730 6033 - Fax : (44) 207 730 6628 (gca@gca-international.co.uk).

ISRAEL : Talbar Media, Asa Talbar, tél. (972) 77 562 1900 - Fax : (972) 77 562 1903 (talbar@talbar.co.il).

ITALIE : Medias International, Jean-Pierre Bruel, tél. (39) 31 751 494 - Fax : (39) 31 751 482 (medias@pcbrianza.net).

JAPON : Shinano Co., Kazuhiko Tanaka, tél. (81) 3 3589 4667 - Fax (81) 3 3505 5628 (scp@bunkoh.com).

ETATS-UNIS : Huson International Media, Ralph Lockwood, tél. (1) 408 879 6666 Fax : (1) 408 879 6669 (Ralph@husonusa.com).

ANNONCES CLASSÉES

Régie : EmploiPro,
Tél. : 01 77 92 92 92 - Fax : 01 77 92 98 64.
Sébastien Olszanski, directeur emploi (93 93) ; Stéphane Beaudoin, directeur commercial agences grands comptes (93 78) ; Marie Caland, responsable pôle direct (93 77) ; Laurent Beslier, directeur de clientèle formation (94 21).

FABRICATION

Serge de Kilkhen, chef de fabrication.

DIFFUSION

Laurence Vassor, responsable diffusion ; Cécile Guerin, chef de produit ; Géraldine Mongay, chef de marque.

Abonnements : web : www.abo-01informatique.com
Mail : abonnement-01informatique-pi@team-partners.com
Tél. : 03 44 62 52 38 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h) ; fax : 03 44 12 57 67;

Abonnement France, 1 an, 44 numéros (magazine seul) : 144 € (dont TVA à 2,10 %)
Abonnement France, 1 an, 44 numéros (papier + version numérique) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles :228 € ttc (dont TVA 2,1 %)
Abonnement France Etudiants, 1 an, 44 numéros (papier + version numérique) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles : 114 € ttc (dont TVA 2,1 %) sur justificatif d'une carte d'étudiant en cours de validité.
Abonnement étranger : www.abo-01informatique.com

Service des ventes réservé aux dépositaires et marchands de journaux.

01 Informatique est édité par

Groupe 01

Président-directeur général : Alain Weill.
Directeur général : Vincent Buffin
Directrice déléguée Print : Sylvie Guichot

GROUPE 01 - SA au capital de 199 272 euros.
Siège social : 12, rue d'Oradour-sur-Glane, 75015 Paris. Tél. : 01 71 18 54 00.
Immatriculation RCS : 311 243794 PARIS - Code APE 5814Z - Siret 311 243794 00139 - TVA intracommunautaire FR 82 311 243794
Principal actionnaire : NextRadio TV

Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation, qu'elle soit intégrale ou partielle, quelqu'en soit le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans autorisation du Groupe 01, sauf les cas prévus par l'article L.122-5 du code de la propriété intellectuelle.

©2007 GROUPE 01 - Tous droits réservés.

Commission paritaire : n°0714K85185 - ISSN 0298-2285.Dépôt légal : à parution.
Imprimerie :Maury Imprimeur, route d'Etampes, 45330 Malesherbes.

Le Grand Dijon recrute un Chef de projet S.I.G.

22 communes, 253 000 habitants, 1h40 de Paris en TGV

Cadre A – Cadre d'emplois des ingénieurs ou des attachés (h/f)

Activités : Sous la responsabilité du Directeur de la Direction des Systèmes d'Information et des Télécommunications (direction mutualisée avec la Ville de Dijon), vous serez responsable de la mise en œuvre de la stratégie en matière de système d'information géographique et vous assurerez l'encadrement de la cellule « Système d'Information Géographique » (2 personnes).

Vous serez chargé de : • PILOTER le SIG et en assurer son évolution : conception et administration, mise en cohérence des systèmes d'information avec la dimension géographique • ASSURER la conduite de projet fonctionnel en matière de SIG, en lien avec les services utilisateurs et éventuellement les prestataires d'assistance à maîtrise d'ouvrage • CONSEILLER les services des collectivités et ASSURER une assistance technique et fonctionnelle aux utilisateurs • SUIVRE les évolutions technologiques (géopositionnement, 3D, autoformation, ...).

Profil : Doté de solides qualités relationnelles et du sens du management par projet, vous faites preuve d'autonomie dans l'organisation de votre travail pour tenir compte des priorités et des enjeux. Vous êtes force de proposition auprès du Directeur des systèmes d'information et des Télécommunications. Vous maîtrisez le SIG (Editeur ESRI), les outils métiers (Editeur Géosphère) liés à la gestion foncière et au droit des sols (« Cart@ds » et « Intr@geo »). Vous connaissez les logiciels topographiques (notamment Autocad), les environnements de base de données, et l'outil informatique en général (poste de travail Windows et outils bureautiques standards). Disposant d'une bonne expression écrite et orale, vous avez la capacité de transmettre et partager le savoir.

Le poste est à pourvoir au 01.12.2010.

Merci de faire parvenir une lettre de motivation et un CV, avant le 25/10/2010, à : M. le Président du GRAND DIJON, 40 avenue du Drapeau, 21000 Dijon

www.grand-dijon.fr

Safari-Pa.fr

Le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques
recrute pour la Direction des Ressources, service systèmes d'information, un

Ingénieur informatique SIG (h/f)

Garant de la cohérence du Système d'Information Géographique Départemental, vous coordonnez le développement du SIG et contribuez à son évolution, tant pour les besoins internes que partenariaux. A ce titre, vous avez pour missions de : • réaliser les traitements pour coupler les bases de données métiers et les informations géographiques • développer des outils pour réaliser des cartographies et des requêtes complexes à destination des services du Conseil Général • valider et administrer les référentiels communs et les données SIG produites par les directions (modélisation, topologie, sémiologie)• développer des outils pour diffuser largement le SIG (intranet, internet, extraction de données) • coordonner le groupe de travail SIG composé des référents des directions fonctionnelles, l'aider à définir ses besoins et assurer la formation des utilisateurs.

Chef de projet, vous menez à bien la vectorisation du cadastre.

Titulaire d'une formation Bac + 5 en informatique avec une spécialisation SIG, vous justifiez d'une première expérience professionnelle. Vous connaissez le développement d'applications Web Mapping et préconisations d'architecture technique ainsi que l'analyse spatiale (topologie, structuration de réseaux, etc.). Vous savez élaborer et mettre en œuvre des référentiels, règles et méthodologies et travailler simultanément sur plusieurs projets liés à des domaines fonctionnels variés. Rigoureux dans la mise en œuvre et le suivi des procédures, vous savez établir des contacts de qualité avec les utilisateurs et les prestataires. Votre aisance relationnelle et votre aptitude au travail en équipes transversales est reconnue. Vous êtes attentif aux évolutions technologiques du domaine des SIG.

Poste basé à Pau.

La fiche de poste détaillée peut être consultée sur www.cg64.fr - offres d'emploi

Merci d'adresser votre candidature, avant le 27/10/2010
soit sur notre site : www.cg64.fr
soit par courrier (lettre de motivation et CV) à M. le Président du Conseil général, SRH, 64 avenue Jean Biray, 64058 Pau CEDEX 9.

Safari-Pa.fr

CONTACTS ANNONCES CLASSEES

Marie Caland : 01 77 92 93 77
m.caland@emploipro.fr

Stéphane Beaudoin : 01 77 92 93 78
sbeaudoin@emploipro.fr

5ème ville d'Ile de France
90 000 habitants
50 000 emplois

VERSAILLES

A 10 minutes de Paris, entre Histoire et projets d'avenir, la ville de Versailles se tourne vers le développement durable, économique et culturel. Dans le cadre du renforcement de ses équipes, la ville de Versailles poursuit le recrutement de ses agents. Ces recrutements seront réalisés prioritairement par la voie statutaire (mutation, détachement), les recrutements par la voie contractuelle pourront néanmoins être envisagés.

LA DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE TELECOMMUNICATION RECRUTE :

➢ GESTIONNAIRE D'INFRASTRUCTURES et RESEAUX H/F

Assurer l'étude et la mise en place de projets d'infrastructures systèmes et réseaux.

➢ CHEF DE PROJETS TRANSVERSAUX H/F

Garantir aux unités opérationnelles que la définition et la mise en œuvre des nouvelles applications (progiciels) ou infrastructures visant à produire des services préalablement définis se feront dans les délais et les coûts convenus.

Nous vous invitons à nous découvrir sur notre site internet : www.versailles.fr et à consulter nos fiches de postes pour plus de précisions.
Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre de motivation) à Monsieur le Maire - Hôtel de Ville – Direction des Ressources Humaines - 4 avenue de Paris - RP 1144 - 78011 VERSAILLES Cedex
ou sur le site de la Ville www.versailles.fr

APPELS D'OFFRES

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

AVIS COMPLEMENTAIRE

COLLECTIVITE LANCANT LA PRESENTE CONSULTATION :
Conseil général de l'Aube

OBJET DE LA CONSULTATION :
COMMERCIALISATION, MAINTENANCE ET DEVELOPPEMENT DE LA SOLUTION D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE M@RINE

Le Conseil général de l'Aube avec le Conseil général des Yvelines a développé une application d'archivage électronique : la solution M@rine.
Le Conseil général de l'Aube souhaite confier à un prestataire de service la distribution de cette solution M@rine sous licence, contre intéressement.

MODE DE PASSATION : Marché passé selon une procédure adaptée restreinte en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics

INFORMATION :
Le texte intégral de l'avis d'appel public à la concurrence est publié sur les sites Internet suivant :
Le site du Conseil général de l'Aube : *www.marches-aube.fr*, sous la référence 10CG107

Le site du BOAMP : *www.boamp.fr* sous la référence 10-207381
L'information contenue dans le présent avis complémentaire ne vise qu'à communiquer aux candidats potentiels les références des avis comportant la totalité des renseignements publiés afin de leur permettre d'y accéder.

MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES :
Se reporter à l'avis intégral publié sur les sites cités ci-dessus.

DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES :
Vendredi 15 octobre 2010 à 16h00

NOMBRE MAXIMUM DE CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE : 3
RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES : Service des Marchés - Tél. : 03.25.42.52.30

DATE D'ENVOI DE L'AVIS COMPLEMENTAIRE : lundi 27 septembre 2010

Foyer Remois

AVIS D'APPEL A CONCURRENCE

Pouvoir adjudicateur (mandataire du groupement)
S.A. d'H.L.M. LE FOYER REMOIS
8 rue Lanson - BP 1
51051 REIMS CEDEX

Mode de passation du marché
Dialogue compétitif.
Objet du marché
Fourniture, installation, intégration et maintenance de progiciels pour couvrir les activités métiers et supports d'acteurs immobiliers.
Durée du marché
60 mois.
Description succincte du marché
Le marché comporte les postes suivants
- Fourniture d'un progiciel
- Assistance à la mise en œuvre (installation, paramétrage, reprise des données, interfaces, formation, assistance au démarrage, ...)
- Maintenance

Le marché comporte 3 lots :
Lot 1 : Progiciel de gestion immobilière : couvre les activités de gestion locative sociale, de syndic de copropriétés et d'administration de biens
Lot 2 : Progiciel financier et comptable (budgets, comptabilité analytique, comptabilité générale, frais généraux)
Lot 3 : Gestion de la relation clients : processus d'avant vente, processus de service après vente
Dossier de consultation et renseignements
Les candidats ont à leur disposition, sur demande, un règlement de consultation et un descriptif du marché :
Contact : Melle LHERMENIER – Cellule marchés
Tél : 03.26.84.36.26 – Fax : 03.26.84.36.19
Courriel : e.lhermenier@foyer-remois.fr

Pour des renseignements :
Contact : M MICHEL – Service Informatique
Tél : 03.26.84.46.75 – Fax : 03.26.49.01.58
Courriel : p.michel@foyer-remois.fr
Date limite de remise des offres
Le 27 octobre 2010 à 12 h 00.
Analyse des candidatures
Critères de jugement des candidatures :
- capacité technique
- capacité économique et financière

Le détail de ces critères se retrouve dans le règlement de consultation ou dans la publicité effectuée au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE).

Le nombre de candidats admis à participer au dialogue et à remettre une offre sera limité à 3.

Date d'envoi du présent avis à 01 Informatique et au JOUE
Le 24/09/2010

APPELS D'OFFRES

Contactez nous
pour connaître nos tarifs :

Marie Caland \ 01 77 92 93 77
m.caland@emploipro.fr

FLASH-BACK

Il y a trente-huit ans, un développeur anglais sur trois était une femme

En 1972, *01 Informatique* en parle : les femmes ne sont pas les laissées-pour-compte des débuts de l'informatique, mais leur rôle reste majoritairement cantonné à des tâches dont ne veulent pas les hommes.

« Un métier d'homme, exclusivement technique, sans relationnel » : le stéréotype de l'informaticien a la vie dure. Les femmes, ne se reconnaissant pas dans cette définition, désertent les métiers de l'informatique. La tendance se creuse depuis quelques années : aujourd'hui, elles sont moins de 10 % à intégrer les écoles d'ingénieurs, la voie royale pour cette discipline.

Pourtant, en 1972, l'éditeur britannique Freelance Programmers Ltd fête déjà son dixième anniversaire. Le fait, en soi, n'a rien d'extraordinaire, si ce n'est qu'il est dirigé par une femme et n'emploie que des collaboratrices. Cette année-là, la société enregistre un chiffre d'affaires de plus de 250 000 livres sterling, après être parvenue en 1971, année de vaches maigres, à réaliser des bénéfices. Une réussite reconnue par les hommes. Du coup, il ne se passe pas une semaine sans que Dame Stephanie Shirley (rebaptisée Steve Shirley), la fondatrice et directrice générale, ne reçoive des propositions d'affaires. En 1975 toutefois, elle est contrainte par le Sex Discrimination Act à embaucher des hommes. Plus tard, l'entreprise sera rebaptisée Xansa, puis acquise par Steria.

Aujourd'hui, les écoles d'ingénieurs accueillent moins de 10 % de femmes.

« *Nous n'étions pas nombreuses*, se rappelle Marie-Pierre Therre, actuelle présidente de l'association Femmes ingénieurs, et consultante en politique et développement RH. *En 1988, j'étais responsable du premier site supercalculateur à l'Université libre de Bruxelles (ELB). Mon arrivée au sein d'équipes essentiellement masculines les perturbait un peu* », raconte-t-elle. « *Ce monde peu attrayant a tendance à se masculiniser encore plus* », regrette Alain Moustard, DSI de Bouygues Telecom.

Un code de bonnes pratiques pour féminiser l'informatique

Plusieurs initiatives sont donc lancées pour inverser la tendance. Telle la signature, en mars 2009, avec Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne, d'un code des bonnes pratiques dans lequel figure l'engagement de féminiser les métiers IT.

ÉLISE BARBET

DATES CLÉS

1962 : Stephanie Shirley crée Freelance Programmers Ltd.
2000 : les métiers de l'informatique comptent 11 % de femmes, selon le CNISF.
2009 : la Commission européenne édicte un code des bonnes pratiques incluant la reféminisation de l'IT.

LA SEMAINE DE BOBINEAU par Yann Serra

01 PROCHAINEMENT...

TENDANCES Le 14 octobre dans le nº 2056

MEILLEURES PRATIQUES

Plus d'éthique dans les TIC

Une étude de l'Observatoire sur la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE) rend compte des pratiques environnementales et sociales de grandes entreprises mondiales, notamment issues du domaine de l'IT. Quelles sont les pistes pour faire mieux et mener une politique d'achat responsable ?

TENDANCES Le 14 octobre dans le nº 2056

EMPLOI

Les nouveaux métiers dans les DSI

Responsable de l'empreinte carbone, pilote de l'externalisation, responsable des usages du SI : de nouveaux rôles naissent au sein de la DSI, rendant compte de la complexité de ses tâches et des interactions avec les autres métiers de l'entreprise.

EXPÉRIENCES Le 14 octobre dans le nº 2056

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les collectivités quadrillent la France en très haut débit

Pour attirer les entreprises et les particuliers, comme pour répondre à leurs propres besoins, les collectivités densifient les infrastructures de télécommunications et d'accès à internet en s'appuyant sur le mécanisme des RIP (réseaux d'intérêt public). Point sur la couverture du territoire.

DOSSIER Le 14 octobre dans le nº 2056

CARRIÈRE

Les nouvelles formations pour les managers

Les managers n'ont pas besoin de formations techniques. En revanche, ils doivent apprendre à mieux appréhender la dimension humaine de leur fonction. Surtout en sortie de crise. Des serious games au coaching, *01* fait le point sur les différentes méthodes pour y parvenir.

DOSSIER Le 28 octobre dans le nº 2058

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Les 100 personnalités de l'IT en France

Gourous technologiques, entrepreneurs, patrons de start up, politiques, chercheurs, scientifiques... Retrouvez les 100 personnalités qui comptent dans le paysage numérique français.

PHOTOS DR/ISTOCK

01NETPRO.COM

Un dossier complet sur le cloud

Tout savoir des technologies cloud, des acteurs, des bénéfices et des limites. Ce dossier en ligne reprend également les témoignages les plus récents de mise en application de cette informatique dans les nuages.

Réagissez aux billets des blogueurs de 01

De l'emploi aux technologies de développement, de l'organisation des entreprises à l'efficacité des directions métier, les journalistes de la rédaction commentent dans leurs blogs toute l'actualité high-tech dans l'entreprise. Venez, vous aussi, réagir sur tout ce que vous vivez au quotidien.

01BUSINESS BFM RADIO

7 octobre : Les innovations technologiques au service de l'automobile

Tous les jeudis, à 23 heures, retrouvez Frédéric Simottel, rédacteur en chef de *01 Informatique*, dans l'émission « 01 Business, les nouvelles technologies au service de l'entreprise » (en podcast sur bfmradio.fr).

CULTURE GEEK BFM TV

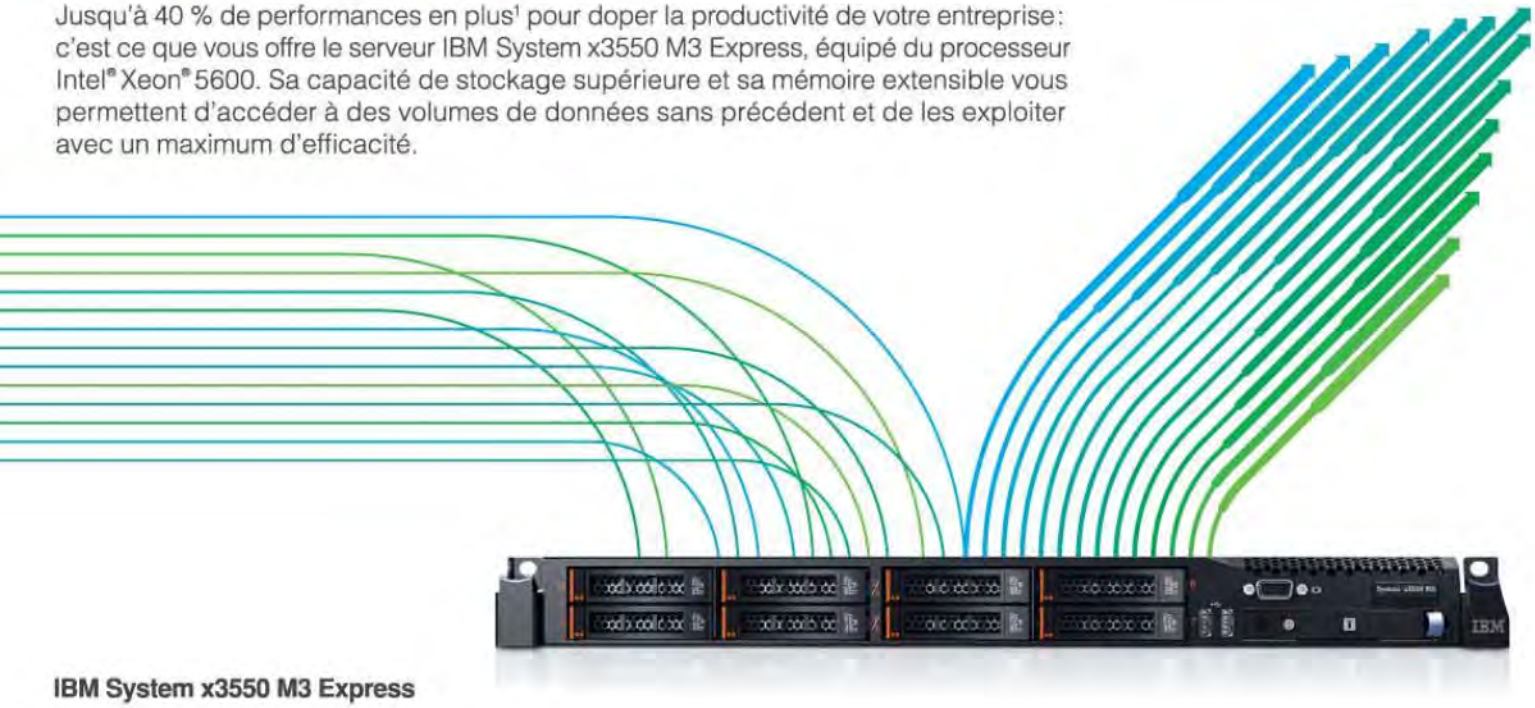
Chaque jour, le rendez-vous high-tech de la TNT

Retrouvez Anicet Mbida, journaliste à *01 Informatique*, pour une vision décalée de l'actualité high-tech, tous les soirs à 21 h 50 et 23 h 50.

La compétitivité commence avec la productivité.

Suivez le guide…

Jusqu'à 40 % de performances en plus[1] pour doper la productivité de votre entreprise : c'est ce que vous offre le serveur IBM System x3550 M3 Express, équipé du processeur Intel® Xeon® 5600. Sa capacité de stockage supérieure et sa mémoire extensible vous permettent d'accéder à des volumes de données sans précédent et de les exploiter avec un maximum d'efficacité.



IBM System x3550 M3 Express

À partir de

1 400 € HT[2]

Réf : 7944K1G

Processeur Intel® Xeon® E5506 quatre cœurs 2,13 GHz

1 × 4 Go, 0 Go SAS (2,5") remplaçable à chaud, ServeRAID M1015, DVD multiburner

Alimentation 1 × 675 W remplaçable à chaud

Garantie : 3 ans [3]

IBM System x3400 M3 Express

À partir de

1 170 € HT[2]

Réf : 7379K1G

Processeur Intel® Xeon® E5503 deux cœurs 2,0 GHz

1 × 2 Go, 0 Go SATA (3,5") remplaçable à chaud

ServeRAID BR10il, DVD multiburner

Alimentation 1 x 920 W redondante

Garantie : 3 ans [3]

IBM System Storage DS3512 Express

À partir de

5 350 € HT[2]

Réf : 1746A2D

Deux contrôleurs actifs remplaçables à chaud

Mémoire cache de 1 Go par contrôleur (alimentée par batterie) avec mise à niveau jusqu'à 2 Go

Jusqu'à 96 disques : disques SAS hautes performances, disques SAS de proximité et disques SAS SED-Boîtiers EXP3512 (12 disques 3,5" 2U) et EXP3524 (24 disques 2,5" 2U) pouvant être associés derrière un boîtier DS3500

Garantie : 3 ans [3]

Vérifiez par vous-même.

Calculez vos économies potentielles en quelques minutes, avec l'outil d'évaluation IBM sur la consolidation des systèmes.

ibm.com/systems/fr/express1

[1] D'après l'*Intel Engineering Study*, janvier 2010 – augmentation des performances entre le tout dernier processeur Intel Xeon 5600 et la génération précédente (le processeur Intel Xeon 5500). Pour des informations plus détaillées, voir page 8, note 3 : http://www.intel.com/Assets/PDF/prodbrief/323501.pdf. [2] **Prix HT, TVA 19,6 %. Offres réservées aux entreprises et collectivités locales, valables dans la limite des stocks disponibles chez nos revendeurs, chacun restant libre de ses prix. Informations correctes au moment de la mise sous presse. Les prix dépendent de la configuration.** [3] Couverture 9 h/j, 5 j/7, intervention prévisionnelle le jour ouvré suivant, sur site pour certains composants. Le support téléphonique peut être payant. IBM, le logo IBM, ibm.com, ibm express advantage, System x et System Storage sont des marques d'International Business Machines Corporation aux États-Unis et dans d'autres pays. Les symboles ®ou™ attachés à la première occurrence de ces marques et d'autres marques IBM indiquent des marques déteniues aux États-Unis par IBM au moment de la publication de ces informations. Ces marques peuvent également être déposées dans d'autres pays. La liste des marques IBM est disponible sur Internet sous la rubrique Copyright and trademark information, à l'adresse www.ibm.com/legal/copytrade.shtml. Intel, le logo Intel, Intel Core, Intel Inside, Intel Inside logo, Xeon et Xeon Inside sont des marques d'Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis, dans d'autres pays ou les deux. Compagnie IBM France – 17 avenue de l'Europe – 92275 Bois-Colombes Cedex – RCS Nanterre 552 118 465. © 2010 IBM Corporation. Tous droits réservés.